

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS
PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES
SUR
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye (France); Bedrit Péyani, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosentfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolaos Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua (Italie); W. Douhan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvalier, Parti Socialiste Genevois: Charles Burklin prés., Lucien Guiland secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampf (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny, (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovich (Yougoslavie); Tigrane Zaven (Arménie).

Mario Pistocchi

Mario Pistocchi est né à Cesena (Italie) en 1901. Etudes des sciences économiques et politiques. Il entra très jeune dans le mouvement du Parti Républicain Italien, dans lequel il fut organisateur, propagandiste, journaliste. Pendant quatre ans il a dirigé „Il Popolano“ („Le Populaire“) organe républicain de la Romagne; puis „L'Italia del Popolo“ de Ravenne.



Depuis 1924 il est réfugié en France. Il fait partie du Comité Central de la Concentration Antifasciste, au sein duquel il représente le Parti Républicain. Pour son activité politique il a été privé de sa nationalité par décret officiel.

On dit souvent que les Balkans sont l'éternel danger de l'Europe. Si cela est vrai, il faut dire que la plus lourde responsabilité en revient aux diplomates des grandes puissances — monopole des oligarchies politiques qui dominent

bien de pays — lesquelles ont toujours considéré les Balkans comme un champ de compétitions internationales.

Le Traité de Versailles, après la guerre qui devait renouveler le monde sur des bases de justice, a créé des nouvelles frontières, en agrandissant les Etats vainqueurs et en découpant par la force les Etats vaincus, sans tenir compte d'aucune loi ethnique; ce sont seulement des raisons de politique internationale des plus surannées — comme jadis au Congrès de Vienne — qui ont inspiré les auteurs

du Traité. Il en est résulté dans les Balkans, les plus grands conflits de races, les plus profondes jalousies entre les Etats.

La question macédonienne est une de celles qui restent en suspens avec toutes ses conséquences dangereuses pour la paix de l'Europe. Coupée en trois morceaux, entre la Bulgarie, la Grèce et la Serbie, la région macédonienne demeure un centre d'agitations politiques très compréhensibles, car la volonté des peuples à disposer d'eux mêmes devient toujours plus forte.

Toute l'organisation des Balkans est à changer. Tant que les peuples de la Péninsule — seront partagés comme des troupeaux par des dynasties presque absolutistes et seront l'enjeu des rivalités d'influences des grandes puissances, il y aura toujours un foyer de troubles dans cette partie si sensible de l'Europe.

Les bases d'une nouvelle réorganisation des Balkans, afin de leur assurer la paix nécessaire pour un libre développement, sont celles que tout le monde envisage et que l'avenir créera: la Fédération des peuples balkaniques, groupés en plusieurs Républiques Démocratiques, selon leurs affinités ethniques.

Il est bien facile de comprendre que les gouvernements actuels des Etats balkaniques ne peuvent pas travailler pour atteindre ce but. Bien au contraire, ils travaillent dans le sens opposé; d'où: rivalités, jalousies, excitations politiques, concurrences dangereuses, guerres d'usurpation et d'impérialisme.

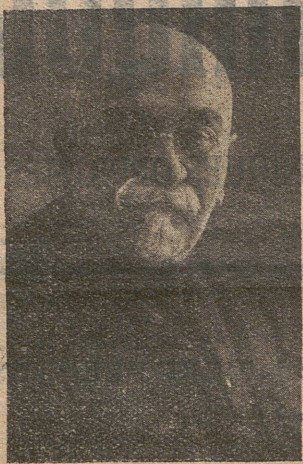
Les monarchies et les dictatures sont toujours les mêmes. Leurs intérêts les poussent contre les aspirations des peuples.

C'est pourquoi la solution définitive du problème balkanique doit commencer par la transformation politique des pays des Balkans. Quand tous les Etats seront devenus des Républiques, et la souveraineté du peuple sera véritable et entière, la Fédération de ces Etats naîtra comme une nécessité naturelle, d'ordre économique, morale et politique. En dehors de cela, il n'y a que de faux remèdes.

Mario Pistocchi

Arakel Babakhanian (Léo)

Arakel Babakhanian (Léo) est un des hommes de lettres arméniens les plus remarquables. Né en 1860 à Chouche (Karabagh) de parents pauvres, il n'a pu recevoir qu'une instruction primaire.



Mais, grâce à sa vive intelligence, puissamment secondée par l'amour du travail et des études, il est arrivé à occuper une place de premier rang dans la littérature arménienne et le journalisme. Publiciste talentueux, il est également un romancier, un critique littéraire et un historien très apprécié. Cette année sera célébré le cinquantième de son activité littéraire.

Arakel Babakhanian (Léo) a de nombreux ouvrages. Citons, entre autres, son „Histoire de la littérature arménienne“, et son „Histoire des Arméniens“, oeuvre devant paraître en 6 volumes et dont le premier a déjà vu le jour. Actuellement, il est professeur d'Histoire arménienne et d'Histoire générale des temps modernes à l'Université d'Erivan, capitale de l'Arménie Soviétique.

La réponse de Léo est particulièrement intéressante, en ce sens qu'elle reflète la pensée d'une personnalité qui parle du résultat pratique et concret d'une expérience hautement instructive pour les pays balkaniques.

La solution actuelle de la question macédonienne n'est conforme ni aux principes de la liberté et de la justice, ni aux intérêts de la paix. Un peuple qui a lutté héroïquement pendant des années pour ses droits, a été dépecé en trois morceaux et livré à trois maîtres perpétuellement en rivalité: je veux dire la Grèce, la Serbie et la Bulgarie. Ce n'est pas là une solution, mais une violation inqualifiable du droit du peuple. Je suis très loin de croire que sous la réaction qui est déchaînée présentement dans la péninsule balkanique, il soit possible d'assurer et de garantir les droits des minorités ethniques.

Le seul moyen, à mon avis, par lequel il puisse être possible de mettre fin, d'un côté, à l'oppression des minorités, et de l'autre, aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres, est la Fédération des peuples balkaniques.

A la question de savoir si les gouvernants actuels sont capables de réaliser cette Fédération, je réponds: non!

Je crois que la Fédération des peuples balkaniques sera une union des masses populaires et travailleuses, et cela ne peut se réaliser que lorsque les partis nationalistes, militaristes et fascistes auront cessé d'exister, qu'en général les classes régnantes et exploiteuses, l'aristocratie et la bourgeoisie, auront été anéanties et que les masses ouvrières et paysannes seront maîtresses du pouvoir et fonderont une Fédération fraternelle.

L'humanité a, à l'heure actuelle, un exemple des plus éloquent de ce système dans la Fédération des peuples de la Transcaucasie: des Arméniens, des Géorgiens et des Azer-

beidjanais. Cette Fédération existe à peine depuis cinq ans, mais seules les personnes qui sont privées de la faculté de voir et de juger peuvent ne pas constater les bienfaits immenses qu'elle a apportés à ces peuples.

La Transcaucasie était un enfer nationaliste tant qu'y régnaient le bourgeois arménien, le «stavak» géorgien, et le khan ou le bey turc. Alors, le fruit du travail du peuple laborieux était réduit en cendres dans les incendies qu'allumait le chauvinisme bestial et féroce des dirigeants de ces peuples, le sang des masses travailleuses coulait à flots et les villages et les villes étaient transformés en des monceaux de ruines. Pas de tranquillité une seule minute, chacun s'efforçant d'arracher à son voisin ce qu'il pouvait, chacun étant torturé de visées impérialistes, de désirs insatiables de rapines et de pillages.

La Révolution d'Octobre a balayé tous ces éléments parasites et exploités; noblesse et bourgeoisie disparurent. C'est le peuple travailleur qui se levait et, en détruisant les champs de bataille où se consumait tout ce que les nations de la Transcaucasie avaient de précieux, ramassait en une union fraternelle ces nations divisées, devenues étrangères, hostiles les unes aux autres, les réunissait afin que toutes ensemble accomplissent un travail paisible et créateur, s'efforcent ensemble à réaliser le bonheur commun.

Ainsi fut trouvé la juste solution du problème qui depuis des siècles fait souffrir l'humanité. Etre libre, autonome, indépendante, c'est le droit imprescriptible de toute nation. Les nations fondent des Fédérations, dans lesquelles elles sont des membres égaux, et, en se soumettant au nom de leurs intérêts généraux à certains devoirs d'organisation, sous l'égide de ces Fédérations et sur la base d'une égalité générale et réciproque fraternité elles harmonisent leurs intérêts économiques, politiques et culturels.

C'est justement ce tableau que présente la Fédération Transcaucasienne. Les peuples qui en font partie développent, la main dans la main, une activité créatrice colossale. Le champ de bataille d'hier est transformé aujourd'hui en un vaste champ de blé, de coton, de riz; les hommes ne s'envient plus, ne se nuisent plus, ne deviennent plus les uns pour les autres des bourreaux, des sources de souffrances et de malheurs.

La fraternisation des nations! Voilà l'avenir, voilà le salut, voilà la véritable vie heureuse!

Il y a des minorités nationales également dans les trois Républiques fédérées. Ces minorités jouissent de la liberté complète de développer leurs particularités ethniques et leurs valeurs nationales. Chaque minorité satisfait, grâce au concours de l'Etat, à ses besoins nationaux dans les domaines de la langue, de l'art, de la science, de la littérature, etc. L'Etat lui donne et écoles en sa langue maternelle, et tribunaux, et théâtres, et musique, peinture, livres, science. Les minorités qui représentent une importance numérique sont dotées également d'une autonomie territoriale avec un gouvernement local et un propre budget; tels, par exemple, le Karabagh, le Kurdistan, le Nakhitchévan, en Azerbeïdjan; et l'Adjaria, l'Abkhazia, l'Ossétia, en Géorgie.

Et la Fédération Transcaucasienne rentre à son tour dans la grande famille Soviétique.

Les peuples balkaniques trouveront leur salut le jour où ils s'engageront résolument et hardiment dans cette voie.

Arakel Babakhanian
(Léo)

La crise roumaine et les ennuis de M. Titulesco

La Roumanie est un pays bien étrange. Mais tout n'est-il pas étrange dans les contrées balkaniques?

Le propre de ces Etats, c'est qu'ils se sont dotés d'une façade démocratique et constitutionnelle, et que l'arbitraire y règne en souverain maître. La Bulgarie du temps de Stambouloff semble être devenue leur modèle à tous. Il y a des Chambres élues, mais ces Chambres ne sont guère composées que de créatures du pouvoir qui a tous les moyens de dicter ses volontés. Lorsque le scrutin approche, on déclare hors la loi les partis gênants; on supprime leurs journaux; on interdit leurs réunions; on emprisonne leurs principaux militants; on intimide par quelques échauffourées bien organisées la masse des électeurs, et le tour est joué. Une fois le Parlement constitué, et l'on devine à quel degré il représente le pays, le gouvernement en use à son aise. C'est ainsi que M. Liapcheff a procédé en Bulgarie et que les libéraux bratianiens se sont approprié une majorité substantielle à Bucarest.

Malgré tout, les dirigeants balkaniques ne sont jamais très sûrs d'eux-mêmes. La force appelle la force. Ils règnent

par la violence, mais une insurrection pourrait toujours les renverser. Ils ont une police supérieurement équipée, mais on ne sait jamais ce qui peut arriver. Ainsi s'explique qu'en Roumanie le parti bratianiens tremble pour son avenir.

Certes, il tient les deux Assemblées, et, à moins qu'une bonne portion de ses membres ne passe à l'ennemi, il ne saurait subir un échec parlementaire qui lui arracherait le maniement de la puissance publique. Mais quand un Parlement ne représente pas exactement le pays, il est loisible à la minorité — même très faible — de provoquer un soubresaut d'opinion, qui peut se traduire par un mouvement dans la rue. De là les appréhensions de M. Vintila Bratiano, qui a hérité de son frère Jean la direction des affaires, mais que la situation inquiète chaque jour un peu plus. En assumant le gouvernement, il s'était senti si faible qu'il avait offert le partage du pouvoir au parti paysan; or, celui-ci, qui se sait bien plus fort dans les provinces qu'au Parlement, avait exigé la dissolution immédiate et des garanties pour la liberté du scrutin.

M. Vintila Bratiano n'avait nullement le désir de céder

à cette requête. En effet, des élections faites sous le contrôle des libéraux et des paysans associés n'avaient plus le même caractère que des élections conduites par un seul parti. M. Vintila n'acceptait point qu'on renouât aux pratiques qui ont toujours été la règle des cabinets roumains successifs et que son frère et prédécesseur avait poussées à un haut degré de perfection.

Il rejeta donc la proposition des paysans, tout en sachant très bien que l'assaut de ces derniers au pouvoir serait vigoureux. MM. Maniu, Stere et Michalaki ne laissent pas de répit à M. Vintila Bratiano. Ils le poursuivent sur tous les terrains; ils organisent une agitation croissante, comme s'ils se disposaient à provoquer une véritable révolution. Et ils persistent toujours à revendiquer le renvoi du Parlement actuel qu'ils déclarent illégitime, et la convocation d'un autre Parlement.

Cette agitation est suivie avec soin par les masses des villes et des campagnes, qui attendent leur heure. Le parti paysan, par son programme, ne saurait les satisfaire, mais il bat en brèche présentement la domination libérale.

De plus, il peut s'armer contre le gouvernement de M. Bratiano des échecs subis par le président du Conseil et par son principal collaborateur le ministre des affaires étrangères M. Titulesco, en ces derniers temps.

M. Titulesco est un habile homme. Par des moyens que la conscience réprovoque et qu'une bonne partie de la presse accepte, il s'est créé une façon de notoriété dans l'Europe occidentale. Les journaux français et anglais conservateurs ou même radicaux ont l'habitude de commenter avec éloges ses moindres gestes. Ils ont même poussé la flagornerie à un point tel qu'ils se sont rendus et qu'ils l'ont rendu ridicules.

L'an dernier, M. Titulesco fit célébrer sa victoire — la victoire de l'éloquence, écrivait-on — au Conseil de la Société des Nations. Il s'agissait déjà de cette affaire des optants hongrois, qui traîne depuis des années et qui est une des plus compliquées qui soient. M. Titulesco avait alors obtenu que le Conseil de Genève prit une recommandation qui reconnaissait le droit souverain de la Roumanie.

Il croyait encore être vainqueur à cette session. Or pour des raisons qui restent à élucider, le Conseil a renversé ses conclusions. Sur le rapport de Sir Austen Chamberlain, il a décidé que l'affaire des optants serait soumise à un tribunal arbitral mixte. Or, rien n'est plus contraire aux tendances de la Roumanie qui prétend avoir fait sa loi agraire en vertu de ses droits, et qui n'accepte pas le transfert de l'examen de cette loi à une juridiction internationale. M. Titulesco, comprenant qu'on revenait sur la solution établie l'an dernier, a laissé entendre qu'il ne s'inclinerait pas.

Mais si énergique qu'il ait été dans son attitude et dans ses propos, il sent bien qu'il a été battu. En 1927, le Conseil adoptait le point de vue roumain, et maintenant il se range au point de vue hongrois. C'est pour M. Titulesco un sujet de mortification et d'irritation. Le ministre des affaires étrangères est d'autant plus froissé que l'opposition paysanne trouve, dans la dernière recommandation de Genève, un motif d'attaque contre le cabinet. Si M. Titulesco avait fait une autre politique étrangère, s'il n'avait pas lié partie avec M. Mussolini, n'aurait-il pas été soutenu par les puissances?

A la vérité, le parti libéral est ébranlé aussi bien par ses fautes intérieures que par ses bêtises extérieures. Des incidents graves peuvent surgir, d'une heure à l'autre, en Roumanie. Des gouvernements, qui paraissent forts, sont parfois si débiles, qu'ils s'effondrent au moindre heurt. La Grande Roumanie, comme on l'appelle, pourrait être bientôt le théâtre d'événements importants.

Paul Louis

Monroïsme à rebours

Il y a un singulier rapprochement à faire entre la formule: «Les Balkans aux Balkaniques», et la formule: «L'Amérique aux Américains», connue sous le nom de doctrine de Monroe. En ce moment, tous les gouvernements balkaniques se targuent de ce mot d'ordre: «Les Balkans aux Balkaniques», de la même façon que M. Coolidge de celui de: «L'Amérique aux Américains», entre l'assassinat de la République du Nicaragua et l'ouverture de la Conférence Panaméricaine à la Havane. La tartuferie est là-même. On s'en rapporte à Monroe pour attirer toute l'Amérique latine sous l'hégémonie des Etats-Unis. — «Persuadez-vous, mes brebis, que les deux Amériques, c'est les Etats-Unis». Et on s'en rapporte à l'indépendance des peuples des Balkans pour leur apprendre que les Balkans, c'est la Grande-Serbie, la Grande-Grèce, la Roumanie, la Bulgarie. On bannit l'Euro-

péen du sol américain — et cela est fort juste — mais pour enrichir de nouvelles étoiles la bannière de l'Oncle Sam. On s'élève contre Mussolini — et cela est très bien — mais pour se faire un droit de ramener toute la Macédoine ou l'Albanie sous son joug. Tout comme dans le différend entre la France et les Etats-Unis relativement à la question de mettre la guerre «hors la loi» les Etats-Unis font des réserves pour les cas de conflits pouvant leur être «imposés» pour défendre le maintien de la doctrine de Monroe, c'est-à-dire pour faire la guerre en Amérique, de même on repousse toute intervention occidentale dans les affaires balkaniques en se réservant de faire la guerre dans les Balkans, bien entendu pour assurer l'indépendance de l'Albanie ou de la Macédoine! Mais si une puissance occidentale est prête à accorder son appui aux visées impérialistes de quelque puissance balkanique, alors on ne craint pas de fléchir un peu l'indépendance de la formule: «Les Balkans aux Balkaniques». Voilà comment il se fait qu'en ce moment on trame dans les Balkans les plus étranges combinaisons toujours sous la formule, «Les Balkans aux Balkaniques». D'autre part, l'interdiction faite à l'Europe de se mêler dans les affaires américaines n'étant que le sauf-conduit des Etats-Unis pour se mêler dans toutes les affaires intérieures des Etats hispano-américains, M. Coolidge arrive à la Havane, à bord du «Texas», escorté par toute une flotille de guerre, salué par 300.000 personnes, tel un Empereur venu pour recevoir l'hommage de ses vassaux.

M. Michalacopoulos, ministre des affaires étrangères de Grèce, ayant donné son interprétation à la formule «Les Balkans aux Balkaniques» dans le sens de non seulement l'écartement des Balkans de toute puissance non-balkanique, mais aussi l'élimination de toute tutelle d'un peuple balkanique déterminé sur des autres, la presse italienne s'est hâtée d'exprimer toute sa satisfaction, en y voyant une pointe dirigée contre la Yougoslavie, et contre la France, son amie. D'autre part, le discours que M. Marinkovitch, ministre des affaires étrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, a tenu à Belgrade, a été considéré par «Le Temps», comme une réplique à la thèse grecque: «Les paroles de M. Marinkovitch, écrit le grand journal de la bourgeoisie française, doivent être entendues à Athènes comme celles de M. Michalacopoulos paraissent avoir été entendues à Belgrade. » Nous pouvons ajouter que les paroles de M. Marinkovitch ont été entendues à Paris comme celles de M. Michalacopoulos ont été entendues à Rome. On le voit bien: les témoins, eux-mêmes tellement intéressés, ne perdent pas de vue les duellistes sur le terrain où ils se battent pour la devise: «Les Balkans aux Balkaniques!»

«Le Temps», se montre naturellement fort empressé à féliciter le ministre yougoslave d'avoir défendu la Yougoslavie contre l'accusation de poursuivre une politique impérialiste sous le prétexte de vouloir réserver les Balkans aux seuls peuples balkaniques. — «Les peuples balkaniques, écrit-il, doivent se rendre compte qu'ils seront tous libres ou qu'aucun ne le sera».

Il y a là une vérité évidente exprimée dans une formule heureuse. Nous n'avons pas à le cacher. Pourtant, il faut encore s'entendre sur les moyens de la réaliser. Tous ces traités particuliers: franco-yougoslave, italo-albanais, et même le traité italo-yougoslave signé à Rome, constituent-ils les moyens les plus sûrs pour l'obtention de la liberté de tous les peuples balkaniques, de chacun d'eux? Ne sont-ils pas, tout au contraire, autant de moyens pour soumettre les Balkans à l'influence étrangère en vue de constituer des prépondérances? Les tergiversations des Etats de la Petite-Entente à saisir la Société des Nations de l'affaire des mitrailleuses n'est qu'un signe de la soumission de quelques uns des Etats qui constituent ce groupement politique aux grandes puissances occidentales qui veulent à tout prix étouffer le scandale international. Le voyage de M. Titulesco à Rome et ses déclarations à la suite des entretiens qu'il eut avec Mussolini confirment ce fait.

On joue sur les mots dans les Balkans tout comme de l'autre côté de l'Océan. «Les Balkans aux Balkaniques», ou «L'Amérique aux Américains» — c'est toute un. L'impérialisme, en Europe ou en Amérique, n'est pas très fertile en positions idéologiques. Ses procédés se tiennent dans un nombre très restreint de clichés. M. Marinkovitch nous déclare que la Yougoslavie est prête à défendre la liberté des peuples balkaniques, «même si elle devait rester seule», c'est-à-dire, et on nous l'explique officieusement: «même si certains Etats balkaniques s'avisent, par une fausse compréhension de leurs intérêts particuliers, de faire le jeu d'une puissance impérialiste», dans le cas concret, de l'Italie fasciste. «Le Temps» ajoute: «La France ne saurait marquer son désintéressement absolu d'une situation (balkanique) qui affecte toute la politique européenne et qui, par là, importe

à toutes les puissances ayant la charge du maintien de la paix.

On le voit, le cercle ne pouvait être plus vicieux. Aussi l'affaire se corse-t-elle. L'Italie assume la défense de l'indépendance de l'Albanie, de la Macédoine, et offre son amitié aux comitadjis. La France est aux côtés de la Yougoslavie «même si elle devait rester seule à défendre la liberté de tous les Balkans». La Grèce et la Roumanie oscillent d'un groupement à l'autre, selon les vicissitudes de leurs politiques intérieures et leur besoin d'emprunt à l'étranger. L'Angleterre tient toujours la queue de la balance. Et tous emploient le drapeau portant la devise flamboyante: «Les Balkans aux Balkaniques».

Qui trompe-t-on ici? Les peuples balkaniques? Que non! Les peuples balkaniques savent fort bien qu'abandonnés à eux-mêmes, ils trouveront bien vite la voie vers leur liberté, dans leur solidarité. Cette solidarité ne peut avoir qu'un but: la liberté de tous et de chacun. Ce but, cet idéal,

n'a qu'un moyen de réalisation: la Fédération démocratique des peuples des Balkans, libérés des régimes de réaction fasciste et nationaliste à l'intérieur, qui tous fatalement font appel au fascisme étranger. La ruée italienne vers les Balkans ainsi que les manœuvres britanniques de division et les contrepoids que soulève la France pour contrecarrer l'Angleterre et l'Italie, tout cela n'est en fonctions que par l'assiette territoriale et politique imposée aux Balkans par les guerres dynastiques et par les traités de paix qui contiennent la guerre. La paix, la liberté, l'indépendance des Balkans n'existeront que par l'unité balkanique des peuples contre les gouvernements qui les oppriment et les puissances qui les exploitent. Il n'est que temps de se lever contre tout monroïsme à rebours, soit en Amérique où il vise à faire subjuguier par les Etats-Unis les Etats hispano-américains, soit en Europe sud-orientale, où il tend à favoriser les aspirations hégémonistes indigènes ou les convoitises impérialistes étrangères.

Paolo Davila

L'oppression sanglante en Macédoine sous joug serbe

La terreur sanglante inouïe qui sévit en Macédoine sous le joug des Karaguéorgévitch et de la Main Blanche devient de jour en jour plus féroce. Nous avons crié à l'alarme, nous avons publié, documents en mains, que des Macédoniens sont tués par dizaines par les organes officiels de Belgrade; que d'autres, poussés à coups de crosses sur la voie ferrée, sans équipement ni nourriture, pendant les nuits d'hiver, y ont péri de froid et d'inanition; que, dans les villes et villages, les Macédoniens, dans leur pénible travail pour se procurer de quoi ne pas mourir de faim sous le marasme économique sévissant dans le pays, doivent aussi à tout instant s'attendre à être tués par un quelconque des affiliés de la Main Blanche ou par un policier ou un gendarme. Des villages tout entiers ont été abandonnés par les paysans qui sont allés «chercher refuge» dans les villes, mais les bandits du gouvernement traquent leurs victimes aussi dans les villes. Des nouvelles nous parviennent disant que des familles entières macédoniennes, réfugiées dans les villes en Macédoine, en présence de la terreur féroce qui y règne s'enfuient dans les autres parties de la Yougoslavie. De nombreux assassinats de Macédoniens se perpétrent dans le joupanat de Brégalniza: à Chtip, deux Macédoniens ont été tués; dans le village de Kroupnizki, 4 paysans macédoniens ont été tués; à Berovo, il y eut des tueries en règle de Macédoniens; de la prison de Tsarévo-Sélo, 4 hommes et 1 femme ont été enlevés et tués... Des lettres contenant des menaces de mort sont adressées aux Macédoniens en vue de différentes villes de la Macédoine, et ceux qui ont reçu de telles lettres ou ceux qui s'attendent à toute heure à en recevoir, se tiennent cachés, espérant ainsi échapper au sort dont ils sont menacés. Les Macédoniens fonctionnaires ou employés, instituteurs, prêtres, sont destitués, jetés sur le pavé. Sont également persécutés les femmes serbes qui ont épousé des Macédoniens, et même les femmes qui osent critiquer ces méthodes des omnipotents de la Main Blanche. Dans différentes localités sont constitués des groupes dirigés par des détectives et autres gens de confiance du gouvernement pour organiser un service étendu d'espionnage. Des agents de ces groupes se fauillent partout, font des perquisitions, fourrent en quelque endroit des lettres préparées à l'avance par eux, et proclament avoir trouvé «des lettres compromettantes», procèdent aux arrestations. Les Macédoniens ainsi arrêtés sont soumis à des bastonnades et des tortures bestiales pour leur faire «faire des aveux».

Tout cela se fait d'après un plan infernal bien arrêté, sous la direction des grands joupan militaires, dirigeants principaux de la Main Blanche. Au service de ces joupan se trouvent les officiers, les fonctionnaires, les différentes organisations nationalistes et fascistes serbes.

Puis, vient la suite.

Par des procès organisés contre ces malheureux dans les différentes villes de la Macédoine sous joug serbe, les juges continuent le travail des militaires, des gendarmes, des policiers, d'exterminer les Macédoniens qui ne sont pas qui ne peuvent pas être dénationalisés, assimilés. Un grand nombre de tels procès ont eu lieu ces derniers temps: à Vélès, où des ouvriers et des intellectuels macédoniens ont été condamnés à de lourdes peines sous l'accusation d'avoir reçu et lu les journaux «Makédonsko Délo» et «La Fédération Balkanique»; à Chtip des Macédoniens ont été condamnés également à de lourdes peines de prison sous l'accusation d'avoir participé à une organisation illégale et conspirative; à Skopje de nombreux étudiants macédoniens ont été condamnés à de très lourdes peines de prison sous l'accusation d'avoir eu des

intelligences avec... l'organisation de Protoguéroff, agent du gouvernement bulgare! à Bitolia, au procès de l'assassinat de Hadji Popovich, un Macédonien a été condamné à mort et plusieurs autres à de lourdes peines de prison. De nombreux procès sont encore en cours, et d'autres vont bientôt commencer. A Bitolia, 15 Macédoniens, dont le Dr. Assène Tatartcheff, tous originaires du district de Ressen, ont été traduits devant le tribunal sous l'accusation d'avoir constitué une organisation macédonienne et de s'être mis en relations avec... l'organisation de Protoguéroff! Toute l'accusation est basée sur une lettre qu'un certain voyvode Traïko aurait adressée à un membre du Comité Central de l'ORIM qui se trouve en Italie et qui dirige, de l'Italie, les affaires de l'ORIM dans le département macédonien de Bitolia. Cette lettre aurait été confisquée par les autorités albanaises et remise au gouvernement serbe. Là-dessus, ces 15 Macédoniens ont été arrêtés et soumis tous à des tortures affreuses pour leur faire «faire des aveux» — sous les terribles bastonnades et les instruments de torture, tous ces malheureux ont «avoué» tout ce que l'on voulait leur faire déclarer. Ce système du gouvernement de la Ligue Militaire en Bulgarie, pratiqué avec l'aide des bandits de Protoguéroff, est appliqué avec ardeur par les décapiteurs de Belgrade. Au cours de l'audience on apprit que, sous les tortures, l'un des détenus avait perdu la raison, un autre l'ouïe, et tous portaient encore les traces des coups reçus et des tortures diverses. Le principal accusé, le Dr. Tatartcheff, a établi, par des témoins, qu'à la date à laquelle, d'après l'accusation, il aurait constitué en Macédoine une organisation révolutionnaire, il se trouvait à l'étranger, à Paris. Tous les accusés rétractèrent leurs «aveux» en déclarant ne les avoir faits que pour faire mettre une fin à leurs terribles tortures. Le procès a été ajourné pour que les «juges» puissent prendre connaissance du ou des rapports du précité voyvode Traïko...

Ce système d'exterminer les Macédoniens en vue qui ne veulent pas servir et ne servent pas les desseins du gouvernement serbe, on l'a vu appliqué d'une manière particulièrement raffinée dans le procès à Chtip contre 21 Macédoniens accusés d'avoir pris une part quelconque dans l'attentat contre le général Kovatchévitch, tué à Chtip en octobre dernier. On se souvient que deux de ceux qui avaient tué Kovatchévitch ont été par la suite tués par les gendarmes serbes. Le troisième, un nommé Kraïeff, vient de jouer dans ce procès un rôle indigne et écoeurant, comme un agent serbe de la plus vile engence. Cette créature de Protoguéroff y a fait des dénonciations et des accusations mensongères au gré et au désir du gouvernement serbe. Il a aussi parlé, à longue haleine, de l'ORIM de Protoguéroff, de son organisation, de ses ressources, de ses liens avec les gouvernements fascistes bulgare et italien, de la manière dont elle prépare ses groupes, etc. etc. Il a lancé des accusations mensongères contre des Macédoniens qui n'ont absolument aucun lien ni rapport avec l'ORIM ou son «œuvre». La veille du procès, on l'avait retiré de la prison et on l'avait mené recevoir les instructions nécessaires et la liste des personnes qu'il devait accuser, et ce dont il devait les accuser, le gouvernement serbe s'empressant de profiter de cette occasion pour se débarrasser des Macédoniens en vue en plus grand nombre possible. Kraïeff s'y était déjà prêté avec une ignoble couardise, et tous les accusés avaient été arrêtés sur la base de ses «témoignages» et soumis à d'affreuses tortures. Au procès, il s'agissait de maintenir ces accusations, et Kraïeff s'est acquitté de sa tâche avec une

ignominie inconcevable, aurions-nous dit, si nous avions ignoré qu'il avait été au service de Protoguéroff. A l'un, il a dit, à l'audience: «J'ai été donc chez toi, j'avais un rendez-vous avec toi...», à l'autre: «Tu es le principal membre de l'organisation de Protoguéroff...», à un troisième: «Dis, où se trouvent les lettres que tu as reçues de l'ORIM?», etc. etc.

Tous les accusés ont hautement protesté contre ces viles accusations et ont déclaré que leurs «aveux» ne leur avaient été imposés que sous les plus atroces tortures. Mais rien n'y fit, et les juges (?) prononcèrent à nouveau leurs bestiales et serviles sentences: quatre des accusés ont été condamnés à mort et dix à ensemble 118 années de travaux forcés, sur la base des délations et des accusations mensongères de Kraleff, digne créature de Protoguéroff. D'ailleurs, toujours sur les accusations de ce Kraleff, un nouveau procès va bientôt commencer à Skopie.

Pour faire voir jusqu'à quel degré les «juges» en Yougoslavie se font les laquais dociles de la politique de Belgrade d'assimilation ou d'extermination et de terrorisme de la population macédonienne, ajoutons ici que la Cour de Belgrade a aggravé féroce-ment les sentences du tribunal de

Bitolia prononcées dans le procès de l'assassinat de Hadji Popovitch, en portant de 1 à 5 le nombre des condamnés à mort.

Au moyen de ses tribunaux, le gouvernement serbe continue avec conséquence la besogne dont il a chargé ses gendarmes, ses policiers, ses militaires, d'assimiler ou d'exterminer la population macédonienne; au moyen des sentences de ses «juges», il essaie de donner une apparence de légalité aux tueries qu'il organise. Il continuera dans cette voie. Hier, c'était Maximovitch, c'était Voukitchévitch; aujourd'hui, c'est Korochetz; demain, ce sera peut-être Davidovitch, ou Marinkovitch. Tous les partis bourgeois, serbes ou non-serbes, ne poursuivent en Yougoslavie — comme ailleurs — que l'oppression et l'exploitation effrénée de la population travailleuse de sous leur joug, dans le cas donné du peuple travailleur macédonien. Cet état des choses ne cessera que lorsque les Macédoniens trouveront enfin le chemin de mener, ensemble avec les autres peuples travailleurs balkaniques, la lutte héroïque jusqu'au bout pour s'affranchir du joug qui les écrase, acquérir leur indépendance, et constituer la Fédération des peuples Balkaniques qui seule pourra être capable de les protéger contre les ennemis et oppresseurs de l'intérieur et de l'étranger.

D. Vlahoff

Les menaces bestiales et leur mise en exécution en Macédoine sous joug serbe

Protestations de l'opinion publique européenne

Les dirigeants de Belgrade peuvent se vanter d'avoir réduit à néant le vieil adage de tous les peuples, de tous les pays: «chien qui aboie ne mord pas». Ils déchirent leurs victimes en leur criant à la face qu'ils vont les déchirer. La fureur avec laquelle leur politique au mot d'ordre: «assimiler ou exterminer» est appliquée dans la Macédoine sous leur joug fait qu'à l'encontre des pratiques observées par les oppresseurs et tueurs de partout, les oppresseurs et tueurs de Belgrade se laissent entraîner à montrer publiquement les traits sanguinaires de leurs visages réels, à ne pas voiler l'expression de leurs yeux injectés de sang, à ne pas mettre de la sourdine à leurs urlements de rage, lorsqu'ils s'apprentent à massacrer les Macédoniens, qui ont l'impudence de ne pas se sentir heureux au possible sous les bottes des militaires de la Main Blanche. Les attentats de l'ORIM de Protoguéroff en Macédoine sous joug serbe ont été accueillis par les chefs de la Main Blanche avec une allégresse démoniaque: quelle aubaine! il y eut bien quelques dégâts matériels, il y eut bien quelques personnes de tuées, dont un général; mais, par contre, quelle occasion de se ruer sur ce damné peuple macédonien qui persiste à ne pas vouloir se laisser assimiler! Et, on ne s'est plus contenu, on s'est adonné à la double jouissance sadique d'insulter les victimes sans défense avant de leur donner le coup de grâce, et de jouir des trances provoquées chez elles à la vue des crocs qu'on leur montrait avant de les déchiqueter.

Partout en Macédoine sous joug serbe, les préfets, les militaires, les commissaires de police, voire même les simples gendarmes, après les derniers attentats de l'ORIM de Protoguéroff ont proféré des menaces bien plus féroces que jusque là contre la population macédonienne, et ces menaces n'ont été que trop rapidement et sauvagement exécutées. Les colonnes de ce journal en ont enregistré d'innombrables cas. Tout récemment encore, le joupain de Skopie, le colonel Naoumovitch — il faudrait retenir ce nom, mais il faudrait alors retenir des centaines de tels noms — avait dit publiquement: «La tête pour un oeil, toute la mâchoire pour une dent!», et il exécuta ses menaces à la lettre, et bien au delà. M. Graowatz, rédacteur à la «Politika», avait déclaré: «Pour un serbe, des centaines!», et ce furent des milliers qui subirent les conséquences d'un attentat.

En présence de cet état des choses, l'opinion publique européenne lance son indignation à la face de M. Voukitchévitch et consorts.

Le vaillant Comité Parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans vient d'adresser au président du conseil yougoslave la lettre de protestation de ci-dessous:

«Nous sommes obligés de protester une fois de plus contre les actes des autorités serbes dans la Macédoine annexée.

«Nous savons que la doctrine même du gouvernement serbe nie l'existence d'une population macédonienne,

mais les événements douloureux qui se déroulent dans cette région, sont la preuve indiscutable qu'elle abrite une population qui n'accepte pas bénévolement la domination qui lui a été imposée par les traités.

«En tout cas, les amis les plus actifs de votre gouvernement à l'étranger, et notamment en France, conseillent aux autorités serbes d'appliquer des méthodes justes et généreuses dans l'administration de cette province, pour parvenir à améliorer la situation actuelle; mais, au contraire, nous voyons que les actes de violence et les incarcérations, les assassinats politiques, les procès, comme celui qui s'est dernièrement déroulé à Skopie, se multiplient toujours davantage en Macédoine.

«Nous n'ignorons pas que les autorités serbes prétendent répondre par là aux attentats commis par les comitadjis autonomistes de l'ORIM du général Protoguéroff. Mais c'est la population macédonienne innocente qui est victime à la fois de ces attentats et de la répression féroce qui les accompagne.

«Nous sommes obligés de constater toute une série d'assassinats commis par les autorités serbes ou les hommes à leurs services.

«Ce fut d'abord celui de Miché Gavriloff et de son fils, en représailles de l'assassinat du général Kovatchévitch. Ce fut ensuite à Guevguéli celui de Christo Grigoroff, celui de Guéorgui Angucheff à Negotino, de Christo Komitoff à Rojden, de Sava Guéorguieff à Givélé, de Doné Traïkoff à Souchitza, de Iané Stoitchoff à Alakintzi, de Thoma Kouyoundjéff à Stroumitza, de Moné Kramoff à Chtip.

«Tout récemment on a pu enregistrer l'assassinat de Milan Guénoff, pharmacien à Skopie; de l'avocat Boris Stoyanoff Andréitchine à Tétovo; de Gani bey, ancien député, à Skopie; de Lazar Bouneff à Bitolia.

«Ces meurtres sont le résultat d'une politique réfléchie d'extermination. M. Graowatz, rédacteur à la «Politika», ne s'est-il pas écrié sur la tombe de M. Prelitch, tué par Maria Bouneva à l'instigation des autonomistes: «Pour un Serbe des centaines! Pour trois, toute la Bulgarie!», et le nouveau joupain, M. le colonel Naoumovitch, n'a-t-il pas lancé une menace identique: «La tête pour un oeil, tout la mâchoire pour une dent!».

«Au nom de l'opinion occidentale, nous déclarons que ces excitations féroces sont déshonorantes pour un gouvernement civilisé. En employant l'assassinat, le gouvernement serbe ne peut que justifier lui-même la tactique à la fois abominable et folle de l'ORIM de Protoguéroff. Il se met sur le même plan que les bandits autonomistes et emploie les mêmes méthodes.

«Notre Comité qui, depuis plusieurs années, ne cesse de lutter pour la défense de toutes les victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans, a le devoir d'élever une protestation formelle contre le sort épouvantable qui est celui de la population macédonienne annexée par la

Serbie. La vie dans la zone serbe de la Macédoine est devenue intenable. L'émigration, la fuite à l'étranger, sont présentement les seuls moyens que possèdent les Macédoniens de préserver leur vie. Une telle situation ne peut durer.

«C'est dans un sentiment de vive sympathie pour le peuple serbe, en même temps que pour le peuple macédonien que nous intervenons. Nous sommes certaines que la politique insensée de répression et de violence criminelle employée par le gouvernement serbe en Macédoine, au Monténégro, etc., ne peut avoir d'autre résultat qu'une catastrophe qui, dans un délai plus ou moins rapproché, englobera un régime abhorré.

«Nous faisons appels par cette déclaration à tous les citoyens serbes qui comprennent que cette politique est un danger pour leur pays et lui prépare les pires malheurs. La tribune de la Skoupchtina vient de retentir des protestations d'orateurs serbes contre les méthodes de répression employées à Belgrade. L'un d'eux a pu dire que bientôt toute la Serbie serait une Glavniatcha. Si cette parole est vraie pour la Serbie proprement dite, combien n'est-elle pas plus exacte pour la malheureuse Macédoine! Nous demandons à ceux qui ont élevé déjà leurs protestations de comprendre qu'il n'est pas possible que de pareils crimes soient commis contre tout un peuple, et qu'il serviront les vrais intérêts de la nation serbe en s'interposant contre la Macédoine et ses bourreaux.

Recevez, etc.

Henri Barbusse, Mme Séverine, Mme de Saint-Prix, Mme Douchène;

André Morizet, Dherbécourt, Voisin, sénateurs;
Frédéric Brunet, vice-président de la Chambre;
Cazals, Ernest-Lafont, Ferdinand Faure, Compère-Morel, Fontanier, Paul Marchandau, André Berthon, Héliers, Marius Moutet, Vaillant-Couturier, Mistral, Albert Fournier, Jaques Duclos, Jules Uhry, Albert Milhaud, Jean Garchery, Eugène Frot, Raoul Evrard, Charles Baron, députés;

Jean Longuet, Bracke, anciens députés;
Alexandre Luquet, Duteil, Robert Bos, André Gayot, Louis Sellier, Louis Gélis, conseillers municipaux de Paris;
Henri Sellier, conseiller-général de la Seine;

Henri Torrès, Marcel Willard, Antonio Coën, Foissin, Dellevallée, avocats;

Léon Jouhaux, secrétaire-général de la C. G. T.;
Herclét, de la C. G. T. U.; Emile Glay, secrétaire du syndicat national des Instituteurs;

Langevin, Prenant, Victor Basch, Emile Kahn, Ver-nochet, professeurs;

Matthias Morhardt, Panait Istrati, Victor Margueritte, Léon Bazalgette, Léon Werth, Marcel Martinet, Jean-Richard Bloch, Charles Vildrac, Daniel Renoult, Henry-

Belgrade et la Macédoine

Depuis que la bien plus grande partie de la Macédoine est tombée sous la domination de la monarchie des Kara-guéorguévitch, la population y subit une réaction bien plus noire qu'au temps du régime des Sultans turcs. Dès 1912, où l'impérialisme serbe nouvellement en ruée réalisait par la guerre balkanique ses premiers rêves de conquête, pénétrait dans la vallée du Vardar et «délivrait» la Macédoine du joug de la Sublime Porte, la population macédonienne ressentait déjà, dans les premières phases mêmes de la nouvelle «administration», qu'elle perdait aussi ces bribes de droit et de liberté relatifs qu'elle possédait jusqu'à l'arrivée des «vengeurs de Cossovo».

Par application de leur point de vue de conquête, les potentats grand-serbes, dès les premières années mêmes de leur domination en Macédoine, y introduisirent le système de l'occupation militaire. Les rôles des pachas, des beys, des hodjas, des agents des gouvernements serbe, bulgare et grec furent assumés désormais par les généraux, les préfets, les curés, les gendarmes et les comitadjis serbes.

Les nouveaux satrapes de la Macédoine, du représentant en chef de l'autorité centrale jusqu'au secrétaire importé de commune, s'appliquèrent ardemment à la tâche d'encaisser de la population macédonienne les récompenses de leurs «sacrifices» pour la «libération» de la Macédoine. Ce mot d'ordre de récompense fit que les «libérateurs» commencèrent un pillage systématique et général des Macédoniens, sans distinction de religion ni de nationalité. Naturellement, ces agissements des autorités, des fonctionnaires, des officiers, firent qu'une hostilité y naquit contre eux

Marx, Gabriel Péri, Georges Pioch, Rousset, André Gybal, Bernard Lecache, Paul Louis, Fernand Meunier, André Salmon, Francis Jourdain, Robert Salomon, Zyromski, écrivains et journalistes.

Les étudiants de Vienne ont, de leur côté, lancé à M. Voukitchévitch la dépêche suivante:

«Les paroles du colonel Naoumovitch, grand joupan de Skopié: «Pour une dent nous arracherons la mâchoire, et pour un œil, la tête!» sont parvenues jusqu'à nous. Cependant, nous étions loin de supposer que ce principe digne des Huns pourrait devenir une réalité. Mais voilà que cela y est. Il y a deux ou trois mois, plusieurs de nos camarades accusés de crimes politiques avaient été condamnés à Skopié à des détentions prolongées; à Bitolia, un Macédonien avait été condamné à mort et plusieurs autres à de lourdes peines de prison (le nombre des condamnés à mort a été porté par la Com. de Belgrade de un à cinq — La Réd.); à Chtip, cinq autres Macédoniens sont jetés en prison pour de longues années. Les prisons regorgent d'innocents. Des personnes au courant de la situation évaluent à plusieurs milliers le nombre des emprisonnés. Mais, ce qu'il y a de pire, ce sont les assassinats quotidiens de citoyens macédoniens innocents qui ne se sont point occupé de politique. Plus de soixante de ces victimes innocentes ont été massacrées ces derniers mois. Tous ces assassinats ont été perpétrés par vos organes à vous, en guise de vengeance, soi-disant à la suite des attentats ayant eu lieu dernièrement-attentats que votre presse elle-même affirme avoir été préparés et exécutés par des gens venus du dehors. Se venger sur des innocents constitue un procédé inadmissible même en Asie. Nous protestons de toute notre énergie contre ces actes sanguinaires de vos organes en Macédoine.

Pour les étudiants autrichiens: E. Stern,
" " " grecs: Mavromatis,
" " " dobroudjanais: D. Guéorguieva,
" " " bessarabiens: W. Ehrlich,
" " " yougoslaves: I. Péritch,
" " " bulgares: Mikhaïloff, Ivanoff,
" " " macédoniens: Dino Guéorguieff.

Les étudiants de Graz ont aussi envoyé à M. Voukitchévitch une protestation analogue signée par:

Pour les étudiants autrichiens: B. Kremersand,
" " " ukrainiens: N. Kalyna,
" " " égyptiens: A. Enayat,
" " " albanais: J. Jorgoni,
" " " bessarabiens: D. Matextitch,
" " " dobroudjanais: P. Potcheff,
" " " yougoslaves: Peter Markovitch,
" " " bulgares: N. Nenoff, D. Christoff,
" " " macédoniens: K. Groueff.

parmi la population. La résistance des habitants des campagnes et des villes contre cet arbitraire et ce pillage fut réprimé brutalement par des expéditions punitives, et les prisons de la Macédoine commencèrent à s'emplier de Macédoniens «libérés».

Tel fut le tableau, brossé à larges traits, de la première période de la domination serbe en Macédoine, de 1912 jusqu'à l'occupation en 1915 de la Serbie et de la Macédoine par les armées des puissances Centrales et de la Bulgarie.

L'occupation de la Macédoine et la domination de trois années des armées principalement autrichiennes et bulgares n'avaient naturellement porté aucune amélioration aux conditions de vie du peuple macédonien si lourdement éprouvé. Il y faudrait encore ajouter que toute la ceinture de la partie sud de la Macédoine était devenue le théâtre des opérations des troupes des puissances Centrales et de celles de l'Entente. La Macédoine, se trouvant ainsi directement dans la zone de guerre, fut à nouveau livrée au pillage, cette fois des armées austro-germaniques et bulgares, et les Macédoniens furent attelés au joug des nouveaux seigneurs. De plus, tous les habitants mâles quelque peu valides, que les armées serbes n'avaient pas incorporés et amenés avec elles dans leur retraite, furent mobilisés par les généraux bulgares qui appliquaient leur point de vue que la Macédoine était enfin devenue partie intégrale du royaume de Bulgarie.

Il n'y eut donc pas de différence entre le système de l'occupation serbe et celui de l'occupation bulgare-austro-germanique.

Par la victoire des Alliés, la Macédoine redevint une colonie serbe. Et c'est depuis lors, depuis 1918, que la Macédoine connaît les jours les plus noirs et les plus sanglants de toute son histoire. Les sangsues serbes prendront tout simplement la place des sangsues bulgares.

La politique de dénationalisation des potentats serbes enivrés par la victoire et les traités impérialistes «de paix», s'appliquera désormais en Macédoine dans une forme bien plus aiguë que celle de 1912-1915. La question agraire ne sera pas du tout résolue, et tout ce qui sera fait dans ce domaine par les occupants «libérateurs» serbes, par des règlements et des décrets, seront des décisions opposées aux intérêts des masses paysannes et des métayers. Les impôts deviendront d'année en année plus écrasants.

L'état de la réaction politique et sociale-culturelle se resserrera tous les jours davantage, plus le mécontentement des masses travailleuses augmentera. Il s'ensuivra que le peuple macédonien, dans sa plus grande majorité, votera, aux élections de la Constituante de 1920, pour le parti communiste yougoslave qui était alors un parti encore légal. Et ce sera, en 1920, et par la suite, la répétition du tableau de 1912-1915. Les prisons de la Macédoine se rempliront à nouveau. L'émigration de la population macédonienne augmentera à vue d'œil, d'une part vers la Bulgarie, et de l'autre vers l'Ouest et l'Amérique. La loi de Défense de l'Etat et l'«Obznana», dirigées au début contre le mouvement révolutionnaire ouvrier avec le parti communiste yougoslave en tête, seront appliquées aussi avec brutalité contre le mouvement national-révolutionnaire macédonien.

Parallèlement avec toutes ces actions, Belgrade adoptera et appliquera, sous le masque d'un procédé économique, une nouvelle mesure pour la serbisation de la Macédoine: la colonisation du pays. De nombreux anciens volontaires de guerre, comitadjis, optants yougoslaves de la Hongrie seront colonisés à Cossowopolié, Ovtchépolié, et plus bas, vers Stroumitza. Le projet ad hoc stipulait, d'installer, le long de la frontière bulgare en Macédoine, plusieurs milliers de soldats de Wrangel, etc.

Les méthodes de la domination satrapique des potentats grand-serbes en Macédoine sont de deux variantes. La première, c'est la violence brutale et la terreur sanglante; la seconde, c'est la vénalité et la corruption de la bourgeoisie des villes, des industriels, des quelques aghas et beys turco-albanais, la création de différentes associations patriotiques et culturelles, c'est-à-dire grand-serbes, etc. Les masses travailleuses de la Macédoine, de par leurs bien tristes et bien nombreuses expériences, boycottent cette politique «culturelle» de leurs oppresseurs, en en reconnaissant les dessous et le fond.

En présence de toutes ces souffrances du peuple travailleur macédonien gémissant sous le joug des potentats de Belgrade, voilà que surgit le général Protoguéroff avec sa bande qu'il intitule encore Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne O.R.I.M., et se proclame l'Annonciateur de la libération de la Macédoine. Protoguéroff et sa bande, ces assassins et bourreaux des paysans et ouvriers macédoniens et bulgares, mercenaires de l'impérialisme et fascisme bulgare et italien, commencèrent, mi-1927, au moment précis de la division des buts de conquête italiens et panserbes, à exécuter des actions terroristes. Toute une série d'attentats furent perpétrés en Macédoine, de l'attentat contre Hadji Popovitch, journaliste grand-serbe, à Bitolia, jusqu'à celui contre Prelitch, de la préfecture de Skopié. Les potentats de Belgrade, dans leur fureur, s'empressèrent de répondre à toutes ces provocations par des mesures correspondantes. Tout l'appareil des troupes militaires, de la police, de la gendarmerie, des tribunaux, des bourreaux, fut mobilisé et mis en action contre le peuple macédonien innocent, contre l'innocent paysan, ouvrier, pauvre habitant de ville. Il s'ensuivit des persécutions, des arrestations en masse dans des dimensions inconnues même aux temps des Sultans. La terreur sanglante atteint le point culminant du sanguinarisme et s'y maintient. Les bandes de Protoguéroff, composées presque exclusivement par des déclassés et de louches individus d'origine macédonienne, se réfugient, après chaque attentat, chez les Galiffet bulgares. Quelques uns de ces sires tombent cependant entre les mains des policiers serbes, et l'on voit au grand jour leurs véritables faces. Le récent procès de l'attentat du général Kovatchévitch a montré vivement la conscience politique, le niveau moral de cet hideux individu Kraleff, mercenaire de Protoguéroff, qui a lancé des dénonciations et des accusations mensongères contre de nombreux Macédoniens, condamnés par la suite, sur les délations et calomnies de ce Kraleff, à la peine de mort et à des détentions pour de longues années.

Trois désirs principaux poussent Protoguéroff à faire perpétrer ces attentats qui ne font que briser la force physique du peuple macédonien dans sa lutte de libération contre ses oppresseurs et bourreaux. C'est d'abord le désir de remplir les engagements qu'il a assumés vis-à-vis de l'impérialisme et du fascisme italien et de la Ligue Militaire bulgare de jouer en Macédoine sous joug serbe un rôle de provocateur; c'est ensuite le désir d'essayer, par une démagogie particulièrement sanglante et criminelle dans ses conséquences, de se réhabiliter aux yeux de la population macédonienne des crimes innombrables et féroces qu'il a commis contre le peuple travailleur macédonien; et c'est enfin, et pour essayer de donner l'apparence d'une raison d'être à soi-même et à sa bande, le désir de faire accroire au peuple macédonien, dont la bien plus grande majorité n'y croit plus du tout, qu'une aide extérieure pourrait être apportée pour libérer la Macédoine. Naturellement, en proclamant que ce n'est que l'ORIM qui pourrait être ce Sauveur.

Mais, les masses travailleuses macédoniennes savent fort bien, de par les saignées par trop récentes, ce qu'elles ont à attendre de leurs «frères» d'autour et d'avec Protoguéroff. Ce «Comité Macédonien» qui, en 1923, toujours sous le commandement de Protoguéroff, étranglait dans le sang le mouvement de libération des paysans et ouvriers en Bulgarie, ne peut pas apporter la liberté aux Macédoniens.

En sa qualité de mercenaire, et pour remplir ses engagements d'agent provocateur, Protoguéroff prépare, pour ce printemps, de nouvelles actions en Macédoine sous joug serbe, ses bandes devant y pénétrer par l'Albanie et la Bulgarie. Protoguéroff dispose de millions de lires que Naoum Tomalevsky a encaissés pour son compte à Rome. D'autres millions lui sont versés par les neuf-juinistes de la Ligue Militaire bulgare. Et ainsi, Protoguéroff peut faire publier par une certaine presse des «justifications» préparatoires pour son action et équiper et armer ses «deytisis».

Les nouvelles actions que Protoguéroff prépare en Macédoine sous joug serbe provoqueront des tueries en masse et des persécutions plus sanglantes encore que jusqu'ici. Avisées à temps, les masses travailleuses sauront cependant y parer. Elles répondront tant aux provocations qu'aux persécutions en s'enrôlant dans l'ORIM UNIFIÉE. Elles consolideront l'alliance entre les ouvriers et les paysans, elles s'allieront avec leurs frères opprimés du Monténégro, de la Serbie, de la Croatie, etc.

Contre les provocations de Protoguéroff et de ses maîtres, contre la tyrannie des potentats serbes: lutte acharnée et front uni, en masse, contre l'impérialisme, le fascisme, l'oppression, de Belgrade, de Sofia ou de Rome.

Le peuple macédonien ne peut acquérir sa liberté que par la lutte en masse, en alliance avec les autres nationalités opprimées et le prolétariat révolutionnaire de la Yougoslavie.

Dimitri Jovanovitch

Le cynisme des Bourreaux

Ils assassinent d'abord, et rendent des honneurs militaires ensuite

(Lettre de Skopie)

La population de notre ville n'est pas encore remise de l'angoisse et de l'indignation qui ont étreint tous les milieux à la suite du régime spécial auquel nous sommes astreints ici depuis plusieurs mois, et notamment depuis les récents meurtres qui ont eu lieu dans notre région. Ce qui accentue encore davantage le tragique de notre sort, c'est l'impossibilité absolue dans laquelle nous nous trouvons de manifester, de quelque façon que ce fût, notre ressentiment. Bien au contraire, nous sommes obligés de feindre devant les autorités, de dire «oui» à tout, car autrement, le sort de Guénoff nous attend.

Vingt jours avant l'assassinat de ce dernier, plusieurs notables de notre ville avaient reçu des lettres de menace, où on leur déclarait qu'ils seraient tués. A la suite de ces lettres, quelques uns des menacés prirent la fuite. On ne sait pas où ils sont, mais ils ont disparus de la ville.

Les femmes de Kiril Rizoff, Todor Drangoff et de quelques autres personnes menacées de mort, se sont rendues chez l'évêque de notre ville, Varnava, pour implorer sa protection. Les pauvres femmes avaient oublié que c'était précisément ce même Varnava qui lors de l'enterrement de Prelitch hurlait: «so v é t a k» (vengeance). Elles implo-

raient la protection de celui qui, sans doute, faisait partie de la bande ayant décidé la mort de leurs maris.

Or, avec un cynisme qui sied parfaitement à un bandit dans un Etat de brigands, l'évêque leur a déclaré que, par les temps qui courent, chacun doit prendre soin de soi-même, chacun doit veiller soi-même à sa sécurité personnelle, qu'il ne peut, lui, rien faire pour personne, car, a-t-il déclaré, on l'avait également menacé de le tuer.

Mais l'effronterie des bourreaux ne s'arrête pas là.

On sait que ce sont eux qui ont assassiné Guénoff. Ils en ont, bien entendu, accusé certains Macédoniens; c'est là, d'ailleurs, une vieille tactique chez eux. Après l'assassinat, les bourreaux envoyèrent un peloton d'honneur, qui rendit les honneurs militaires et accompagna la dépouille du défunt. Les lecteurs pourront se faire une idée de l'indignation des citoyens de Skopje à la vue de ce cynisme. Veuillez croire que jamais jusqu'à ce jour notre population n'avait ressenti une telle haine contre nos oppresseurs.

Mais ce n'est pas encore tout. Varnava, l'évêque sanguinaire, monta en chaire et prononça l'oraison funèbre d'une victime de ce régime sanguinaire dont il est le partisan irréductible!

L'évêque voulait également se rendre au cimetière, mais, à mi-chemin, il se ravisa, et rentra chez lui. Il faudrait pas croire qu'il eut des remords, ou bien que sa dégoutante hypocrisie lui fit honte. Non. Il avait, très probablement, hâte de combiner un autre malheur pour notre population.

Vraiment, l'effronterie et l'impudence des bourreaux ne connaissent pas de bornes!

Prechovsky

L'Albania non si tocca . . .

Il y a un peu plus d'un siècle, les garnisons de Bonaparte à Parga et Corfou avaient été massacrés par les Albanais. L'Empereur des Français, en colère, manda en audience extraordinaire Vehbi Effendi, envoyé plénipotentiaire de la Sublime Porte accrédité auprès de lui, et exigea des explications. Le ministre ottoman ne put en fournir, ni apaiser Napoléon, le pacha de Janina agissant contre l'envahisseur indépendamment de la Sublime Porte. Alors, Bonaparte déclara qu'il envahirait l'Albanie et châtierait les Albanais. — «Majesté, lui répondit Vehbi Effendi, n'oubliez pas que chaque pierre de l'Albanie vous recevra par des coups de feu».

L'Italie du temps de Crispi voulut essayer ce auquel Napoléon avait dû renoncer. Mais Crispi lui-même en déconseilla ses collègues en leur tenant un langage identique à celui de Vehbi-Effendi. Et le projet de la conquête de l'Albanie dut donc rester à l'état de projet.

La Turquie des Jeunes-Turcs déclarait en 1910 que l'Albanie était reconquise par les armes et qu'une question albanaise n'existait plus. Mais, en 1911, Tourghoud Pacha, commandant en chef de l'expédition turque en Albanie, relevait dans son bulletin journalier: «Chaque pouce de terre est défendu avec acharnement par les Malissores et n'est conquis qu'aux prix de beaucoup de sang». Et, en 1912, l'armée des Jeunes-Turcs, érasée à Qafa-e-Prushit, était rejetée au-delà d'Uskub. L'Albanie n'était donc pas reconquise.

Et cette petite Albanie reste toujours très désirable, très appétissante: elle est belle, stratégique, et, par dessus tout, elle contient des trésors inexplorés. De 1912 à 1920, toutes les armées du monde civilisé (!) s'y donnent rendez-vous, et l'Albanie est transformée en un vaste champ de bataille: partout des tranchées, partout des soldats, de toutes les uniformes, de toutes les couleurs; partout les grondements des canons et des bombes. Les envahisseurs s'y conduisent comme les maîtres absolus et soumettent ce pauvre pays à leurs dures lois militaires. A tout instant on y risquait d'être fusillé ou pendu. Une condition de vie infernale. Et le pis, c'est que derrière toutes ces misères se dressait l'Art. 7 du traité secret de Londres stipulant le démembrement de l'Albanie entre la Grèce, la Serbie, le Monténégro et l'Italie et qui créait en Albanie centrale un petit Etat mahométan autonome sous le protectorat de l'Italie à laquelle était adjugée Vallona; A Versailles, des chuchotements dans les corridors, des tête-à-tête dans les anti-chambres, des marchandages, des complots, un étalage d'infamies à faire rougir les bandits les plus fameux de tous les siècles. Bref, le moment fatal où devrait sonner l'heure du démembrement de l'Albanie approchait.

Tout-à-coup, le petit peuple se dresse: «Messieurs les civilisés (!), dit-il, ce n'est pas ici un pays de nègres. J'ai décidé de vivre en maître chez moi, et demain à 9

heures vous devez quitter les côtes albanaises. Autrement, ce seront les armes qui décideront du sort définitif de l'Albanie. — C'était la teneur de l'ultimatum remis par le Comité de la Défense Nationale de Vallona au général Piacetini, commandant en chef des troupes d'occupation en Albanie.

Et le lendemain, à 9 heures du matin — c'était le 3 (juin 1920 — le monde assista à une lutte ébahissante: un petit peuple, dénué de tous moyens de défense, se jetait contre un vaste camp retranché et pourvu de tout ce qu'il y avait de plus moderne dans les guerres du XX. siècle. Pendant deux mois, le proverbe albanais «le brave vainet avec cinq cartouches» fit des miracles: les forts de Vallona, qui avaient arrêté pendant plus de trois années les armées des Habsbourg, tombèrent un à un. Ni les tanks, et ni les flottes des mers et des airs n'avaient pu les sauver.

L'Italie pactisa: elle reconnaissait de facto l'indépendance de l'Albanie. Dès lors, nos petits voisins ne purent plus soutenir leurs thèses de revendications et, après une lutte acharnée tant par la voie des armes que par celle de la diplomatie, qui dura jusqu'au 9 novembre 1921, ils se résignèrent à suivre l'exemple de l'Italie.

C'est ainsi que furent confirmées les prophéties de Vehbi Effendi et de Crispi. Ce n'étaient donc pas que des blagues, ces deux célèbres proverbes albanais qui disent: «Quiconque entre en Albanie, en sort les souliers rouges», et «L'Albanie est un fond pieux, quiconque y touche se ruine».

«L'Albania non si tocca . . .», a dit Mussolini. Il a oublié, semble-t-il, d'ajouter, pour bien compléter sa prophétie: «Malheur à ceux qui la désirent!»

Bedri Pejani.

Révolution à terme fixe . . .

. . . C'est la «révolution» qu'annoncent les nationaux-tsaranistes pour le 22 avril, date pour laquelle ils ont convoqué l'Assemblée Nationale de Alba-Iulia.

Il faut que nous rappelions que le P.N.-Ts. avait déjà fixé une fois cette «révolution». C'était avant la mort de Ionel Bratiano, — en octobre dernier. Les chefs du P.N.-Ts., qui s'étaient convaincus à cette époque qu'après la mort du roi Ferdinand, instrument de la finance libérale, la Régence, également un paravent des libéraux, ne songeait pas du tout à changer le régime et à chasser les libéraux du gouvernement, avaient annoncé avec un grand tam-tam, pour le 20 novembre dernier, un grand Congrès à Alba-Iulia, le centre mémorable de l'Assemblée Nationale qui avait voté l'«Union» sous le «Roi de tous les Roumains». Ce Congrès, baptisé du nom d'«Assemblée Nationale», devait mettre à l'ordre du jour et résoudre par des solutions «définitives» des questions fondamentales: la manière de renverser l'absolutisme de la monarchie libérale-bratiano, ce que doivent faire les provinces «trompées» et dont les conditions d'union ont été reniées et piétinées par les libéraux, ce qu'il doit advenir de la question de la Régence et du prince Carol. On se chuchotait, du moins, que c'étaient là les questions qui seraient discutées à Alba-Iulia. L'Assemblée, on se le rappelle, a été interdite, mais les nationaux-tsaranistes ont déclaré qu'elle devra être tenue à tout prix . . . à une date à faire connaître ultérieurement.

La mort de Ionel Bratiano, le dictateur avec prestige et autorité même aux yeux des chefs nationaux-tsaranistes, a calmé la lutte de ceux-ci contre le régime et a ajourné la question de l'Assemblée Nationale d'Alba-Iulia. Car les chefs nationaux-tsaranistes espéraient qu'en exploitant la peur de la Régence et des libéraux qui attendaient les troubles à la suite de la mort de Ionel Bratiano, ils forceraient la main des maîtres sous la pression de la panique. La Régence avait proclamé, en effet, après la mort de Ionel Bratiano, le gouvernement Vintila Bratiano comme un gouvernement «provisoire», en demandant aux nationaux-tsaranistes «un peu de patience», en échange. Plus tard, Vintila Bratiano commença des négociations avec M. Maniu pour la constitution d'un gouvernement dit «de coalition». Mais les propositions et conditions des libéraux étaient de telle sorte, que le gouvernement de coalition devenait de fait un gouvernement libéral avec le concours des nationaux-tsaranistes. La promesse de la Régence, faite sous la peur, et les propositions de Vintila Bratiano n'avaient été, en réalité, que des manœuvres pour que les libéraux s'assurent une trêve pour le passage difficile qui a suivi la mort du dictateur.

La conséquence fut que les nationaux-tsaranistes ramenèrent, à la surface, en janvier, la question de la convocation de l'«Assemblée Nationale» à Alba-Iulia, qui devait être, d'après les dires des démagogues, le commencement d'une lutte par des «nouveaux moyens», le commencement

de la «résistance civile» et de l'emploi de moyens «illégaux» contre le régime illégal libéral. Au début, la date du «tournant» dans la lutte des nationaux-tsaranistes contre les libéraux fut fixée pour le 15 mars, «tournant» qui devait être marqué précisément à Alba-Iulia. Mais pour «préparer» à fond l'Assemblée Nationale, qui «devait jouer un rôle historique», il était nécessaire, disaient les chefs N.-Ts., de tenir préalablement une série de réunions populaires dans les autres centres du pays. Ces réunions ont été tenues à Fagarach, Craiova, Jassy, Galats. Elle devaient montrer à la Régence que le pays est avec les nationaux-tsaranistes et que le peuple demande l'arrivée au pouvoir des chefs nationaux-tsaranistes, de M. Juliu Maniu. Les chefs nationaux-tsaranistes déclaraient «vouloir donner ainsi, à la Régence, avant de changer de méthode à Alba-Iulia, la possibilité de bien peser sa décision». En réalité, les bratianistes et la Régence ne doutent pas du tout du fait que les masses populaires haïssent parfaitement les libéraux! Ils n'ont point besoin de démonstrations par les meetings. Mais les chefs N.-Ts. voulaient «intimider» la Régence pour l'amener à intervenir pour un arrangement à l'amiable pour un changement du gouvernement.

L'échec du gouvernement libéral à Genève dans la question des optants a amené des quantités nouvelles d'eau au moulin national-tsaraniste. Ils accusent les libéraux comme portant la responsabilité de cet échec. Si la Roumanie, disent-ils, ne menait pas une politique d'hostilité vis-à-vis du capital étranger, si à la place de la politique exclusiviste de la finance libérale, la Roumanie poursuivait une politique de concessions vis-à-vis de ce capital, représenté par l'Angleterre, la solution de Genève aussi, déterminée de fait par l'Angleterre, aurait été toute autre. Conclusion: les libéraux devraient «comprendre» que les intérêts du pays exigent, qu'ils quittent le pouvoir, la Régence devait faire «son devoir» et appeler les nationaux-tsaranistes au gouvernement. Mais le calcul des nationaux-tsaranistes n'est pas celui que font les libéraux. Ces derniers pensent que la situation est précisément telle, qu'ils doivent rester au gouvernement maintenant à plus forte raison que jamais. Car ils préfèrent en effet payer, éventuellement, des dommages aux magnats optants hongrois aux dépens du pays, de la sueur et du labeur du peuple, plutôt que de renoncer à leurs privilèges économiques, et veulent favoriser le capital étranger pour en acheter ainsi la bienveillance à la session de Genève de juin prochain.

C'est dans cette atmosphère que les nationaux-tsaranistes ont convoqué la démonstration récente de Bucarest. Alliés dans cette démonstration avec le parti conservateur-moderé du prof. Yorga, ils veulent affirmer qu'ils sont un parti d'ordre et attirent ainsi à leurs côtés les éléments bourgeois réactionnaires de l'opposition; alliés, d'autre part, avec le Parti Social-Démocrate, ils se servent du nom de celui-ci pour vaincre la méfiance et la désillusion qui ont commencé à se frayer chemin parmi les masses qui doutent de plus-en-plus de l'efficacité de la «lutte» et des méthodes de lutte des nationaux-tsaranistes. Dans ces conditions, par l'utilisation de ces alliances et de la haine ardente des masses contre les libéraux, il n'est pas étonnant que la démonstration de Bucarest a pris des proportions telles que seules les démonstrations ouvrières avaient eues en Roumanie. Mais l'audience que M. Maniu a eu après la démonstration

auprès de la Régence, tandis que les masses attendaient, impatientes, dans la rue, n'a pas donné un résultat «satisfaisant». La Régence déclare vertement ne pas être inclinée à chasser les libéraux et à appeler les nationaux-tsaranistes au pouvoir. La démonstration n'a pas atteint le but «ultime».

Que reste-t-il alors à faire à des chefs amis de l'ordre, comme le sont les nationaux-tsaranistes, qui se rendent compte qu'un mouvement révolutionnaire des masses mènerait la Roumanie, avec sa paysannerie en révolte latente et chronique et avec ses 40% de population minoritaire opprimée, à une révolution qui passerait par-dessus les têtes des chefs nationaux-tsaranistes eux-mêmes? Il ne leur reste qu'à menacer de révolution, par des paroles, mais à battre en retraite devant la révolution de fait. En menaçant d'une «révolution», les nationaux-tsaranistes créent des illusions au sein des masses, les empêchant à abandonner leur espérance dans le rôle de «sauveur» du Parti National-Tsaraniste. Et, d'autre part, ainsi s'imaginent-ils du moins, ils font peur et forcent la main à la Régence et aux libéraux. C'est la politique de la phraséologie démagogique pour les masses et de chantage pour les maîtres tout-puissants. C'est la politique typique de l'impotence et de la faiblesse. Et l'Assemblée de Alba-Iulia est aussi seulement une menace. Qui annoncée d'avance, à terme fixe, la «révolution», démontre précisément tout en s'exposant au ridicule, qu'il n'y songe point sérieusement.

Mais cela ne veut pas dire que les démonstrations des nationaux-tsaranistes (et celle de Alba-Iulia aussi) restent sans effet, sans conséquence. Pas du tout! Elles réveillent dans la conscience des masses la conviction que les libéraux n'abandonneront pas de bon gré le pouvoir, que les murs du Jéricho oligarchique ne tomberont pas seulement au son des trompettes des meetings nationaux-tsaranistes. D'autre côté, les libéraux eux-mêmes, qui restent indifférents quant aux menaces verbales des chefs nationaux-tsaranistes, deviennent nerveux quand ils voient les masses se mettre en mouvement. Pour détourner de cet autre danger réel, il n'est pas impossible que les libéraux, ces représentants les plus élastiques, hardis et raffinés de la classe dominante de la Roumanie, entreprennent une nouvelle manœuvre. Il n'est pas exclu qu'ils cèdent, en apparence, le gouvernement aux nationaux-tsaranistes, pour calmer les vagues populaires et montrer par l'expérience aux masses qu'un gouvernement national-paysan ne peut pas résoudre les problèmes vitaux des masses du peuple (car le sabotage de la finance libérale, toute-puissante même dans l'opposition, paralysera toute liberté de mouvement d'un gouvernement national-tsaraniste — supposant que celui-ci voulût faire, quelque chose en faveur des masses populaires). D'autre part, les libéraux peuvent éventuellement se décider à céder temporairement, comme en 1919, le gouvernement aux nationaux-tsaranistes pour retirer avec les mains de ceux-ci les marrons du feu. (questions des optants, des emprunts à l'étranger, etc.), quitte à chasser le More après qu'il aura fait son devoir et à reprendre, eux, les libéraux, les fils là ou ils les auront abandonnés pour un moment.

Telle est la perspective, si les libéraux ne trouvent nécessaire de continuer à repousser de plano toute injonction des nationaux-tsaranistes. L'Assemblée de Alba-Iulia ne doit donc pas nous faire avoir des illusions.

I. Mateescu

La lutte au sein du parti gouvernemental en Bulgarie

La démission du ministre des Travaux Publics

L'emprunt que le gouvernement de Liapcheff vient de conclure a ravivé plus encore la lutte intestine désagrégeant depuis longtemps déjà le Demokratitcheski Zgovor, la lutte entre le groupe Tsankoff et le groupe Liapcheff qui se poursuivait avec acharnement depuis que les coup-d'Etatistes du 9 juin se sont emparé du pouvoir, et avec une violence particulière depuis que Liapcheff a remplacé Tsankoff. A plus d'une reprise Tsankoff et son groupe de l'«Entente Nationale» — le groupe des officiers et professeurs réactionnaires qui furent les vrais promoteurs du 9 juin — avaient essayé de faire choir Liapcheff pour prendre sa place. Ils considéraient Liapcheff et ses amis comme pas assez énergiques pour appliquer des «mesures radicales» contre le «danger bolchévik». Ils veulent un régime fasciste absolu et déclaré. Ils considèrent qu'il n'a pas été suffisamment versé de sang et que l'on devrait

massacrer encore des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans bulgares, que l'on devrait baïllonner plus encore les masses travailleuses, qu'on devrait faire du peuple bulgare un troupeau de moutons fondables à volonté.

Il y a deux ans, ce groupe Tsankoff préparait un nouveau coup d'Etat pour renverser Liapcheff. Nos lecteurs se souviennent de ce qu'en été 1926 il y eut de grandes mutations d'officiers supérieurs, du chef de l'état-major, de commandants de divisions et de brigades, etc., opérées par le gouvernement Liapcheff pour déjouer le coup d'Etat projeté.

La lutte entre les groupes Liapcheff et Tsankoff s'est aussi montrée dans toute son acuité lors de la discussion au parlement des concessions à accorder aux capitalistes étrangers, particulièrement de la concession du commerce de viande de porc et d'autres produits animaux et de celle des

forêts de Rhodope. Les partisans de Tsankoff avaient hautement proclamé tant au parlement que dans la presse qu'ils ne voteraient point ces combinaisons. Il y a quelques mois encore, cette animosité entre les deux groupements du Zgovor s'est de nouveau manifestée au cours du Congrès de la Jeunesse du Demokratitcheski Zgovor — les partisans de Tsankoff y ont ouvertement insulté Liapcheff, on en vint aux mains, il y eut des voies de faits.

La crainte, commune aux deux groupes, de voir le pouvoir échapper de leurs mains, faisait qu'ils se réconciliaient toujours. Mais la lutte intestine et latente ne cessait point et n'a point cessé. Elle continue d'une façon sourde mais permanente.

Deux tendances se dressent l'une contre l'autre dans le Demokratitcheski Zgovor qui, comme on le sait, est composé de groupements politiques tous réactionnaires mais à systèmes non identiques quant aux formes extérieures. La première de ces tendances, préconisée par le groupe de Tsankoff, est celle du fascisme déclaré, mussolinien; l'autre, défendue par Liapcheff et sa bourgeoisie réactionnaire, est celle de l'application d'un régime fasciste masqué, en maintenant les formes extérieures du parlementarisme, de la démocratie. Un troisième groupement, nettement déterminé, celui de la grande bourgeoisie, réactionnaire et avide de gains, des banquiers, des usuriers, des spéculateurs, a pour chef le ministre des Affaires Étrangères Bourouff, et ce dernier se place tantôt derrière Tsankoff pour extorquer des concessions à Liapcheff, et tantôt derrière Liapcheff pour s'assurer différents avantages pécuniaires pour lui-même et sa famille d'abord, et aussi pour la classe qu'il représente.

Depuis ces quelques derniers mois, les fascistes de Tsankoff déploient une activité intensifiée pour préparer politiquement, et idéologiquement aussi, le terrain pour leur action de renverser Liapcheff et d'occuper sa place. Ils ont commencé à publier des journaux et des revues spéciaux, comme le quotidien «Edinénie», et l'hebdomadaire «Zvéno», et ils s'y proclament des combattants pour la cause du peuple bulgare, voire même des classes travailleuses; ils y critiquent la politique de terreur du gouvernement, ils y publient des protestations contre les agissements des fonctionnaires, contre les illégalités, contre la corruption, ils s'y présentent comme des gens luttant pour l'indépendance politique et économique du pays — en un mot, ils veulent s'affirmer devant le peuple bulgare comme les défenseurs de ses droits. C'est d'ailleurs là la tactique des fascistes de partout. Actuellement, le groupe de Tsankoff exploite la conclusion de l'emprunt pour se présenter de nouveau comme veillant avec vigilance aux intérêts du peuple bulgare. Ce groupe a entamé un nouveau combat dont le signal a été donné par le ministre des Travaux Publics Kimon Guéorguieff qui a présenté sa démission le jour même du départ de la délégation gouvernementale pour Genève avec mission d'obtenir de la Société des Nations l'autorisation de l'emprunt. Le motif réel de la démission du ministre des Travaux Publics n'était, bien entendu, pas l'emprunt; le groupe de Tsankoff, auquel appartient M. Guéorguieff, a

voulu provoquer une crise gouvernementale espérant par là prendre le pouvoir tout entier en ses mains.

Cette lutte, déclenchée avec un renouveau de fureur, prend de très grandes proportions. De part et d'autre on s'injurie, on échange des propos envenimés dans les réunions particulières de la fraction parlementaire du parti gouvernemental, et le vice-président du parti, Alexandre Christoff, un des amis de Liapcheff, a déclaré que c'était là le commencement d'une grande crise dans le cabinet. On supposait même que la démission de Guéorguieff serait suivie par celle de Kouleff, le ministre de la Justice, ami intime et collaborateur de Tsankoff, et par celles de deux de ses amis, Christoff, ministre de l'Agriculture, et Bobochevsky, ministre du Commerce, tous deux collaborateurs intimes de Tsankoff avant et après le 9 juin et qui, quoique appartenant au groupe de Bourouff, sont plutôt liés à Tsankoff, Kalfoff et Rousseff.

Bien que cette lutte entre les deux groupes au sein du Demokratitcheski Zgovor ait été ravivée, ainsi qu'on le voit, avec un acharnement redoublé, il semble que Tsankoff ne sera pas en état de renverser Liapcheff. Parmi les députés gouvernementaux, plus des trois quarts sont partisans de l'emprunt et suivent Liapcheff. Si le groupe de Bourouff se détachait en ce moment de Liapcheff et s'associait à Tsankoff, il se peut que Liapcheff resterait en minorité. Mais le groupe de Bourouff est composé de ces gros banquiers et usuriers qui attendent tous les sommes de l'emprunt pour se jeter dessus.

Ainsi que nous l'avons exposé, les deux tendances dans le parti gouvernemental ne sont aucunement deux expressions de politiques opposées à suivre à l'égard des masses populaires, ou de l'étranger. Tous les deux groupes sont partisans de la réaction, de la répression, de l'oppression, de la terreur, du massacre des ouvriers et paysans. Ce n'en est que la forme extérieure qui diffère. C'est ce que nous avons d'ailleurs maintes fois relevé en parlant dans les colonnes de ce journal du régime de Tsankoff et de celui de Liapcheff. Vis-à-vis de l'étranger tous les deux groupements sont de vils esclaves de l'impérialisme occidental, avec cette différence que tandis que Tsankoff et ses amis sont pour une orientation ouverte et active vers Mussolini, Liapcheff regarde plutôt vers Chamberlain. Cette lutte intestine du Zgovor, nous le répétons, n'est nullement une lutte entre la réaction et la démocratie, Liapcheff, sous son masque hypocrite, est un réactionnaire fasciste et un égorgeur des masses populaires tout aussi féroce que Tsankoff. Aussi, le peuple bulgare n'a pas à choisir entre l'un ou l'autre. Le peuple bulgare doit continuer, et continuera, sa lutte contre le régime dictatorial militaire fasciste en Bulgarie, contre le régime d'exception qui l'étouffe. Il continuera sa lutte pour la suppression de l'ignoble loi de Défense de l'État, pour l'amnistie générale et effective, pour le rétablissement de ses droits et libertés politiques.

Et cette lutte continuera jusqu'à l'écrasement complet du régime fasciste militaire en Bulgarie.

D. VI.

Le Congrès de l'Organisation macédonienne des „Bratstvas“

Le vaillant organe du mouvement révolutionnaire macédonien et luttant infatigable pour la Fédération des peuples balkaniques, le „Makédonsko Délo“, vient de publier sur le dernier Congrès des Confréries Macédoniennes „Bratstvas“ un article documenté sous la signature de son rédacteur-en-chef, que, vu son importance, nous redonnons ci-bas en traduction.

Le VI^{me} Congrès de l'Organisation des „Bratstvas“ macédoniens en Bulgarie a tenu ses assises du 5 au 8 février a. c. à Sofia.

Avant de parler des travaux dudit Congrès et afin de mieux en apprécier la portée, il est utile de dire quelques mots sur le caractère de l'Organisation des Bratstvas elle-même, qui prétend être la représentante et l'unique organisation de toute l'émigration macédonienne réfugiée en Bulgarie.

Étant donné qu'en Bulgarie il n'existe, ni ne pourrait exister aujourd'hui, aucune organisation macédonienne rivale à celle des Bratstvas, la prétention de ces derniers d'être la seule et unique organisation macédonienne en Bulgarie, se trouve, apparemment, justifiée.

Est-ce à dire, cependant, que la masse de l'émigration macédonienne en Bulgarie — si variée et si hétérogène quant à sa composition sociale et son idéologie politique — est-ce à dire que cette masse a, tout-à-coup, comme par miracle,

réalisé une harmonie idéale dans ses conceptions et ses tendances?

Est-ce à dire que les Bratstvas soient aujourd'hui porteurs d'une idéologie et d'un caractère adoptés et approuvés par les masses populaires de la formidable émigration macédonienne en Bulgarie?

Que non point!

Les Bratstvas ne sont pas plus les représentants de l'idéologie et des tendances politiques de l'émigration macédonienne en Bulgarie, que le régime de la dictature fasciste-militariste n'est l'expression de la volonté ni en conformité avec les intérêts de l'immense majorité du peuple bulgare.

Cela prouve seulement que la masse des émigrés macédoniens, et les rangs du mouvement macédonien — pour autant qu'il a sa base en Bulgarie — comportent aujourd'hui des usurpateurs et des déshérités, des oppresseurs et des opprimés.

Après le 9 juin, la dictature fasciste-militariste bulgare a imprimé son cachet aussi à un mouvement macédonien.

Une clique de fonctionnaires et de patriotes salariés jeta son grappin sur l'émigration macédonienne en Bulgarie et s'arrogea le droit de la gouverner et exploiter à sa guise, imitant en cela la clique des généraux-spéculeurs bulgares, qui jugulèrent le peuple bulgare après s'être emparé du pouvoir.

A l'exemple de ces derniers, qui consolidèrent leur pouvoir et élevèrent leur dictature sur les cadavres de plus de vingt mille Bulgares choisis parmi les meilleurs éléments du peuple travailleur, la clique macédonienne en Bulgarie bâtit son édifice sur les cadavres de plus de deux mille Macédoniens dans le district de Pétritch et ailleurs.

Il a fallu que tombent les têtes de Guiorché Petroff, Dimo Hadji Dimoff Youroukoff, Slavtcho Kovatcheff, Tchoudomir Kantardjieff, Bouinoff, Arséni Yovkoff, et de centaines d'autres choisis parmi les fils les plus fidèles du peuple macédonien, pour que pût se maintenir le monopole d'organiser, et de penser de Protoguéroff, Parlitcheff, Bajdareff, Ivan Mikharloff, Koulicheff, Karandjouloff et consorts.

On en arrive à la conclusion naturelle, que l'organisation macédonienne existant aujourd'hui en Bulgarie, ne peut en aucune façon être la représentante des masses populaires, et que, chose plus grave encore, sur elle pèse une idéologie qui lui a été imposée par ses tout-puissants chefs et tuteurs, idéologie foncièrement opposée aux intérêts et tendances de l'immense majorité des émigrés et réfugiés macédoniens.

L'idéologie que les Bratstvas se voient aujourd'hui imposer n'est point celle des centaines de milliers de réfugiés et émigrés. Non, c'est l'idéologie d'une poignée d'intellectuels Macédoniens, bureaucratisés à fond en Bulgarie, ayant été élevés au biberon des idéaux grand-bulgares et qui ont passé par l'école politique du parti narodniak-fasciste, ainsi que celle d'un groupe de spéculateurs, commissionnaires de maisons de tabacs et autres, ayant indissolublement lié leur sort à celui des banquiers et spéculateurs bulgares.

Il est bien vrai que parmi eux se trouvent un certain nombre d'intellectuels et d'éléments combattifs probes, issus des couches populaires, et sincèrement persuadés qu'ils travaillent en faveur du mouvement libérateur, mais ceux-là sont placés sous une tutelle très sévère et jouent des rôles de seconde importance.

Secondée par les autorités officielles de l'Etat bulgare, qui a mis son appareil de contrainte, de tromperie et de corruption à son service, disposant de moyens pécuniaires considérables — dont personne n'ignore l'origine — cette clique macédonienne a déployé, ces dernières années, une activité fiévreuse parmi les masses macédoniennes en Bulgarie et ailleurs, afin de se créer un appui dans leur sein.

Au moyen de journaux, de revues et autres publications, elle mène sa propagande à l'étranger également. Là elle essaie de louvoyer, de cacher son essence réactionnaire et fasciste, afin de gagner à sa cause l'opinion publique progressive et démocratique.

Après ce bref aperçu, examinons les travaux du Congrès des Bratstvas.

Qu'a-t-il fait ce Congrès?

Laissons de côté son caractère outrageusement théâtral, qui saute brutalement aux yeux; cette manière de faire relève de mises en scène.

Nous laisserons à l'honnête élément populaire qui fait partie des Bratstvas, de tirer les conclusions naturelles découlant du fait qu'à ce Congrès des sélamaleks et des congratulations émues furent échangés uniquement avec les organisations militaires-fascistes, — personnifiant la politique progromiste du proche passé et le revanchardisme à venir des gouvernements bulgares en Macédoine — à l'exclusion de toutes autres organisations sociales en Bulgarie.

Que ce même élément populaire inféodé dans les Bratstvas, et qui, dans son indiscutable probité idéalise la cause de la libération de la Macédoine, tire les conclusions que comporte le fait que ce Congrès a été convoqué à un moment où le peuple macédonien opprimé est soumis à des souffrances dures entre toutes. En Macédoine sous joug serbe, il est crucifié et saigné; en Macédoine sous joug bulgare, malgré le fameux emprunt dit «des réfugiés», les réfugiés périssent et dégèrent en masse par suite de la misère et de la famine.

Pourquoi les dirigeants de la clique macédonienne ont-ils transformé ce Congrès en une assemblée destinée, avant tout, à combiner des ovations, des félicitations et des com-

pliments à l'intention du «Comité National», et aux masses populaires ont-ils servi, réchauffées, les vieilles résolutions périmées, paraphrasant celles du Congrès de l'année passée?

En vain chercherions nous à nous arrêter sur l'essence de ce Congrès. Il n'en a pas! Jamais encore l'émigration macédonienne n'avait assisté à un Congrès aussi creux.

L'observateur objectif n'aura saisi qu'un seul fait essentiel: c'est que ce Congrès fut convoqué sous le signe des soi-disant «grands succès» de la cause libératrice macédonienne; «succès» à l'intérieur, «succès» à l'étranger, «succès» dans tous les sens!

Ce fut l'alpha et l'oméga du Congrès. C'était, du reste, le but que lui avaient assigné ses metteurs en scène. Il fallait soigneusement cacher la vérité aux masses macédoniennes en Bulgarie. Elles doivent toujours respirer une atmosphère de mensonge et de mystification, elles doivent se trouver continuellement sous l'hypnose de «succès toujours plus grands» réalisés par les dirigeants macédoniens actuels, en faveur de la cause macédonienne, car autrement, ces derniers risquent gros.

La cause de la libération de la Macédoine a bien réalisé certains succès, mais ce n'est point de ces succès-là qu'il fut question au Congrès. Là on s'est efforcé à découvrir des succès où il n'y en avait pas, ou bien à présenter comme tels avec effronterie certains signes, certaines manifestations précurseurs de nouveaux malheurs, de nouvelles catastrophes pour le peuple macédonien.

Le Congrès signale comme succès en Macédoine l'acte de Mara Bounéva et les actes aussi de certaines personnes ayant commis des attentats dernièrement. Il ne souffle mot de l'état d'esprit des masses, de leur aptitude combattive; cela ne l'intéresse guère.

Or, il n'y a que la résistance organisée du peuple macédonien qui soit en état de briser la tyrannie.

Les militaristes serbes ont déjà effrontément déclaré que «cent mille têtes doivent tomber en Macédoine».

Les actes terroristes isolés, dans lesquels les dirigeants de Sofia cherchent et trouvent leurs succès, ne feront qu'accentuer la rage et la terreur des oppresseurs de Belgrade. Ils voueront à l'extermination la fleur du peuple macédonien, ils apporteront la désorganisation, sèmeront le découragement et l'apathie chez ce dernier.

Ils ont encore d'autres conséquences néfastes. Ils provoquent la méfiance et détruisent les sympathies pour la cause macédonienne chez les autres peuples opprimés par la Yougoslavie et chez les masses populaires serbes. De la sorte ils rendent impossible la collaboration entre les Macédoniens et les peuples et masses populaires précitées, qui eux aussi, ont déclaré une guerre énergique à la tyrannie et à l'oppression.

Parce que, pour ces peuples et ces masses populaires, des actes de cette nature ne peuvent avoir d'autre sens que de préparer le terrain pour les accaparements impérialistes de l'Italie dans les Balkans, et favoriser la politique revancharde des militaristes bulgares.

Quelle ironie se dégage donc de la résolution adoptée par le Congrès qui «invite les peuples opprimés de la Yougoslavie à la lutte en commun».

Ces mêmes actes détruisent également les sympathies de la démocratie progressive et travailleuse du monde entier pour la cause macédonienne et privent cette dernière de son appui, attendu que cette démocratie en a assez des guerres impérialistes et qu'en l'impérialisme de Mussolini elle voit son plus grand ennemi.

Mais, les «chefs» macédoniens, avides de «succès», n'en ont cure!

Mussolini a été «gagné» à la cause macédonienne; au diable tout le reste! Mussolini! Il fut le président d'honneur du Congrès des Bratstvas de cette année. Il fut l'idole, l'espoir. Bien qu'il ne fut pas prononcé — pour des raisons faciles à deviner — son nom fut lié à tous les «succès» présents et à venir de la cause libératrice macédonienne.

Or, cela ne prouve qu'une seule chose: c'est que le mouvement macédonien, légal et illégal, dirigé par les chefs de Sofia qui se sont arrogé tous les droits, continuera, à l'avenir également, à évoluer dans les eaux de l'impérialisme agressif italien.

On est en train de consommer une trahison inouïe envers la cause macédonienne. L'histoire du mouvement macédonien n'en a pas encore enregistré de pareille. A l'ombre du drapeau et avec l'aide de l'or de l'impérialisme italien, les anciens pêcheurs impénitents de Sofia préparent de nouvelles aventures, de nouvelles catastrophes, de nouveaux malheurs pour le peuple macédonien.

L'émigration macédonienne en Bulgarie doit prendre garde. Elle a assumé une lourde responsabilité envers l'histoire. Elle ne permettra pas, elle ne doit plus permettre

que l'on exploite son nom, pour servir la rapacité d'étrangers; pour provoquer des aventures néfastes à la destinée du peuple macédonien et à son mouvement de libération!

Elle ne doit plus se laisser tenir sous l'hypnose de

»succès« malencontreux et fatidiques; cette hypnose, sous laquelle la clique des mercenaires macédoniens de Sofia a tenu le VI^{ème} Congrès des Bratstvas.

V. Gr.

La vie d'enfer des prisonniers politiques en Bulgarie

Dans notre dernier numéro nous avons publié la lettre ouverte du professeur et publiciste Todor Pavloff adressée au Comité Central de l'ORIM et par laquelle il dénonçait publiquement le complot ourdi contre lui par cette bande de Protogéroff, et d'où l'on voyait que ce ne fut que par un heureux hasard que le savant estimé put échapper à la mort. Par une nouvelle lettre adressée au procureur-général de Philippople, le prof. Pavloff relève toutes les souffrances que lui, ainsi que les autres condamnés politiques, ont à subir dans la prison. Nous publions ci-dessous de cette lettre les passages suivants:

»Immédiatement après l'ouverture de l'instruction contre le geôlier-contrôleur T. P. Angheloff, pour avoir battu des prisonniers politiques, (crime pour lequel il fut condamné déjà par le Tribunal de Plovdiv à six mois de prison), ce dernier commença à menacer publiquement que, dans l'avenir, on ne battrait plus, mais qu'on en finira avec les prisonniers en les conduisant au bord du fleuve Maritza (près de la ville), et que là, on »tirera sur eux«...

»J'ai eu l'occasion de me plaindre à ce sujet auprès de vous et de M. le Directeur de la prison, et j'ai reçu votre réponse de n'avoir pas à prêter attention aux menaces du dit Angheloff.

»Cependant, me trouvant dans le cachot Nr. I, j'ai été systématiquement provoqué par les prisonniers criminels, homme de confiance d'Angheloff, à savoir: T. Chilleff, S. Chtereff, D. Théodoroff, M. Pentcheff.

»Tous ces criminels, ivres presque tous les deux jours m'ont offensé très souvent en présence même du contrôleur Koleff, en m'adressant des invectives grossières ou des menaces de mort (en présence de P. Radetzki). Depuis lors, je vous ai demandé une fois, et trois fois à M. le Directeur de la prison, de me changer de quartier, pour éviter un scandale possible.

»Un soir du mois de janvier dernier, lesdits prisonniers, complètement ivres, ont essayé une deuxième provocation que nous avons évitée, mon camarade prisonnier politique R. Kementchedjief et moi, grâce à notre sang-froid.

»Les contrôleurs geôliers Koleff et A. Nedelcheff adressent publiquement et sans cesse des injures aux prisonniers politiques en les menaçant de bastonnade. D'ailleurs, on a battu, le 24 janvier 1928, le prisonnier politique B. Kalaidjief.

»La dernière provocation organisée contre moi, c'est le plan même d'être assassiné dans les conditions que j'ai exposées dans ma lettre ouverte adressée à l'O. R. I. M. (publiée il y a quelques jours).

»En portant ces faits à votre connaissance, je vous prie, Monsieur le Procureur:

1^o De faire savoir à M. Le Ministre de la Justice que je retire ma requête demandant mon transfert à la prison de Sofia. (La famille de Pavloff habite Sofia et lui-même fut transféré de la prison de Sofia à celle de Philippople il y a quelques mois) ne voulant pas »m'enfuir« ou »disparaître sans laisser de traces« pendant mon voyage... Je vous déclare que si l'on essayait de m'enlever de force de la prison je préférerais mourir et être tué devant les yeux de mes camarades de prison.

2^o De faire le nécessaire pour désarmer les six prisonniers criminels en les envoyant dans d'autres prisons.

3^o De punir les geôliers-contrôleurs T. Dountcheff, A. Dedelcheff, H. Koleff, et leurs inspirateurs, et surtout I. Koleff qui provoque, injurie et bat les prisonniers politiques.

4^o De réunir les prisonniers politiques dans les quartiers spéciaux de la prison, chose faisable et nécessaire.

T. Pavloff

Professeur en philosophie — prisonnier politique

A la première lettre du professeur Pavloff adressée au Comité Central de l'ORIM, les journaux gouvernementaux, ainsi que ceux de Protogéroff se sont tus. Pas un mot de la part de la presse de la Ligue Militaire bulgare ou de l'ORIM. La conspiration du silence. Pourtant, l'officieux gouvernemental »Demokraticheski Zgovor« n'a pas pu se contenir de rage en voyant cette lettre, formidable réquisitoire contre le système gouvernemental, publiée par le vaillant journal »Novini«, et il profère des menaces qui sont bien caractéristiques pour les pratiques zgorovistes en Bulgarie: »Si les provocateurs, écume-t-il, ont voulu nous mener à bout de patience, eh bien, ils y ont réussi. Ils nous invitent ainsi à mettre une fin à leurs provocations par des mesures décisives«.

Ces »mesures décisives«, on ne les connaît que trop bien: ce sont les »disparitions sans traces«, les assassinats en tentative de fuite, etc.

Les avocats et juristes français demandent l'amnistie générale en Bulgarie et l'abrogation de la loi sur la Défense de l'Etat

Dans notre Numéro 81 du 1 décembre nous avons publié une lettre, adressée par les avocats et juristes français aux avocats bulgares pour les inviter à déployer tous leurs efforts pour obtenir en Bulgarie générale et effective et l'abrogation de l'ignoble loi sur la Défense de l'Etat. Dans notre Numéro 86 du 15 février nous avons publié une deuxième lettre des avocats et juristes français aux avocats bulgares réfutant certaines assertions tendancieuses de quelques uns de ces derniers et réitérant les mêmes demandes. Aujourd'hui nous sommes en possession d'une copie d'une troisième lettre des avocats et juristes français adressée le 4 mars dernier à M. Christo Goucheff, Président de la Cour d'Appel de Sofia, lettre que nous publions ci-dessous:

Monsieur le Président,

Nous vous adressons nos remerciements pour votre lettre du 25 janvier. Les avocats et juristes français sont heureux de correspondre, en parfaite courtoisie, avec leurs éminents confrères bulgares.

Nous avons lu avec la plus grande attention votre lettre et pesé vos arguments.

Malheureusement les faits, et même les faits très récents appuient la thèse de l'amnistie et condamnent la vôtre.

Il est trop certain que la loi sur la défense de l'Etat, loi exorbitante du droit commun, et qu'aucun juriste ne peut approuver dans son principe, est encore appliquée. C'est par elle que se justifient, s'il est permis de parler ainsi, les innombrables arrestations, perquisitions, confiscations de journaux, interdictions et dissolutions de réunions, qui se produisent en Bulgarie.

Mais, Monsieur le Président, comment les avocats et juristes bulgares pourraient-ils approuver un fait comme celui dont a été victime l'avocat Eftim Miteff, secrétaire du Comité du Barreau de Lom, secrétaire de la section locale de la Ligue des Droits de l'Homme, assailli au cours de la dernière campagne électorale, maltraité avec la complicité de la police, et laissé pour mort dans la rue?

Comment approuveraient-ils les mauvais traitements, les humiliations, les menaces d'assassinat subis par M. To-

dor Pavlof, professeur, philosophe distingué, dans la prison de Plovdiv?

Comment n'adhéreraient-ils pas à la résolution prise le 16 mars dernier par la Ligue des Droits de l'Homme dont M. Ganef, professeur de droit, est le président, et qui réclame l'amnistie?

Nous savons qu'il est impossible que les éminents juristes bulgares approuvent les iniquités et les violences extra-légales. C'est pourquoi nous faisons appel à leurs hautes consciences, à la vôtre, Monsieur le Président, qui avez consacré votre vie à la pratique du Droit, pour aider au rétablissement, en Bulgarie, des libertés essentielles qui ne peuvent être recouvrées que par la réalisation d'une amnistie générale et par l'abrogation de la loi sur la Défense de l'Etat qui prolonge la guerre civile et rend toute pacification impossible.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de notre très haute considération.

About, Barquisseau, Berthon, Bloncourt, René Blum, Boisser, Boitel, Bontemps, Broussard, Mlle Caillaux, Callier, Castro, Antonio Coën, Debec, Delépine, André Delhay, Dellevallée, Denis-Buirette, Paul Dreyfus, Eyrat, Robert Foissin, Fontabilles, Fournier, Marcel Fressinet, Gaudni, A. Gelma, Gimelli, Giraud, Grimaldi, Michel Heim, Jaeghe, Maurice Junker, De Harambrun, Labat, Labrousse, Lakdard, Lalquet, Le Griel, Mme Suzanne Lévi, Marange, Marie André, Goirand, Mlle Mauclaire, Payent Monor, Mouly, Louis Noguerras, Paz, Pérau, Plard, Phalempin, Robeyrol, Regnault, Ridel, de Riffaterre, Gaston Robin, Roger, Roucayrol, Roux, Sadoul, Sarotte, Sarrazin, Siéklucki, Reniez, Emile Tirry, Henry-Eprres, Jean Tromeur, Vaillant-Couturier, Paul Vienney, Marcel Willard, Wormser, Zeller, Hersant.

Nouvelle chasse à l'homme en Roumanie

Deux prisonniers essaient de se suicider

Nous apprenons que la Sigourantsa a commencé une nouvelle chasse après des «complotistes» en Roumanie, notamment en Transylvanie. Des centaines d'ouvriers, d'intellectuels, de jeunes-hommes (parmi lesquels même une jeune-fille de 13 ans) ont été arrêtés, jetés dans les chambres de torture déjà bien connues par tout le monde et soumis à des procédés inquisitoriaux. A Oradia deux des malheureux arrêtés, ne pouvant plus supporter les tortures, ont essayé de se suicider. L'un, l'employé de commerce Rosenfeld, est sauté du troisième étage de la Sigourantsa; avec les pieds fracturés et des blessures inférieures il a été transporté à l'hôpital dans un état désespéré. L'autre, l'ouvrier métallurgiste Victor Torday, qui a voulu aussi se

jeter du troisième étage de la Sigourantsa, a pu être rattrapé à temps par l'agent veillant, mais se trouve aussi grièvement blessé par des débris de vitre, étant resté avec la tête dans la fenêtre cassée.

Les arrêtés, transportés ensuite à la prison du Conseil de Guerre de Cluj, se trouvent depuis le 25 mars dans la grève de la faim.

Nous protestons contre ces barbaries qui, en agitant le «danger bolcheviste», ont le but de créer seulement une diversion pour les nombreuses difficultés dans lesquelles se débats le gouvernement bratianiste, et demandons le relâchement des victimes et l'emprisonnement des auteurs des tortures.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Die Knechtung Bulgariens Die Anleihe des Herrn Liaptscheff

Gleich nach der Menschenschlächtere in Bulgarien im Frühjahr und im Sommer 1925, gleich nachdem die Militärliga das Attentat auf die Kathedrale ausgenützt und Tausende und Abertausende von bulgarischen Arbeitern, Bauern, Intellektuellen niedergemetzelt hatte, war Herr Tsankoff nach Genf abgereist, um dort von Chamberlain seine Belohnung für die blutigen Dreschflügelhiebe zu fordern, die er auf das bulgarische Arbeitsvolk hatte niedersausen lassen. Aber die Empörung der werktätigen Massen und der öffentlichen Meinung Europas über die grausame Tat der bulgarischen faschistischen Regierung war so stark und heftig, daß selbst Chamberlain, so befriedigt er auch von der blutigen Arbeit Tsankoffs war, es nicht wagte, das Ansuchen des letzteren um eine Anleihe zwecks Bekräftigung seiner Macht und Fortsetzung seines blutigen Regimes zu gewähren.

Einige Monate später, infolge der in Bulgarien und im Auslande sich immer heftiger erhebenden Protestaktionen gegen das Regime Tsankoffs, mußte dieser Vampyr seinen Platz Liaptscheff überlassen.

Liaptscheff, obzwar er das System der Regierung Tsankoffs fortsetzte, inaugurierte seine Herrschaft mit der Formel: süßlich, honigsüß. Es fing nun ein »sanftsüßliches« Regime an, das jedoch von dem der Tsankoff und Russeff nur in seiner äußeren Form abwich. Der Weiße Terror, die »spunlos Verschwundenen«, die »auf der Flucht« Ermordeten waren ganz wie früher an der Tagesordnung; das Schlachten ganzer Familien, die Ausrufung des Belagerungszustandes

in ganzen Bezirken, die Ermordung von Hunderten und Aberhunderten von Bauern in diesen Bezirken setzten sie in derselben Weise wie früher fort. Dank dem Schutze der imperialistischen Mächte und einer gewissen Presse Westeuropas wurde jedoch das Regime Liaptscheffs der europäischen bürgerlichen Welt, und auch der liberalen Bourgeoisie, so dargestellt, als ob es von demjenigen Tsankoffs verschieden wäre. Denn Liaptscheff lieferte »greifbare« Beweise dafür, daß er bereit war, dem Finanzkapital Westeuropas alle Reichtümer Bulgariens zur Verfügung zu stellen, und er hatte schon den englischen Kapitalisten eine ganze Reihe von Konzessionen gewährt, unter anderen diejenige des Handels mit Schweinefleisch und anderen tierischen Produkten, diejenige der Ausbeutung der Wälder des Rhodope-Gebirges u. a. m.

Liaptscheff konnte sich aber noch immer nicht entschließen, in offener Weise um eine Anleihe anzusuchen, welche ihm dazu verhelfen würde, seine Herrschaft zu befestigen. Er präsentierte daher sein Anleiheansuchen unter der Hülle der Motivierung: »um das Schicksal der Flüchtlinge in Bulgarien zu erleichtern«. Es liefen zu seiner Hilfe die Sozialdemokraten, wie Vandervelde, Albert Thomas, der seine Vertrauensleute vom Internationalen Arbeitsamte nach Bulgarien sandte, herbei, um über den Zustand der Flüchtlinge eine Enquete zu veranstalten, und der Völkerbund gewährte auch die Erlaubnis zu einer Anleihe von 2½ Millionen englischer Pfund. Diese Anleihe, die lediglich

ein gewöhnliches, rein finanzielles Geschäft war, wurde als »humanitäre Anleihe« bezeichnet.

Wir haben seinerzeit hervorgehoben, unter welchen drückenden Bedingungen diese »humanitäre« Anleihe abgeschlossen wurde. Die Hoffnungen Liaptscheffs, daß diese Anleihe »zur finanziellen Konsolidierung und zum ökonomischen Wiederaufbau des Landes« verwendet werden würde, das heißt, daß er beträchtliche Beträge in die Kassen der verschiedenen Banken und der verschiedenen Geschäftsmacher und Spekulanten würde fließen lassen können, so daß ihm noch genug Geld übrig bleiben würde, um es seinem militärischen und polizeilichen Staatsapparat zuzuwenden, diese Hoffnungen schlugen fehl. Das Staatsbudget wurde abermals mit neuen 150 bis 200 Millionen Lewas jährlich als Zinsen und Amortisierung dieser Anleihe belastet, ein Betrag von ungefähr 250 Millionen wurde unter den Flüchtlingen verteilt, um ihnen Sand in die Augen zu streuen und um die öffentliche Meinung irrezuführen, und mit dem Reste der bis jetzt erhaltenen Milliarde hat man alte Schulden zu hohen Kursen zahlen müssen, man hat die »Entschädigungssumme« an Declosier zahlen müssen, man hat eine »Entschädigungssumme« an eine englische Gesellschaft für die während der Kriege in Serres und in Gorna-Djunaya verbrannten Tabakdepots zahlen müssen, — bald da bald dort hat man zahlen müssen.

Liaptscheff benötigte aber Geld; selbst wenn es nur unwesentliche Beträge wären. Er benötigte Geld, um seine Offiziere, seine Polizisten, seine Detektive, seine Gendarmen zu zahlen. Er mußte daher eine neue Anleihe abschließen. Den Abschluß einer neuen Anleihe würde er außerdem auch dazu benutzen, um dieselbe der bulgarischen öffentlichen Meinung als ein Zeichen dafür hinzustellen, daß er das Vertrauen der Großmächte genieße, um so seine Macht weiter dauern zu lassen. Liaptscheff und seine Freunde fingen nun an, an Chamberlain Bitten zu richten und zu gleicher Zeit an die Türen aller europäischen Großbanken zu klopfen, daß man ihnen eine neue finanzielle Transaktion gewähre. Als Zwischenhändler fungierte Herr Charron, der Delegierte des Völkerbundes für die Verwaltung der »Flüchtlings-Anleihe. Die Bankiers öffnen aber nicht ihre Kassen für die schönen Augen des Herrn Liaptscheff. Sie wollen ihre Gewinne vollständig garantiert wissen. Sie wollen wohl die bulgarischen Steuerzahler vollständig schinden, nachdem aber diese Anleihe an Liaptscheff unter der Garantie der Chamberlains gewährt wird, wollen sie die bulgarischen Machthaber in die Politik des letzteren engagieren. Man weiß auch, daß die Chamberlains nur die Exekutivorgane der Bankiers und Kapitalisten sind. So wurden die Bedingungen, die an Liaptscheff gewährten Anleihe unerträglich für die bulgarische Volkswirtschaft, außerordentlich schwer für die bulgarischen Finanzen, sie kamen einer vollständigen Unterordnung des ökonomischen Lebens Bulgariens unter die Gewalt der europäischen Kapitalisten gleich.

Vor einigen Wochen hat sich das Finanzkomitee des Völkerbundes mit dem Ansuchen der bulgarischen Delegierten, der Minister Moloff und Buroff, befaßt, der Regierung Liaptscheffs die Abschließung einer Anleihe von 10 bis 15 Millionen englischen Pfund zu erlauben. Das Finanzkomitee hat beschlossen, diese Genehmigung für eine Anleihe von 4,5 Millionen englischen Pfund zu erteilen. Die Regierung Liaptscheffs hält die Bedingungen dieser Anleihe geheim. Man weiß nicht, zu welchem Kurse die Emission erfolgen soll, wie der Zinsfuß sein wird, wie hoch sich die verschiedenen Kommissionen der Zwischenhändler, der Banken, der Minister Liaptscheffs, wie hoch sich die Taxen usw. gestalten werden. Was die politischen Verpflichtungen betrifft, die die Liaptscheff-Regierung gegenüber ihren Herren, den Chamberlains, übernommen hat, das bulgarische Volk wird sie nur früh genug an der eigenen Haut spüren, wann es wieder eine neue Metzerei wird erleiden müssen.

Trotz aller Bemühungen der Liaptscheff-Regierung, alle diese Kombinationen im Hintergrunde zu halten, beunruhigt die Frage der Bedingungen der Anleihe zu sehr das bulgarische Volk, und es versucht, mit allen Mitteln, dieselben zu erfahren. Die ganze Presse in Bulgarien beschäftigt sich mit der Anleihe, und die Regierungszeitungen sind gezwungen, darüber zu schreiben: sie versuchen die angst-erfüllte Bevölkerung zu beschwichtigen, indem sie ihr einreden wollen, daß die Bedingungen der Anleihe ja gar nicht so schwer seien. Das »Sgovoristisches Organ der Bankiers, »Slovo«, bemüht sich, die Welle der unliebsamen Fragen einzudämmen, indem es der Bevölkerung folgende Faselien aufschwätzt: »Geduld, wir dürfen uns nicht, beunruhigen, die Regierung wacht ja mit mütterlicher Liebe über die großen Interessen des Landes...« usw. Liaptscheff hat sich geweigert, auf eine diesbezügliche parlamentarische Anfrage der Opposition zu antworten.

Trotz aller Bemühungen Liaptscheffs und seiner Organe aber, die bulgarische öffentliche Meinung in Unwissenheit über diese Bedingungen zu halten, sind doch einige Informationen durchgesickert und wurden von der lokalen und auswärtigen Presse veröffentlicht, und Liaptscheff und seine Zeitungen waren gezwungen, deren Richtigkeit anzuerkennen. So wurde bekannt, daß sich die bulgarische Regierung verpflichtet hatte, die Nationalbank von Bulgarien, ein staatliches Emissionsinstitut, in eine Aktiengesellschaft umzuwandeln; daß sich die Regierung verpflichtet hatte, 75% der Anleihe zur Zahlung der Staatsschulden, an die Nationalbank und an fremde Banken zu verwenden — Liaptscheff hat selbst die Richtigkeit dieser Angaben in einer Deklaration bestätigt. Als Garantie für den Zinsen- und Amortisierungsdienst hat die bulgarische Regierung die Zolleinnahmen, die 30 bis 40% der gesamten Staatseinnahmen bilden, angeboten. Die Umgestaltung der Nationalbank in eine Aktiengesellschaft soll »nach einiger Zeit« erfolgen, oder, wie es der Minister Moloff dem Spezialkorrespondenten der Wiener »Neuen Freien Presse« mitgeteilt hat, »wann die Bedingungen es gestatten werden«, und der Völkerbund, das heißt der Vertreter der Bankiergruppe, und die bulgarische Regierung werden es zu bestimmen haben, wann diese Zeit gekommen sein wird, »wo die Bedingungen der Umgestaltung« zugetroffen sein werden; mit anderen Worten, die Gruppe der Bankiers, durch das Organ des Völkerbundes, wird der bulgarischen Regierung den Befehl zur Umwandlung der Nationalbank in eine Aktiengesellschaft erteilen, wann sie den für ihre Interessen günstigsten Augenblick für gekommen erachten wird. Inzwischen werden die Gläubiger des bulgarischen Staates in die Nationalbank einen besonderen Vertreter entsenden, der in Wirklichkeit diese Staatsbank leiten wird.

Wir wollen hier diese Bedingungen betrachten und zeigen, welchen Einfluß sie auf das ökonomische Leben des Landes haben werden.

Zu allererst sei festgestellt, daß die bulgarische Regierung keineswegs 4,5 Millionen englische Pfund erhält, sondern einen um 800.000 englische Pfund geringeren Betrag. Denn der Emissionskurs wird nicht höher als 90 sein, und folglich wird sich zuerst ein Minus von 450.000 englischen Pfund ergeben; zweitens wird die bulgarische Regierung, gleich beim Erhalt des Anleihebetrages, die Zinsen und die Amortisation für wenigstens ein Jahr im Voraus zahlen müssen, was ein zweites Minus von 360.000 englischen Pfund ergibt. Wir sehen schon, daß anstatt 4,5 Millionen englischen Pfund die bulgarische Regierung nur noch 3.690.000 englische Pfund erhält. Außerdem aber, falls die bulgarische Regierung den ganzen Betrag der Anleihe nicht sofort einkassiert und sie einen Teil in auswärtigen Banken läßt, so wird sie für die ganze Anleihe 8% für Zinsen und Amortisation zahlen müssen, während sie nur 3 bis 4% erhalten wird, wie es mit der »Flüchtlings-Anleihe« der Fall ist.

Von diesem Betrage von 3.690.000 englischen Pfund wird die bulgarische Regierung, nach ihren eigenen, oben erwähnten Deklarationen, nur die 25%, das heißt 920.000 englische Pfund oder zirka 600 Millionen bulgarische Lewas zu produktiven Zwecken verwenden können. Es ist wahrhaftig überflüssig zu beweisen, wie ungenügend für die Hebung der Produktion des Landes diese Summe ist. Außerdem ist es sicher, daß selbst diese Summe keineswegs dazu verwendet werden wird, den Kleinbauern zur Inventarverschaffung oder den Handwerkern zur Werkzeuganschaffung zu verhelfen, damit diese ihre Produktion vermehren können. Diese Summe wird verschiedenen Großkaufleuten, Großindustriellen, Spekulanten, in erster Linie aber den Familien Buroffs, Gubidelnikoffs, Petrowitschs und anderen wohlbekannteren Narodniak-Spekulanten zugeteilt.

Für den Betrag, welcher von der Anleihe einkassiert werden wird, wird das bulgarische Volk jährlich für Zinsen und Amortisation 350 bis 400 Millionen Lewas zahlen müssen; um diesen Betrag wird also das Ausgabenbudget des Staates vermehrt werden; und nachdem die faschistische Regierung die Gewinne der Bourgeoisie nicht antasten will, wird sie diese neue Last auf die Schultern der unter der Bürde ihrer unerträglichen Steuern schon zerdrückten Kleingrundbesitzer, der besitzlosen Bauern, der Arbeiter überwälzen wollen. Da aber die Kleingrundbesitzer, die besitzlosen Bauern, die Arbeiter, die Handwerker, alle hungern und schon nicht imstande sind, die sie bisher niederdrückenden Steuern zu zahlen, werden sie die neuen Steuern, die Liaptscheff von ihnen einkassieren möchte, überhaupt nicht zahlen können. Es würde sich daraus ergeben, daß die Regierung sich gezwungen sehen würde, das Ausgabenbudget zu vermindern. Dies würde bedeuten, daß sie sich bemühen würde, auf Kosten des Budgets des Unterrichtsministeriums, des Land-

wirtschaftsministeriums, des Verkehrsministeriums, der Eisenbahnen, der Volksgesundheit usw. Ersparnisse zu erzielen. (Die bisher von der bulgarischen faschistischen Regierung angewandte Praxis der Schließung der Schulen und des Abbaues von Lehrern — zirka 6000 Lehrer sind schon auf die Straße geworfen — zeigt zur Genüge, welche Richtung die Regierung Liaptscheffs verfolgt, wenn sie sich zu »Ersparnissen« entschließt.) Alle Verringerungen in diesen Kapiteln sind aber schon über alle Grenzen durchgeführt, so daß auf diesen Gebieten die bulgarische Regierung nicht mehr imstande ist, irgend welche neue Verminderungen vorzunehmen. In den unproduktiven Kapiteln des Budgets aber, in der Armee, der Polizei, der Gendarmerie, wird sie keineswegs Ersparnisse machen wollen, denn die sind ja ihre einzigen Stützen und Helfershelfer. So wird die Liaptscheff-Regierung genötigt sein, die Beträge zur Zahlung der Zinsen und der Amortisation dieser neuen Anleihe aus den Anleihegeldern, die für produktive Zwecke bestimmt sein sollten, nehmen zu müssen.

Wie unerträglich auch für den Staat die aus dieser Anleihe resultierenden neuen Lasten sind, sie bilden nicht die wichtigste Seite der Sache.

Durch die Verpflichtungen, welche die Liaptscheff-Regierung für den Abschluß dieser Anleihe übernommen hat, wird Bulgarien finanziell unterjocht sein und seine ökonomische Unabhängigkeit endgültig verlieren. Durch diese Verpflichtungen wird die Nationalbank von Bulgarien, welche seit der Befreiung Bulgariens vom Joche der Sultane besteht, aufhören, eine Staatsinstitution zu sein, und der bulgarische Staat wird alle seine Rechte auf dieses einzige Emissionsinstitut des Landes verlieren. Der Staat wird die Einnahmen verlieren, die ihm von dieser Bank zugeflossen sind, wenn dieselbe an Private Vorschüsse gewährt hat; er wird, im Gegenteil, selbst Zinsen zahlen müssen für jeden Vorschuß, den er von dieser Bank erhalten wird. Bis jetzt hat selbstverständlich der Staat wohl für diese Vorschüsse Zinsen zahlen müssen, dies war aber nur etwas Fiktives, nachdem die Gewinne der Nationalbank in die Staatskassen geflossen sind. Durch die Umgestaltung der Nationalbank in eine Aktiengesellschaft werden von nun an diese Gewinne in die Kassen der Aktionäre, der Großkapitalisten fließen, und nur aus diesen Kapiteln wird der bulgarische Staat jährlich mehrere Hunderte von Millionen Levass verlieren.

Die Umwandlung der Nationalbank in eine Aktiengesellschaft würde bedeuten, daß die Volkswirtschaft Bulgariens von nun an nicht mehr von Staats wegen, sondern von den Kapitalisten des Landes und hauptsächlich des Auslandes geführt werden wird; es würde bedeuten, daß von nun an nicht mehr der Staat, sondern das Privatkapital wird Banknoten ausgeben, Kredite gewähren können wenn es selbst wünscht, den Zinsfuß erhöhen können, wie es ihm beliebt, u. s. w. Dies bedeutet, daß die Nationalbank von Bulgarien die Rolle der Spekulations-Großbanken spielen wird, mit dem Unterschiede, daß sie dabei auch alle Privilegien einer Staatsbank genießen wird.

Wir wissen, welche Rolle die Großbanken in Bulgarien spielen. Wir wissen, bis zu welchem Grade sie ihre Hilfe der Volkswirtschaft des Landes gewähren: Die Nationalbank von Bulgarien, als Aktiengesellschaft, wird den Großkapitalisten Kredite zu normalem Zinsfuß gewähren, denn diese Kapitalisten werden Aktionäre der Bank sein, denn sie werden an der Direktion und der Kontrolle der Bank teilnehmen; diese Bank wird den Staat, ebenso wie den einzelnen Kaufmann, Industriellen, Handwerker berauben, wenn diese, notgedrungen, sich an sie wenden werden um Kredite zu erhalten.

Das Beispiel der Umgestaltung des einzigen Staatsbergwerkes Bulgariens, des Kohlenbergwerkes von Pernik, in eine autonome Institution, dessen Verwaltungsrat jetzt aus Kapitalisten besteht, die Aktionäre von Privat-Kohlenbergwerken sind, und die für die Perniker Kohle Preise festsetzen, die zwei bis dreimal höher sind als der Gesteinpreis, nur um ihren Privatminen die Möglichkeit zu geben, ihre Kohlen zu immensen Profiten zu verkaufen, zum größten Schaden des Staates und des Volkes — dieses Beispiel ist zu typisch, als daß noch die geringsten Zweifel über die katastrophalen Folgen bestehen könnten, die diese von der Liaptscheff-Regierung übernommenen Verpflichtungen für die Wirtschaft des Landes haben werden.

Bulgarien steht im Begriffe, seine ökonomische und politische Unabhängigkeit endgültig zu verlieren, und deswegen läutet die Oppositionspresse die Alarmglocke — »Lieber gar keine Anleihe, als eine zu so drückenden Bedingungen«, schreien die Zeitungen, selbst jene der bürgerlichen Opposition. Aber die Liaptscheff-Regierung nimmt keine Notiz davon. Sie hat eine Anleihe haben wollen, um jeden Preis, zu allen Bedingungen — sie hat die Anleihe erhalten, indem sie das Land den Kapitalisten und Imperialisten verkauft hat. Sie hat die Anleihe abgeschlossen, um ihre Kreaturen zu bereichern, sie hat die Anleihe abgeschlossen, damit Liaptscheff, Buröff, Moloff, ihre Kommissionen einkassieren, damit die Familien der Buröffs, Gubidelnikoffs, und tutti quanti ihre Vermögen erweitern können, hauptsächlich aber, um alle ihre politischen, polizeilichen, militärischen Organe, die die Hauptstützen ihrer Herrschaft bilden, mit vollen Händen auszahlen und beschenken zu können.

Was die politischen Verpflichtungen betrifft, die diese Regierung übernommen hat, so wird sie das bulgarische Volk erfahren, wenn die Regierung anfangen wird, dieselben auszuführen. Diese Verpflichtungen können nur direkt den Interessen und Gefühlen des bulgarischen Volkes entgegen gesetzt sein, da ja die Anleihe durch die allerhöchste Gunst Chamberlains abgeschlossen worden ist.

Das neue Werk des Verrates der Regierung der Militärliga, wird unter dem bulgarischen Arbeitsvolke noch heftigere Protestaktionen hervorrufen und dessen Kampf gegen das faschistische Regime, gegen die Agenten des west-europäischen Imperialismus immer mehr stärken und kräftigen.

D. Vlakhoff

Der Wille des kroatischen Volkes zur Freiheit

Die Wogen des politischen Kampfes in Jugoslawien gehen wieder sehr hoch. Der Kampf um das nackte politische Dasein steigt unaufhaltsam weiter, die politischen Parteien kämpfen mit staunenswerter Verbissenheit um ihre Parolen. »Gleichberechtigung« — das ist der Schlachtruf in diesem parlamentarischen Redduell. Um diese Parole sammelt sich jetzt das politische Volk in Jugoslawien, um die Geltendmachung dieses Lösungswortes gilt jetzt der entbrannte Kampf!

Die Kroaten sind an diesem Kampfe aktiv beteiligt und an seinem Ausgang hoch interessiert. Seit zehn Jahren dauert dieser Kampf — mit verschiedenen Mitteln, unter verschiedenen Flaggen, mit wechselndem Glück — aber mit immer einem und demselben Ziele: mit dem Ziele: Freiheit!

Auch damals in den folgenschweren Oktobertagen des Schicksalsjahres 1918 bekundete der Wille des kroatischen Volkes klipp und klar, daß es nur seine Freiheit anstrebe und das eigene Selbstbestimmungsrecht fordere. Die kroatischen Soldaten wollten schon am 5. November 1918 die kroatische Republik ausrufen und traten für das Ideal des kroatischen Volkes mutig und offen auf. Auf dem Jelačić-Platze in Zagreb (Agram) kam es bei diesem Anlasse zu einer furchtbaren Metzerei — die kroatische Intelligenz, die im Dienste und Solde der großserbischen Propaganda war, ließ die Maschinengewehre auffahren und durch ihre Söldner auf

kroatische Soldaten schießen! Die Gewehre knatterten, die Salven knallten und das junge Blut begoß den Jelačić-Platz. Von diesem Platze aus hat im Jahre 1848 Jelačić die kroatischen Legionen an die Draugeführt, um gegen die imperialistischen Tendenzen der Magyaren zu protestieren und die politische Selbstständigkeit zu verteidigen. Das kroatische Volk hat seinem Banus hier ein Denkmal errichtet, wie er, auf dem Pferd sitzend, mit gezogenem Säbel gegen Ungarn zeigt — und seine Konationalen so auffordert: immer bereit zu sein, mit Gut und Blut für die Freiheit und Selbstständigkeit zu kämpfen. Gerade auf diesem Freiheitsplatze erstickte die kroatische Bourgeoisie die Erhebung der kroatischen Soldaten im Blut und half kräftig mit, die Freiheit der Kroaten zu begraben.

Diese Bourgeoisie, die jetzt jammert und klagt, hat schon früher durch ihren Vertreter Dr. Trumbić mit der serbischen Regierung in Korfu einen Vertrag abgeschlossen und ihr die Rechte des kroatischen Volkes ausgeliefert. Dieser Vertrag, der unter dem Namen »Deklaration von Corfu« bekannt ist, anerkennt zwei großserbische Thesen: die berichtigte Theorie der nationalen Einheit dreier Völker: der Serben, Kroaten und Slowenen, und die monarchistische Einrichtung des neuen Staates. Mit der Anerkennung der ersten These verleugnete die kroatische Bourgeoisie und ihr Führer Trumbić die politische, nationale und kulturelle Individualität der Kroaten. Mit der zweiten These von der monarchisti-

schen Einrichtung des Vereinigten Staates schuf Trumbić mit seinen Anhängern Fesseln seinem eigenen Volke, weil die Monarchie mit ihrem militärischen Systeme naturgemäß eine Verneinung jeder freiheitlichen Bestrebung in einem Nationalitätenstaate — und S.H.S. ist eben ein Nationalitätenstaat — nach sich zieht. Die Monarchie verfolgt selbstverständlich zuerst ihre eigenen Familieninteressen und unterstützt sie mit diesen verbundenen Sonderinteressen eines Stammes, einer Sippe, einer Klasse oder sogar einer Clique. Die Geschichte zeigt uns eine Menge dieser Beispiele. Man braucht nicht lang und nicht tief in den Geschichtsbüchern stöbern, man stoßt sofort auf warnende Beispiele der unmittelbaren Vergangenheit — man denke nur an die Habsburger, Hohenzollern, Wittelsbacher, in unserer Nachbarschaft an Ferdinand Koburg, Nikolaus von Montenegro, Georg von Griechenland. Das alles war natürlich der kroatischen Bourgeoisie sehr gut bekannt, aber sie suchte zuerst ihre Interessen zu schützen und zu wahren, um alles andere kümmerte sie sich kaum. Nur die Sorge um eigene Interessen läßt uns die wahnsinnige Begeisterung des kroatischen Bürgertums und der Intelligenz, mit welcher diese die Ankunft der Militärtruppen des Königs Alexander begrüßten, erklären. Sie wollten unter allen Umständen in den damaligen Revolutionstagen vor unerwarteten Ueberraschungen sicher sein. Man denke an die Stimmung der heimkehrenden Soldaten, an die Rückkehr der Kriegsgefangenen aus Rußland, welche die große russische Revolution erlebt und ihre Folge aus der Nähe gesehen hatten.

Aber die kroatischen Bourgeoisie- und Intelligenzkreise haben die Rechnung ohne den Wirt gemacht. Der Mohr hat seine Schuldigkeit getan — der Mohr kann gehen. Die serbische Bourgeoisie wollte in die Teilung der Macht nicht einwilligen und Pašić setzte Trumbić vor die Türe.

Dann begann das zehnjährige Martyrium des kroatischen Volkes. Die kroatischen Länder wurden eine willkommene Kolonie der großserbischen Bourgeoisie und die Kroaten Freiwild der Polizeibehörden. Die großserbische Verwaltung hat aus einst blühenden Ländern eine Wüste gemacht und die einst wohlhabende Bevölkerung an den Bettelstab gebracht. Die Gewalthaber wollten sich dadurch nicht nur bereichern, sondern auch den Widerstand der arm gewordenen Bevölkerung leichter brechen. In den Spalten der »Balkan-Föderation« wurde oft das Schicksal der Kroaten geschildert, öfters wurde über deren unmenschliche Ausbeutung berichtet. Den Lesern ist auch der Kampfesmut der Kroaten zur Genüge bekannt. An dem Mut der drei-

ten Volksmassen hat es wahrlich nicht gefehlt, aber an Mut und Festigkeit der Führer!

Doch jetzt laufen täglich die Nachrichten aus allen kroatischen Gauen ein, daß eine neue Bewegung unter dem Volke im Gange ist, die geeignet ist, wie ein Lauffeuer alle Volksteile zu erobern und siegreich zu den alten Zielen und Idealen zu führen.

In Kroatien und der Wojwodina, in Dalmatien und Bosnien, in der Herzegovina und Montenegro vereinigen sich die kroatischen und serbischen Bauern und wollen in enger Verbindung mit den städtischen Arbeitern ihren Entscheidungskampf ausfechten. Die bisherige Macht der Bourgeoisie und städtischen Intelligenzkreise lag eben in der beabsichtigten Spaltung der kroatischen und serbischen Bauern, indem die Bourgeoisie die bestehenden konfessionellen und nationalen Unterschiede großzüchtete und zu eigenem Vorteil ausbeutete.

Als die Hungersnot an die Türe der kroatischen und serbischen Bauern gleich klopfte, da sahen diese ein, daß sie bis jetzt nur ein Opfer eines irrtümlichen Nationalismus und Werkzeug der Profitpatrioten waren. Die Not war auch in diesem Falle die beste Schule.

Die Verständigung der kroatischen und serbischen Bauern in kroatischen Ländern reißt der Regierung »ihr Ulster« aus der Hand und damit auch das mächtigste Mittel im Kampfe gegen die Freiheitsbestrebungen der Kroaten.

Die Hungersnot, die jetzt beinahe in allen Gebieten dieses der Save und Drina wüthet, insbesondere in Montenegro, Herzegovina, Dalmatien und dem kroatischen Küstenlande (Lika inbegriffen), hat dem werktätigen Volke klar die chauvinistische und imperialistische Politik und ihre Folgen vor die Augen geführt, so daß das Menschliche und Soziale in den Vordergrund trat und Mittelpunkt jener Bewegung geworden ist.

Aus allen Kreisen kommen die Aufforderungen im Kampfe auszuharren — bis zum Enderfolg! Mit furchterregender Entschlossenheit wollen die Unterdrückten und Ausgebeuteten diesen Enderfolg sichern. Vorläufig unterstützen sie aus taktischen Gründen den Kampf Radić-Pribićević gegen die großserbische Hegemonie. Im geeigneten Momente werden die richtigen Männer die geeinten Bauern und Arbeiter zu ihrem alten Ideale führen: zur Föderation. Der Wille zur Freiheit herrscht in allen Gliedern und er wird uns in absehbarer Zeit die Verwirklichung unserer Ideale sichern.

Tomislav Stanić.

Cyprens 50 jährige Knechtschaft

Der englische Imperialismus feiert die 50jährige Landnahme der Insel Cypern. Altgriechischer Boden wurde vor 50 Jahren, ohne das griechische Volk zu befragen, der britischen Okkupation überantwortet. Die durch den russisch-türkischen Krieg zur Ohnmacht verurteilte und durch den Frieden von St. Stefano gedemütigte Türkei war bereit, den Großmächten Provinz um Provinz aufzuopfern, um nur die feudale Herrschaft der Agas und Spahis und um die politische Existenz des »kranken Mannes« am Bosphorus aufrecht zu erhalten. Der Berliner Kongreß, der die Existenz der Türkei als einer europäischen Großmacht für einige Jahre aufrecht erhielt, hat Cypern England überantwortet. Aus der türkischen Fremdherrschaft kamen die Griechen Cyperns unter das britische Joch. Seit 50 Jahren wuchert die »zivilisatorische« Tätigkeit des englischen Imperialismus auf den griechischen Bauernmassen von Cypern. Die Rechte britischer Dominions wurden dem okkupierten Lande natürlich nicht zugesprochen. Cypern war Objekt, nicht Subjekt der englischen Politik. Als Flottenstützpunkt von Wichtigkeit blieb es in englischen Händen als Garantie für die Erschließung des asiatischen Besitzstandes der Türkei durch den englischen Imperialismus.

Als 1908 die österreichisch-ungarische Monarchie die Annexion von Bosnien proklamierte, um die Lebensfähigkeit der innerlich morschen Völkerbastille zu beweisen, blieb England hinter dem habsburgischen Beispiel nicht zurück. Auch Cypern wurde annektiert. Cypern wurde britischer Besitz, und die grüne Fahne wurde vom Kastell heruntergeholt, um dem Union-Jack Platz zu machen.

Cypern, bisher eine türkische Provinz unter englischer Verwaltung, wurde britischer Boden, allerdings britischer Boden ohne umfassende Selbstverwaltung. Die neue Verfassung zog die Bevölkerung wohl zur Mitberatung heran, aber verfügungsberechtigt blieben nach wie vor die britischen

Beamten, die das Joch der türkischen Administration, die brutale Unkultur osmanischer Verwaltungskünste durch die systematische Ausbeutung englischer Kolonisationsideen ersetzten oder doch ergänzten. Cypern war englisch geworden, aber seine Ausbeutung hatte nur die Form gewechselt. Das innere Verhältnis blieb unangetastet. Schwer wuchert die Fremdherrschaft auf dem Nacken des griechischen Volkes. Das englische Kapital begann seine »friedliche Durchdringung«. Die extensive Landwirtschaft wurde zwar nicht wesentlich gehoben, die vernachlässigten Bewässerungsanlagen nicht vollkommen wiederhergestellt, aber das türkische Steuersystem wurde zum größten Teile beibehalten. Die Engländer hielten es als »Verwalter«, wie später auch als »gesetzliche« Herrscher des Landes, für viel bequemer, die übelste Tradition des türkischen Feudalismus aufrecht erhalten zu lassen, als prinzipiell Neues zu schaffen. Dennoch mußte der britische Imperialismus im eigenen Interesse versuchen, wenigstens teilweise die Bodenschätze zu heben, den Verkehr auszugestalten, und die Gewinne des englischen Kapitals stiegen ins Unermeßliche. Die schlimmsten Ueberlieferungen asiatischer Ausbeutungstendenzen wurden verbunden mit den neuesten Errungenschaften der Technik.

So wurde Cypern »modernisiert«. Im Dienste der Fremden und für deren Interessen wurde die Insel kapitalistisch erschlossen und jede Regung der autochthonen hellenischen Bevölkerung mit Gewalt niedergehalten.

Die Griechen von Cypern haben das Unglück, durch Jahrhunderte brutaler Fremdherrschaft überliefert gewesen zu sein. Die ruhmreichen Traditionen aus der Zeit des Altertums, im Kampfe gegen persische Fremdherrschaft, gerieten in Vergessenheit, und schon zur Zeit der Kreuzzüge wurde die Insel von einer landfremden Dynastie regiert. Englischer Geschäftsgeist hat damals zum ersten Male das Gebiet sich untertan gemacht und die Ritter

der Elle von heute, die berüchtigten »Profiteers«, die Reeder und Fabrikanten fühlen sich als legitime Erben von Richard Löwenherz, der es auch verstanden hätte hochkultivierten Völkern eine Fremdherrschaft aufzuzwingen.

Trotz der Fremdherrschaft der Venetianer, trotz der jahrhundertlangen Türkenherrschaft blieb der griechische Charakter der Insel gewahrt und griechische Kultur und griechisches Nationalbewußtsein fanden auch unter dem brutalen und volksfremden Osmanenregime eine Heimstatt. Als vor 50 Jahren im großen Völkerschächer zu Berlin die Engländer sich die Revision des St.-Stefano-Vertrages von ihren türkischen Freunden bezahlen ließen, glaubte sich Cypern befreit. Das griechische Volk der Insel hoffte, daß das neue, das »christliche Regime«, den Bedürfnissen der griechischen bäuerlichen Massen entsprechen werde. Dies ist nicht geschehen. Die autochthone Bevölkerung blieb von der Verwaltung ausgeschlossen, und wenn sie auch beraten durfte, die Entscheidung lag in Händen des landfremden Gouverneurs.

Das britische Empire hat einer Reihe von Kolonien Selbstverwaltung einräumen müssen. Der Australische Bund, das Dominion of Canada, die Union von Südafrika, Irland sind selbständige Staaten geworden, deren Zugehörigkeit zum englischen Imperium auf dem mehr oder minder »freien« Entschluß der Bundesglieder beruht. Aber neben den britischen Vollbürgern, die das alte liberale Prinzip des »government by consent«, der »Regierung unter Zustimmung der Regierten«, in jahrelangem Streite dem Mutterlande abgerungen haben, stehen die »Passiv-Briten«, die heute noch Erziehungsobjekte des britischen Imperialismus geblieben sind, die Bewohner der Kronkolonien und der Gebiete ohne umfassende Selbstverwaltung. Der britische Imperialismus, der eben daran geht, unter seiner Führung eine heilige Allianz der kapitalistischen Interessenten gegen die Sowjetunion zu organisieren, verweigert den Kolonien selbst die Freiheit, welche die Dominions sich erstritten.

Aber der Widerstand ist erwacht. Im großen britischen Kolonialreiche hat die passive und aktive Resistenz der rechtlosen Völker den Machtapparat der englischen Herren nicht unbedeutend gefährdet. Selbst in Irland ist trotz aller Sonderrechte die Unabhängigkeitsbewegung nicht erlahmt. In Indien hat die verfassungsberatende Simon-Kommission das ganze indische Volk gegen sich mobilisiert, und auf dem indischen Nationalkongresse war ein starker Flügel vertreten, der den Uebergang der passiven Nocooperation zum aktiven Kampf befürworten wollte.

In Afrika gewinnt der Nationalkongreß der Neger immer größere Bedeutung, und der Triumphzug des Generalpräsidenten der Negerbewegung, Gumede, nach seiner Rückkehr von der 10-Jahres-Feier in Moskau beweist das Erstarren der Aktivität für eine »freie Republik aller Rassen in Afrika«. Die nationalrevolutionären Bewegungen in allen englischen Kolonien sind die verdiente Antwort auf ein rücksichtsloses Ausbeutungssystem, und der englische Imperialismus wird vor die Alternative gestellt, entweder den Kreis der Dominions zu erweitern und damit den unmittelbaren Einfluß der englischen Bourgeoisie zu verringern, oder den Kampf gegen die gesamte Kolonialbevölkerung aufzunehmen.

Das britische Empire könnte mit den Buren Frieden schließen, um sie als Garanten der imperialistischen Inter-

essen gegen die Farbigen zu gebrauchen. Es könnte die Franzosen Kanadas gegen die Wünsche des amerikanischen Imperialismus mobilisieren. Den übrigen Völkern kann und will der britische Imperialismus keine Konzessionen machen, denn selbst ein Spiel mit dem Selbstbestimmungsrechte müßte die Kräfte auslösen, welche das Selbstbestimmungsrecht aller unterdrückten Völker erzwingen würde.

Zu den unterjochten Völkern minderen Rechtes gehört auch das griechische Volk in Cypern. Sein Selbstbestimmungsrecht ist ihm geraubt; der Fremdherrschaft preisgegeben, ist es außerstande sich selbst zu befreien, so lange die Griechen des Mutterlandes freiwillig selbst das Joch des englischen Imperialismus auf ihre Schultern nehmen. Die Griechen von Cypern haben wiederholt in eindeutiger Weise für die panhellenistische Idee demonstriert. Die 50-Jahr-Feier war der Anlaß großer Kundgebungen für die Vereinigung aller Griechen in einem Staate. Die Griechen von Cypern können ihr von den britischen Eroberern zertretenes Selbstbestimmungsrecht nur geltend machen, wenn sie sich eingliedern in die antiimperialistische Front, in deren Reihen die Völker des fernen Ostens und Afrikas, wie die Besten der englischen Arbeiter stehen und kämpfen. Einen wirklichen Erfolg wird die nationale Befreiungsbewegung Cyperns aber nur dann erringen, wenn Pan-Hellas sich einen mächtigen Bundesgenossen sichert durch die Verbrüderung mit den übrigen Balkanvölkern. Nur im Rahmen einer Balkanföderation ist die Mobilisierung aller Kräfte gegen den englisch-italienischen Imperialismus möglich. Nur eine Balkanföderation, die sich stützt auf das Bewußtsein ihrer werktätigen Bürger, kann den alten Anspruch des griechischen Volkes auf Cypern und das unter faschistischer Tyrannei seufzende Dodekanesos-Gebiet sichern.

50 Jahre sind seit der Okkupation Cyperns verfloßen. Das griechische Volk hat auf seine Ansprüche niemals verzichtet und es erhebt von neuem seine Anklage gegen die Fremdherrschaft, welche die Vereinigung Pan-Hellas verhindert. England mit seinen imperialistischen Machthabern wird Cypern, dessen militärische und wirtschaftliche Bedeutung unverkennbar ist, niemals so freiwillig räumen, wie dies einst mit den Jonischen Inseln geschah. Um Cypern muß gekämpft werden! Die Empörung der unterdrückten Kolonialvölker des Empires, der Zusammenschluß aller Balkanvölker zu einer unauflösbaren Föderation schaffen dazu die Voraussetzung.

Unser Landsmann Politis hat in der vorbereitenden Abrüstungskommission in Genf die Worte gesprochen: »Auch in der Familie der Völker gibt es Verbrecher, gegen die man sich schützen muß.« Politis ist ein imperialistischer Agent. Sein Streben gilt der Vereinigung aller imperialistischen Machthaber gegen jede revolutionäre Bewegung. Dennoch sind die Worte unseres Staatsmannes zu beherzigen, aber anders, als er meint. Es gilt den Zusammenschluß aller Balkanvölker herbeizuführen, um die fremden Kolonisatoren zu vertreiben, die griechischen Boden fremder Unterdrückung überantworten. 50 Jahre nach der Okkupation erhebt das griechische Volk von neuem seinen Anspruch. Nur die Föderation der befreiten Balkanvölker, geeint gegen den fremden Imperialismus, kann die panhellenistische Idee zu Wahrheit machen.

Melingos

Protogeroff befiehlt immer Morde für Rechnung der bulgarischen Militärliga

Gar oft haben wir in den Spalten dieser Zeitschrift die Söldner-Rolle hervorgehoben, welche Protogeroff und seine Helfershelfer in der Innenpolitik des jetzigen Bulgariens inne haben. Gar oft haben wir durch Tatsachen bewiesen, wie diese Verräter an der mazedonischen Sache stets an der Ermordung und Unterdrückung der bulgarischen Arbeiterklasse und werktätigen Massen einen regen Anteil genommen haben und immer mehr nehmen. Erst kürzlich haben wir die Todesdrohungen veröffentlicht, welche sie zu wiederholten Malen gegen den Chefredakteur der mutigen Zeitung »Nowini« ausgesprochen haben, indem sie ihn aufgefordert haben, jedwede Veröffentlichung über Mazedonien zu unterlassen, denn die »Nowini« enthüllte die Politik der westeuropäischen Imperialisten und der faschistischen Balkan-Regierungen gegenüber den unterdrückten Völkern und werktätigen Massen der Balkanhalbinsel, denn sie verteidigte die heilige Sache der Darbenden. In dem Kampfe, den die bulgarischen Arbeiter für die Verbesserung ihres traurigen Schicksals führen haben die Führer der Protogeroff-Organisation

stets ihre Leute gesandt, um die Arbeiter einzuschüchtern und ihren Kampfwillen zu brechen; mit solchen Mitteln haben sie immer getrachtet, sich die Gunst der bulgarischen Kapitalisten zu sichern. So handelten sie in einer besonders empörenden Art während des Tabakarbeiterstreikes im vorigen Jahre. Während der parlamentarischen Wahlen von 1927 durchkreuzten sie das ganze Land, um überall die Wähler einzuschüchtern, zu terrorisieren, um zu zwingen, für die Regierungspartei, den Demokratischen Sgowor, zu wählen. Ueberall, wo die Regierung irgend eine Aktion gegen die Arbeiter oder die Bauern unternimmt, ist diese Organisation immer an der Seite der Unterdrücker.

Der aus Stip gebürtige Professor Todor H. Pawloff, Gelehrter und talentvoller Journalist, gegenwärtig politischer Häftling im Gefängnisse von Philippopol, hat der bulgarischen und auswärtigen Presse einen an die Protogeroff-Organisation gerichteten offenen Brief gesandt, mit welchem er ein neues Verbrechen enthüllt, welches diese niederträchtigen Söldner für Rechnung der bulgarischen Militärliga auszuführen versuchten.

Man sieht aus diesem Brief, dass die Protogeroff-Organisation den Professor Pawloff ermorden lassen wollte und dass es nur einem Zufalle zu verdanken ist, dass der berühmte Gelehrte dem Tode hat entrinnen können.

Unsere Leser werden sich an Professor Todor Pawloff erinnern: vor dem Sofioter Gerichte hatte er am 2. Mai v. J. mit energischen Worten seine Anschauungen verteidigt. Die bulgarischen Behörden hatten es nicht zugelassen, dass die Rechtsanwälte Kurt Rosenfeld, Mitglied des Reichstags, und Dr. Richter, aus Wien, die Verteidigung Pawloffs übernehmen und hätten sie aus Bulgarien ausgewiesen. Professor Pawloff ist auch der Verfasser wertvoller wissenschaftlicher Arbeiten. Nach seiner Verurteilung hat die bulgarische faschistische Regierung zweimal versucht,

sich des einflussreichen und gefürchteten Gegners zu entledigen, ihn „spurlos“ verschwinden zu lassen. Nun bilden die Enthüllungen des Professors Pawloff in seinem offenen Briefe einen neuen Beweis für die intimen Bande, welche zwischen der bulgarischen Militärliga und Protogeroff und seinen Banditen bestehen. Sie werden einen jeden ehrlichen Menschen empören gegen das, was jetzt in Bulgarien vor sich geht, wo die Protogeroffs die Ermordung der politischen Gegner der jetzigen bulgarischen Regierung organisieren.

In Anbetracht der Wichtigkeit der Enthüllungen des Professors Pawloff veröffentlichen wir nachfolgend seinen offenen Brief:

„An das Zentral-Komitee der ORIM“ (Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation):

Vor einigen Tagen hat der Gefängniswärter Toma Duntscheff vom Philippopler Gefängnis, wo ich mich gegenwärtig infolge meiner Verurteilung befinde, den für gewöhnliche Verbrechen Verurteilten: Iwan Scharkeloff, Stoyan Nikoloff, Angel Dimitroff und Jossif Tsoutsouloff heimlich einen Brief ihres hiesigen Vertreters A(ngo) P(opoff) übermittelt. Es stand in diesem Briefe, daß diejenigen, die den für gemeine Verbrechen Verurteilten Marin Adamoff und Todor Pawloff ermorden würden, sofort in Freiheit gesetzt würden. Der Gefängniswärter Duntscheff überredete die vier obgenannten Häftlinge und diese beschlossen, den Mord zu vollbringen und teilten ihr Vorhaben auch anderen Häftlingen mit, um sich deren Hilfe zu sichern. Der Plan wurde ursprünglich folgendermaßen festgesetzt: Im Haupteingange des Gefängnisses (Djumaya) sollen zwei von den vier obgenannten Häftlingen den Marin Adamoff ermorden, und die anderen, in der Panik und der Ansammlung, die dann erfolgen würde, sollten Todor Pawloff ermorden. Falls dies nicht auf diese Weise gelänge, sollte Todor Pawloff aufgefordert werden, zwecks kameradschaftlicher Unterhaltung in das Zimmer Nr. 10 zu kommen, und dort sollte er ermordet werden mit Dolchen, welche man im Vorhinein den obgenannten Häftlingen, sowie anderen vier Häftlingen, von denen ich nur zwei namentlich kenne, Georgi Wikoff und Arif Masneff, verteilen sollte. Marin Adamoff erfuhr rechtzeitig den gegen ihn geplanten Mord, schlug Lärm, ohne aber die Namen der Verschwörer anzugeben. Nun, nach dem, was der Gefängniswärter Duntscheff seinen vier Vertrauten erzählte, wurde darauf Marin Adamoff »anderswohin transferiert«, während des »Transportes« auf dem Bahnhofe von Stara-Sagora entführt, nach Yakoruda (Ort zwischen Pasardjik und Newrokop) gebracht, und dort ermordet. Später wurde mir der gegen mich geschmiedete Plan in seiner Gänze enthüllt. Ich war ganz erstaunt und weigerte mich zuerst, daran zu glauben. Ich erfuhr aber in der Folge, daß diese Enthüllungen absolut wahr waren, daß der Brief von A. P. authentisch war, daß meine Ermordung tatsächlich beschlossen worden war, und daß tatsächlich zu diesem Zwecke unter den obgenannten Häftlingen Dolche verteilt worden waren.

Da der Schutz meines Lebens für mich nicht die allerwichtigste Frage ist, richte ich nun diesen Brief an Sie und erkläre Ihnen: Ich kann mich noch nicht bis zu diesem Momente endgültig entschließen, es anzunehmen, daß das Zentral-Komitee der ORIM Todesurteile aussprechen kann gegen Menschen, die niemals Mitglieder der ORIM waren, die niemals etwas mit ihr zu tun gehabt haben, und die folglich selbst nach den eigenen Statuten der ORIM nicht »verurteilt« werden können. Mein einziges Verbrechen, falls dies ein Verbrechen sein sollte, ist, daß ich mich ideologisch und politisch auf einer anderen Linie befinde, als Ihr. Ich kann mir aber nicht vorstellen, daß für einen solchen Fall ein Todesurteil von Ihnen ausgesprochen werden könnte, besonders wenn der Betreffende, wie dies jetzt mit mir der Fall ist, sich im Gefängnis befindet, die Hände gebunden, den Mund geknebelt. Soviel ich weiß, von Seiten der ORIM, von Gotse Deltscheff und Dame Grueff, ist eine solche Handlungsweise niemals vorgekommen, konnte niemals vorkommen.

Jedoch, der Brief von A. P. ist eine Tatsache. Falls er ihn nicht von den lokalen Faktoren oder ihren Vorge-

setzten diktiert wurde, die meine politischen Gegner sind und die es schon wiederholt versucht haben, mich zu töten, so kann er nur von Ihnen diktiert sein. Falls Sie tatsächlich beschlossen haben, Ihre Mitbürger in deren Abwesenheit zu richten und zu verurteilen, nur wegen ihrer politischen Gesinnungen, so haben Sie durch diese Handlungsweise tatsächlich ein furchtbares Urteil ausgesprochen, auf alle Fälle aber nicht gegen mich.

Ich wiederhole es aber: Ich möchte noch nicht annehmen, daß dies möglich sein könnte; es könnte sich vielleicht um einen Uebereifer oder Machtmißbrauch seitens A. P. oder des Gefängniswärters Duntscheff handeln, und dann werden Sie sofort das Nötige veranlassen, damit dem Mordprojekte ein Halt geboten wird; denn, falls dieser Mord ausgeübt werden sollte, würde er eine schwarze Seite in der Geschichte der Mazedonischen Revolution bilden. Falls aber A. P. und der Wärter Duntscheff auf Ihren ausdrücklichen Befehl gehandelt haben und handeln, so bitte ich Sie, den Mut zu haben, mir mitzuteilen, welche Gründe es sind, die Ihnen diesen Ihren Beschluß diktiert haben.

Meine Ideen- und politischen Gesinnungs-Kameraden werden verfolgt, verurteilt, terrorisiert, massenhaft ermordet in Serbien, in Griechenland, in Rumänien, in Bessarabien wegen ihrer mutigen, konsequenten, aufopferungsvollen Propaganda und Kämpfe für die Befreiung Mazedoniens, Thraziens, der Dobrudja, Bessarabiens und des Kreises von Zaribrod. Der Bukarester Prozeß gegen Boris Stefanoff, die letzten gegen die Revolutionäre ausgesprochenen Verurteilungen in Skopje, die Verfolgungen gegen die ganze kommunistische Parlamentariergruppe in Athen, gegen die kommunistische Partei in Griechenland, gegen die Gewerkschaften usw. sind einige neuerliche Beweise dafür. Ich persönlich bin dreimal von der bulgarischen faschistischen Regierung verurteilt worden wegen meiner Ideen, meiner Propaganda zu Gunsten der Einheitsfront der unterdrückten Völker und Klassen des Balkans, der Föderation der freien Balkanvölker, und gegen die Urheber der Verträge von Berlin, Neuilly, Trianon usw. Ich wurde verurteilt, weil ich mich auflehnte und auflehne gegen den Verkauf der Unabhängigkeit und der Zukunft meines Volkes an diejenigen, die seine Henker sind und bleiben werden, bis sich die Völker selbst aus ihrem Joch befreien: an die imperialistischen Regierungen aller Art, aller Länder; weil ich den Frieden will und die Vereinigung mit dem freien russischen Volke, dem einzigen Verteidiger und aufrichtigen und mächtigen Verbündeten aller unterdrückten und ausgebeuteten Völker und Klassen der ganzen Welt. Haben Sie jetzt die Aufgabe übernommen, mir den Schlußpunkt zu setzen? Dann bitte! Ich bin entwaffnet, gefesselt, geknebelt, und stehe zu Ihrer Verfügung. Aber die Völker Bulgariens, Mazedoniens, Serbiens, Griechenlands, Thraziens, der Dobrudja, Rumäniens werden schließlich doch einmal frei sein!

Es lebe die Föderative Balkan-Republik!

Es lebe die Einheitsfront der unterdrückten und unterjochten Völker und Klassen des Balkans, der ganzen Welt!

Todor H. Pawloff

vormalig Professor und Journalist,
gegenwärtig politischer Häftling im Gefängnis zu Philippopel.

Philippopel, Bezirks-Gefängnis, den 29. Februar 1928.

Politische Prozesse gegen Mazedonier

(Brief aus Stip.)

Am 28. Jänner hat, auf Grundlage des Staatsschutzgesetzes der Prozeß gegen die fünf mazedonischen Arbeiter und Handwerker Dimitr Sografski, Peter Waradinoff, Ivan Petroff, Pawe Sartscheff und Ilia Woinoff stattgefunden. Sie

waren angeklagt, eine Organisation der kommunistischen Jugend gebildet zu haben. Unter diesem Vorwande ist es, daß die Behörden, auf Grund des obgenannten drakonischen Staatsschutzgesetzes, alle die Mazedonier, die einen Einfluß auf ihre Mitbürger haben, zu schweren Strafen verurteilen. Die fünf angeklagten Mazedonier waren beliebte und angesehene Leute, und deshalb suchten die Behörden nur eine Gelegenheit, um sie ins Gefängnis zu werfen. Die Ermor-

ding des Generals Kovatschewitsch lieferte ihnen diese Gelegenheit. In der Nacht des Attentats selbst, wurden diese fünf Mazedonier arretiert und ins Gefängnis geworfen, wo sie die unmenschlichsten Martern erleiden mußten, damit sie es »eingestehen«, daß sie Mitglieder einer revolutionären mazedonischen Organisation oder der kommunistischen Partei seien. Die Verhafteten wiesen jedoch jede Anschuldigung ihrer Henker zurück. Folglich konnten sie nicht auf Basis ihrer eigenen »Geständnisse« unter Anklage gestellt werden. Da haben die Henker nach »Zeugen« gesucht und haben auch einen ihrer Leute gefunden, der vor Gericht für alles, was nur der Staatsanwalt wollte, Zeugenschaft ablegte. Dies war der einzige »Beweis« der Anklage. Die Verteidiger, die Rechtsanwälte Grubischitsch und Yanakieff aus Skopje, haben die völlige Unstichhaltigkeit des ganzen Materials der Staatsanwaltschaft in ausführlichster Weise bewiesen. Dann hielt Sografski, im Namen aller Angeklagten eine Ansprache, in welcher er die inquisitorischen Folttern, welche sie erleiden mußten beschrieb. Sie waren durch In-

dividuen verhaftet worden, welche von diesem selben Gerichte zum Tode verurteilt waren, welche aber gleich nach der Ermordung des Generals Kovatschewitsch in Freiheit gesetzt wurden. Waffen bekamen, nach der Stadt rasten und dort Dutzende von Mazedoniern angriffen, schlugen, fesselten und ins Gefängnis führten. Viele dieser Mazedonier verschwanden »spurlos« in jenen schrecklichen Nächten. Dann machte Sografski eine erschütternde Beschreibung der Tyrannei und des Terrors, welche in Mazedonien wüthen. Nicht Sografski und seine Kameraden waren die Angeklagten, sondern die blutigen Satrapen Belgrads.

Das Gericht hat abermals gewohnheitsmäßig seine wohlbekanntesten barbarischen Urteile ausgesprochen: Sografski und Waradinoff wurden zu je 4 Jahren Gefängnis verurteilt, Petroff und Woiroff zu je 3 Jahren, und Sartscheff wurde freigesprochen. Sografski und seine Kameraden nahmen diese Urteile mit Kaltblütigkeit entgegen, und die Anwesenden drückten diesen tapferen Mazedoniern ihre Gefühle der Sympathie und der Brüderlichkeit aus.

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJÛR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Muzikantet ne Shqypni

II.

Kapitulata e Tiranes e Kosova

Me t' u nënshkrue traktati italo-shqypar (22. XII, 1927) u ringjall në botën t' onë, mbrenda e perjashta, ajo frymë proteksioniste qe, kah fundi i janarit 1920, nguli këmbë pa fitim në shkatrimin e livizjes së Lushnjes. U ringjall, po themi, kurse proteksionistët besuen se ylli i sabahit per të agovi dhe agovi per jetë. E, aty per aty fillovi të duket nëper selamllëket e tyne të qerpiqta fotografija »agrandie« e Duçes. Sikur jam edhe tue pa surdarin e Alizotave e të Verlacave, sikur jam edhe tue i ndi: »Tash u rahatim, tash jemi sigurt; kemi koxha nji Itali... Vdiq ma per nëe reziku i jetes... Qetësi per pasunit rona... Aride të rrjedhi si ujt e do të thuhet, dhe nji herë në Shqypni, se paskemi pas këne ma të mëçmitë vendit... Po ata budallajt?... Nji grusht popull si mund të jetojte pa kërpesh? E kush se? Ky popull per dreq, ky popull qe per pak, na çbiu, na pervlojë e na hângri per së gjalli eti, etj.

Shpejt e harruen Zogun, mretin e tyne të djeshëm. Mussolini u dukej aq i madh, aq i hëshëm, mû si Sulltani dikur. E kajherë, per t' a gënyë ma-së-miri popullin e shkretë: »U sigurue edhe Shpëtimi i Kosovës... Shqypnia dotë smadhohet... Mussolini si mund t' a durojë Jugosllavin në Kosovë?... Ay ka bā bee me i dermue serbët etj.«

»Bon giorno, bona sera... Bona notte...«

Mû si dikur në Shkodrë na u bā dhe nji herë a la modë... E, çdo ditë pak ma teper u shtue numri i vizitorve n' ambasadë e nder konsulatat e Duçes... Roma, nji Stamboll i dytë e kabinet e kabinetit privatë i Mussolinit selamllëku i Tahir pash Krajes në Jeldëz... Krejt rrugat e Shqypnis mbushë me emissarët e Duçes në çdo uniformë...

Dishika edhe ma per dreq: vala proteksioniste mori emigraten t' onë, mû ata qi, po bāhen tri vjet e ma, i mbyti nostalgia nëper rrugat e mdhaja të botes, vetëm e vetëm sherri i kopilis së Mussolinit... Shum i fort paska pas këne mikrobi i injektum më 1919, 20 prej Kastoldave me Shokë... Kapitulata e Tiranes u perfytyrue prejs sosh, si fer-man shpëtimi, si rilindje... Kultukat e prarume u siguren dhe nji herë... Maloku do të hiki... do të çduket... O Duçe, t' u bāshim kurban... na edhe Shqypnia... Po sie Alizotat e Verlacat në Shqypni fillovi jryshri i tyne, i hudhen maskat, në ledinë o trima: »Edhe disa disa ditë e jemi jo vetëm në Shqypni por edhe në Kosovë... Atje populli ka bā dasëm... Bakllavat deri më ngjû, këngë e valle më katrë anë... Po t' fil-

lojë luften Italia na ka per ushtarë besnik... Krejt Kosova do të jetë në këmbë, pse ajo krejt shpresen e ka lidhë ke Mussolini... Asht bā ma façistë se vet Duçea... Avanti, o Duçe, avanti se na kee per së gjalli e per së deknë...«

E shkreta, e zeza moj Kosovë... U bāne, ma në iund, maska e çfrytimeve...

Kosova i ka hallet e veta. Atje mretnon nji sundim kassapi. Populli ka luf tue e po lufton per lirit e veta. Aleksandri bashk me krejt kamarillen e vet »Bjelo Ruken« kan fitue vetëm mnin e popullit. Aty çdo votë shqypari i ruen besnikisht traditat e livizjvet kombtare; permenden pa prā emnat e atyne qi rane dëshmorë në sheshin e nderes, u këndohet kënga dhe u mbāhet zia... Ka shpi në Kosovë qi, më ket hallakam, i borri krejt mashkujt e vet, ka edhe asosh qi u rrafshuen me krejt shka paten mbrenda... Pashici mixuer nuk kursevi as fëmijën tri ditësh në gj t' s' ames së vrame... Por, kjo situatë ka ket kuptim: »Populli i Kosovës asht msue me dekë per ideen e nji Shqypnie të lirë e livizjet e tij të pergjakëshme nuk kan të bāin as pak me filo-italianismë.«

Ja këtu disa prova fare të gjalla: 1. Komiteti i Kosovës qi lëvi prej luftave të pergjakëshme nazionale në Kosovë, u deklarue kryekput kundra çdo ingerencen italiane në Shqypni dhe dy vjet rresht i shkrii krejt energit e veta per t' i hudhë italianët pertej Adriatikut per të sigurue librimin e Vlonës pa konditë dhe independencen e Shqypnis (1918, 1919, 1920); 2. Ma se dyqind plavnianë e gusujanë vdiqen në Barbullush nga uria e malaria e nuk pranuen kurrsesi m' u bā gindarët e okkupates italiane; 3. Per të parën herë, pas armistices botnore, ushtria italiane në Shqypni u ndesh me t' ushtris jugosllave e të popullit të Kosovës jan bā dhe po bāhen me mjetet e vendit; luftëtari kryengritës i Kosovës nuk ka marë nga Italia as nji fyshek per bee (1912-1928); 5. Sot po ay »Komiteti i Kosovës« asht në ball të luftes, mbrenda e perjashta, kundra ingerences italiane Shqypni.

Kosova ka bā nji shkollë nga ma të rallat më 1915, 16, 17, 18 kur ato në vend të librimit gjeti robnim e hekurt austro-bulgare... Kjo shkollë nuk ish kurrigjā tjtare vëç se fruta e lidhjes pa farë temeli qi bāne disa nierës me konsal Kralin në Durrës e ne Kastelnovo (korrik e gusht 1914) mû më nji kohë kur Shteti sulmohejt prej Rebelve dhe ish në rezik m' u shkattrue. Pra, Kosova do të dijë mos ma teper makani sa nji Vlonjat i sprovum se çdo me thānë filo-italianismë. Shkurt, ajo do t' a kerkojë librimin e vet mbrenda në livizje të popuivë të robnim në Ballkan e kurrsesi nëper āndrrat aventuriere të nji megalomani si Mussolini...

Sa per proteksionistet, këta me të vertetë kan luftë mëç: a ka një popull aq ahmak që të hjeqi dorë nga independenca e fitime me gjak pa i shkru mirë e mirë krejt forcat e veta?... Si mund të robnohet një popull i lirë vetëm me propagandë, me intrigë e me frigsime gogoli?... Ani Shqypnia, vendi klasik i liris... kù fishkllimi i plumbave asht bā muzikë, kù nanat piellin per ditë nga një drangù...

Poh mund të keet dhë në Kosovë disa Alizota e një duzinë Verlaca që kan per devisë: "Të shpëtoim nga Serbi, pra le t'a mari dreqi edhe Shqypnin edhe shqyptarin..." Por këta jan aq pak nga numri e nga vlera morale sa mund të njëhen mbi gishta dhe hyjën në kategori t' atij ushtari anadollak që, nuanë rob në Plevne e njëse per vend internimi, këndoite nëper rrugat e Rusisë.

Aman, o Padishahi im, apna lëjë
T' a kapim Moskovin e t' a dorzoim Ty...
Kosova që po e sheh me sy rrenimin e Shqypnis nga dora e Mussolinit pse do t' a dojë Italin? Pse, po e mbyhtë dhe atë copë Shqypni kù ajo e pat varë shpresen dhe dashnin e vet?... Apo, do të jeet aq e marë sa m' u dermue per të ndrrue zotni? Jo kurr. Jan një per të e Jovani e Mussolini...

Po konkludoim:
Kosova asht vendi klasik i livizjeve nacionale shqyptare. Ajo i ka dhënë shpirt e trupë andrres së madhnushme të Shpis së Frasherit në Lidhje të Prizrenit; ka lënë ma se 200.000 frymë neper fushat; e ndryshme të nderes: Frejzoviçi, Cernavleva, Qafa e Prushit, Kumanova, Merdari, Drenica, Rugova, Podgori, Plava, Gusina, Ura e Dajlanit, Kalaja e Prezes; Kalaja e Dodes, shpiat e rraishume të Zogollit, Gryka e Dragobis etj. etj... flasin mirë e kiart nse luftovi, pse po lufton e pse do të luftojë...

Sa turpi madh kishte me këne per të po kje se i a lidhë kryet kësaj lufte legendarë tue ndihmue Italin e Mussolinit per t' aqçbi Shqypnin e librune më 1912... Pra, flet vetëm per hesap të vet kushdo që thot se Kosova e pritë mirë kapitulationen e Tiranës më 1926 e 1927. Kosova një turp të till nuk ka bā e nuk ka pe t' a bā sa të jeen jeta... Ajo; atë pikë gjak: që i ka teprue do t' a ruel per kohen e shëjt kù do të tng-llojë, madhështore e ngadhnyse, ora e librimit të saj të Shqypnis kapitulumë...

Asht pra koha që proteksionistet të kerkoin një tjtare maskë çfrytimi.

Bedri Pejani

Rreth Çarmatimit

Kur themi armë, a e dini se ç' ndijmë? Mërzë e mëni, trishim mallkim. Qysh mund të spjegohet ndryshe domethonja e fjalës armë, kur se ajo na sjell nder ment invazionet e barbarve që bajshin dikur për me shtypë kombet ma të dobët që të grabiteshin viset e pasunit e tyne, na kujton luftat fatale e të përgjakshme të partizanve fanatik të fëve të ndryshme që bajshin për me i imponuë njëni tjetrit përdhunat e me anën e shpatës fën e vet, na pasqyron masakrat e torturat e feodalve që bajshin mbi popullin e mjerë për me i thithë gjakun e me shfryë mënit shtazarake, dhe ma në funt na ngulet në sy si një gjem e në zemër si një thikë, lufta e kapitalizmës që asht ba e vazhdon të bahet ende për me shtypë proletariatin që të kënaqin ambicjet e tyne të pa ngopme. Arma që disa mij vjet ma parë ishte vegla gjakderdhëse e mordje sjellse e barbarit, sot asht mjete rrenuës e shkatrruës i klasit kapitalist, vegla e modernizuëme dhe e mbaruëme mbas teknikës që përdor burgezia për me siguruë interesat e saj të qelbta në korus të proletarve.

Ja pra për me i kufizue me i pakesuë këto armë, përfaqësuesit e klasit parasit po bajnë diskutime prej kohesh në shoqënin e kombeve. Dikush prej tyne propozon që lufta të konsiderohet e jasht ligjëshme, dikush parashtron që konfliktet e çastjtjet ndërkombetare të shkoqiten me arbitrage dhe dikush ven përpara kufizimin e pakësimin e armëve, por që të gjithë blofojnë e nuk kan ndër ment që t' i narin një përfundin të mirë çastjtjes. Bisëditim për mbi këst çastjtje jetike, tash për tash, vazhdojnë në komisionin e komisionit të komisioneve që jan formue n' at institut kine për këst qellim të shenjtë. Në mos gabohem, këto komisione përbajnë një numër konsiderable dhe kanë fuqin pjellore që të koplojnë të tjera nën komisione për me i gjete punë shokve të stomakut.

Natyrisht rrogat e majne të tyne, dalin nga taksat stërtaksat që meren prej bulkut e puntorit t' ekspluatuëm, d. m. th. nga djersa e popullit mjeruëm.

Këto komisione që dremiten në sallonet e shoqënis së

kombeve, na një herë i paraqisin assambles një raport dhe bisëditim i tij vihet n' urdhën të ditës, por ma në funt, si mbas zakonit, sharllatanizma e intriga triumfojnë dhe koha kalon pa përfunduë as gja fare në favor të çastjtjes.

Buja e poterja që bahet për këst çastjtje, asht e madhe dhe shum e madhe se me këst mënyrë burgezia don me i hudhë hi syve njerëzis. Lufta botnore që e trondit njerëzin me gjakun e derdhun, me viktimët e dhanun dhe me rrenimet e bame, solli një distraksion në popujt që andërrojshin, por shkaktioj edhe një antagonizëm në mes të shteteve burgeze për arsësyë sa nuk mundën me shpëtue nga lakmia dhe e donë jo proporsionalisht e pa drejtësisht mirasin e fituëm.

Triumfi i proletariatit Rus, mos kenaqja e popujve me të drejtat e tyne të premtuëme përpara luftës dhe zbulimi i sekreteve dantuëse të burgezis prej Sovjetve, i nxorën fojën dhe i hudhën poshtë maskën klasit degenerë. Nga ky shkak ideja e liris dhe e vëllazënimit të përbashkët, u ngjall dhe u forcue në trumat e masës së shtypune dhe m' anë tjetër u ranos mënia e urrejtja kontër klasit shtypës. Më të vërtetë lufta botnore i kushtoj njerëzis (33) e disa miljon viktimë dhe disa miljonë rrenime e spenxime, por ajo u ba shkëndia zgjimit të një miljard e gjymës banorve të Tokës që deri at herë ishin vuë në gjumë prej klasit ekspluatuës e spekulatuës. Mbas luftës, deri në viset ma të pa njoftuna të botës, u ndi krisma e një lëvizjes, edhe popujt ma të mefshët e të robnuëm prej shekujsh, ngritin krye kontër barbarve të shekullit XX. Revolusioni i Çinit, i Marokut, i Bullgaris, i Maxharis, i Shqipnis, i Turqis, i Italis dhe lëvizjet e gjalla e grevet e quditshme të viseve tjera si në Hind, n' Angli e n' Austri, jan pamët e ides së liris dhe hapa të hudhuna drejt jetës së ra që na premton doktrina e Marksit, e plikuëme, sot për sot, vetëm në Rusi prej Leninit me shokë.

Sulmi gigant i popujve që vazhdon të bahet në ç' do vise të botës kontër burgezis, u dha të kuptoje civilizatorve falso se pozita e tyne ish kriika e delikate dhe nga ky shkak u shtrenguën të marin masa defensiva.

Bloku që pënpiqen me ba kontër Sovjetve dhe çastjtja e çarmatimit janë pa pikë dyshimi, masat e para të këtij vendimi para bahet për me i rruddhë kuximin shtetit të proletarve dhe e dyta për me i mashtruë popullin.

Ka shum naivë, a ma mirë të themi teveqelë si thotë shoku i jonë Halim Xheleja, që besojnë se pralla e çarmatimit asht një punë emportante që i okupon për njëmend shtetet burgeze dhe ata kujtojnë se matrapazllëket që bahen mbi këst çastjtje, janë bisëditime serjoze e të singerta. Ka shum të verbët ose të shtun që s' marin vesh ose s' duën të kuptojnë nga e vërteta dhe nga kjo e vërtetë e hidhët. Trut e ndryshkun të kredulëve nuk gjykojnë dhe syt e teratisun të verbërve nuk shofin kërlshje zhurmë në kuburin e shtazavë në Genëvë, shtetet e bashkuëme t' Amerikës vendosin të prishin (740) miljon Dollarë për të shtuë anit e luftës dhe m' anë tjetër Anglia dinake po i ban konkurençë rivalet së vet, po m' at mënyrë, gjith burgezia e përfaqësueme prej shteteve të tyne, po zhëvillon energjin e vet për me u armatosë deri në fyt e po pregatiten për një luftë katastrofale. Ata që bajnë fjalë për paqë e çarmatim, ata vetë po, e ndjellin këst kob e rrebesht mbi kokë të njerëzis. Po të kish qenë e singertë burgezia mbi çastjtjen e çarmatimit e të sigurimit të paqës së përjetshme, do të pranonte po farë kundreshitime propozimin e delegasionit Sovjetik që i bani disa muëj ma parë në Gjenevë. Delegasioni i Sovjetik i kruesuëm prej shokut Litvinof, u propozoj paljaxove e agjentëve të klasit kapitalist që të prishen gjith fabrikat e armëve, të rrenohen gjith kazemat e institutet ushtarake, të lirohet ushtëria, të syprimohet lufta e tjera si këto që sigurojnë me të vërtet paqën dhe që janë ajka e principeve komuniste për prekjen e lumnin e njerëzis, për reprezentantët e burgezis që kishin ardhë aty për me u tallë me fatin e jetën e botës dhe jo me qellim që të kryejshin punë, nuk e priten me kënaqësi këst propozim, i cili plasi si një bombe mbi kokë të tyne, pse ata kurrë s' e kishin paramenduë se do ndodhen përpara një dilemi të tillë. Propozimi logjik e pacifik i Sovjetve, nuk u pajtuë kurr se si me qellimet platonike të Chamberlainit me shokë dhe prandaj vendosën që të shtyesh çastjtja per ma vonë. Me qenë se krisma e bombës së Litvinofit ushtoj në të katër anët e botës e bani efektin e duhun, agjentët e zelshëm të burgezis, me një herë zuenë me i interpretue ndryshe qellimet e Sovjetve që t' i mbytsin në pellgun e hipokrizis e t' intrigës, por delegasioni rus, besnik në prin cipet e dëshirat e proletarve, prap në ditët e fundit i përsëriti propozimet e veta në mos gabohem me pak ndryshim tue shtuë nevojën e formimit të një komisionit kontrolluës internasional.

Mbas si të pabukshmit llanë fortët janë egërsuë, tepër kundrejt klasit dhunuës dhe asht nevoja e doemosdoshme që

t' u nepet një lloj satisfaksioni, ndoshta burgezët, do të shtërngohen të bojnë diçka e të nënshkrujnë no një akt zotimi për paqë, por ky ka për t' u formulë aq elastik sa në vent qi të siguron pagjen e njerëzis, do t' u shtojë e do t' u legalizojë të drejtën e luftës dhe në këtë mënyrë marrëveshja do të mbetet si mexheleja e burgezis.

S' duhet haruë se fabrikantët e pushkëve, të topave, të gjyleve, të tangëve, të mitraljozeve, i aeroplanëve, t' anive dhe të veglave tjera rremuëse gjithashtu industrialët e tjerë, kërkojnë luftë për të fituë pazare të reja qi të shesin produktin e fabrikave dhe nga ky shkak nuk intereson atyne qi të bahet një çarmatim. Me qenë se lufta asht një fitim të tyne, asht jasht logjikës qi të besojë njeriu se ata do të binden me pranuë falimenton e mordjen e vet.

E mbas si asht epossible afrimi i tyne për krijimin e një veprë të tillë, at here a s' asht utopi me e lodhë mendën me profka të tilla? Kush e formon klasin burges qi rondon mbi shumicën si një ankth i muershëm? Natyrisht industrialët e egjentët e tyne qi kanë qeverit në dorë dhe qi janë lark e shum lark nga humaniteja. Pra mbas si çashtja voret në dëshirin e patroneve, asht e kotjë qi të shpresojm një veprë madhështore e njerëzore prej tyne.

Ne e dijme se burgezët nuk i lanë armët me të mirë pse me ato do të na luftojnë ne, por antagonizma e krijueme në mes të shteteve e rivaliteti qi mbretnon në mes të trusteve, ka për t' i dërmue ata në mes të tyne dhe ka për të na ndihmuë ne qi t' u marim armët bashkë me fuqin. Revolusjoni proletar i përbotshëm, me sot me neser, pritet të pëlcasi si një vullkan qi të trondisi e të përmbysi nga themet regjimin e klasit kapitalist. Pra atë qi dëshirojmë ne, do t' a marim me gjak e sakrifica dhe jo me lutje e tue shpresuë mëshirëe njerëzi prej amikut.

Konkludaj tue thanë se çashtja e çarmatimit asht një fuskë për t' i verbuë syt popullit e jo tjetër.

Drapni

Politika italiane e Ballkani

Cilla asht politika italiane në Ballkan? Pá-dyshim një politikë force e prestigji. Prej kullës shqyptare, Italia fashiste vren shqypet romane tuej marrë fluturimin deri në detë të zi, deri n' Asi. Tirana pá-dyshim, asht një vend nisjet. Porse askush nuk e di se ku asht vendi i ndalies. Askush, as Mussolini vehtë. Shifen mirë ambicionet e tija të tallazëshme; nuk shifet veçse një plan i rregullit. Influenca, preponderanca, hegemonia nuk janë veçse fjalë. A ma mirë të thomi mjete abstrakte për t' u bñ realisacione konkrete. Të cillat janë këto? Zoja e Adriatikut? Kjo punë munt të thohet se asht krye, me traktatet e Nettuno-s, me traktatin e 27 Nanduer qi i ven Italis në dispozicion limanet shqyptare, nder tjerat dhe Shkodren dhe brigjet e Drinit, prej ku Jugosllavia e Jugës del në detë. Me mendue se një flotë jugosllave munt të cohet një ditë kundra Flotes italiane do t' ish një kimerë e thieshtë. Meditarranen atëherë? Il mare nostro? Këtu projektet ngatrohën n' aspiracione vage, n' at nevojë expansioni, me të cillen nacionalist na i shurdhojnë vesht, pá kenë të zotët me precisue gjá. Prej Tanger-it n' Anatoli, goçësija fashiste do të pershijnë prej një skájit në një tjetër krejt Jugen e Jugë-Lindjen e Europes. Janë dëshire ma shum se decisione. Këto „Rromakë“ të ri nuk kan gjakun e flojtë të moçemëve. Shifet kjarthe se ata kan marr rruget e Gjermanis së perparëshme: Drang nach Osten. Porse nuk shifen ende qellimet e tyne. Porse mjetet shifen. Ato s' i mshehin aspak. Me qitë kudo dasin per me muejtë me hi mbrendë: ky asht sot urdhni i dites i tyne.

Një deputat italian, André Torre, president i komisionit parlamentarë i punëvet të jashtme, në një rapört qi ban, na nep dritë permby shpirtin e politikës italiane, ose, me thanë ma mirë, permby strategjin e sajë. Asht mjaft interesant ato ç' thotë ai.

Z. Torre mundohet me gjetë shkaqet e antagonishtëvet n' Europë, e këto, me intencionim evident me diftue vendet e dobëta ku politika italiane duhet të pështesin manovrat e saja. Mbas Z. Torre, Reni do të jenë kurdoherë një shkak mosmarrëveshje nermjet Frances e Alemanjës. Kështu kje dhe ner shekujt e kalueme, kështu do të jetë dhe ner shekujt qi do të vin. Traktati i Lokarnos nuk ish tjetër porse një soj instrumenti per të dhanë iluzionin në Paris se Alemanja i ká pranue imponimet e Versailles e per të dhanë mjetin në Berlin per të hi në koncertin e nacioneve, d. m. th. per të marrë pjesë në Këshillin e Lidhjes së Kombevet njini si tjetër. N' Europen Centrale, edhe aty, asht një konflikt permanent i hapun ndermjet t' Alemanjës e të Polonis, nermjet të Polonis e të Litnanis. N' Ententen e Vogel, Çehoslovakija asht e grrisur prej luftimevet të nacionalitetevet, Jugosllavia asht e bremun prej kundershimevet ndermjet Serbëvet e Kroatëvet e prej revoltes latente të

Macedonis. Rumanja ká dhe ajo zorimet e saja per shkak të grupevet hungares. Këto tri potencia të lidhuna bashkë nuk do të munt t' a zgjidhin problemin e njesis politike n' Europen Centrale—Orientale, pse ato nuk perfaqësojn interesat homogene. Ato as nuk do të munden t' i dalin zot status-quo tokësuer, pse atitudet e tyne naj Rusin e Italin janë krejt divergentë. Atituda e marrun prej Jugosllavis në gadishullin Ballkanik e n' Adriatik, arroganca e sajë e rrezikëshme, nuk munt t' i pajtojnë solidarisht me Bukureshin e me Pragen. Asht një kollision i kjarhtë nermjet t' andrravet imperialiste të Belgradit e t' oposicionevet defensive të popujvet të tjerë të Ballkanit.

Atëherë cilli asht rrolli i Italis në ket çerdhe ngatresash. Italia, na thotë Z. Torre, në veprimet e saja e konsideron Ententen e Vogel si tri fuqina të ndryshme ner interesat e tyne; ajo negon ç' do njesi positive n' aglomeracionin e tyne, e per ket ajo ká traktuë një mbas një me Belgradin, me Pragen, me Bukureshin. Z. Torre dishmon se këto negociata nuk kan pasë një sukses të madh as në Belgradë, as në Pragë, në sá në Bukuresht punët kan vajtur ma mirë. Mjerisht, as Rumania nuk ká mbajtë një atituda konstante naj Italin; fajt veçse nuk asht i popullit rumen, porsë i qeveritarëvet të tij qi s' kan dijtë me marrë një vijë politike të ndrejte e konstante. Kundra ketijë labiliteti në prunjen rumenë naj Italin, Z. Torre madhështohet per dy akta decisive të politikës italiane. Së parit: njoftimi i traktatit qi ja lëshon Besarabin Rumenis Z. Torre harron me dashje qi Mussolini i kish dhanë Rusis sigurime krejt të kunderta. Aj ká, më si shifet, një farë „Oscillationi“ per të gjith botën. Së dytit: Traktati i Tiranës. Këtu, asht e nevojshme me thanë fjalë per fjalë ato se ç' thotë Z. Torre: „Në çështjen shqyptare Roma ká diftue plotësisht programin e sajë adriatik—ballkanik. Indipendence e sajë e pa-tundëshme do të jetë e garantueme. E këjo per dy arësyna: 1) pse, pá ket, territori i sajë do të bahet lama e luftimevet të pá-dara të popujvet ballkanik; Shqypnija do të bahet një Macedoni e dytë, votra e flakëvet të pá-fikëshme; 2) pse, po kje se Shqypnija bje nen zgjedhen e një popullit tjetër ballkanik me dishire imperialiste, ky prej anes së Kanalit t' Otrantos, do t' ish një rrezik per brigjet e Italis e per lirin e Adriatikut. Pra, asht per arësye të dalunit zott vehtëvehtes, dhe per arësyna pagjet e qetësisjet qi Italia asht lidhë me Shqypnin.“

Prej kësaj pikpamje fare informative, s' kemi se ç' polemisojmë. Vetun, çuditet mieri per mëndyren si Z. Torre e paraqet në mende të tij indipendencen, tuej kenë qi Art. I) i traktatit me 27 Nanduer 1926 permban dhanjen formale të protekcionit t' Italis qeveris së sotëshme në Shqypni. Shqypnija sot s' munt të disponojn mbi vehtëvehten; ajo e ká bjerrë të drejtën me i dhanë vehtes një qeveri tjetër posë asaj t' Ahmet Zogut. Indipendencë e çuditëshme kjo! Per t' regjistruë ket traktat, Sekretariati i Lidhjes së Kombevet do të myllin syt mbi atë ç' permban traktati; per ndryshej, aj nuk do të munt t' a rregistrojnë, mbasi Lidhja e Kombevet duhet të jetë një Lidhje Kombesh e lirë!

Prej ekspozehit të Z. Torre, duhen mbajtë ment dy pika. Programi adriatik i Italis, mjaft kjar i shkoqur në politiken e Tiranës, e meloda e politikës fashiste, prá duhet dit se donë me excitue krejt dasinat n' Europë e në Ballkan per t' u imponue vehtë. Di v i d e e t i m p e r a. Puna e tyne asht prá me isolve, me mjetet e sedukcionit, ç' do Shtet, per t' a vue kur të kenë nevojë, kundra tjetret.

Duhet njoftë se këto të gjitha, janë logikë e mirë. Mbas Italia asht trashigintaria e „Drang nach Osten“ e Austris, ajo perdorë po at metodë, aq të damëshme si e ka gjikue historia. Çka Italia me të drejtë dron, asht formimi i ndo ' Ententes të popujvet ballkanik e i Europes Centrale, sidomos atëherë kuer kjo Entente të pështetet në ndo ' i fuqi t' Ocidentit, d. m. th: në Francen.

Antagonizmi i Frances e i Italis shifet kjarhtë, sado të hollë të jenë pënat e diplomacis prej njenes e prej tjeters anë, sado qi punët rrin sot ashtu si janë. Prej kësaj rrjedhje dhe inimiteti anglo-italian shum ma solide janë tentativet e Mussolinit per t' ju afrue Alemanjes. „Në pënden qi Britania e Madhe, kujton se do të venë kundra Rusis, shkruen Jacques Ancel, Italia do të losin rrollin e sajë. Ballkani, mbas historis tradicionale, asht rruga e Rusis në detin e lir. Zotuesët e rruges s' Indies pretendojnë me i ndalë rrugen. Perpara „Drang nach Osten“ austro-aleman (dishiri me hi n' Orient) ish mprojtur prej Anglis. . . . Tash, dishiri rus luftohet në formen bolshevike. Sherimi u gjet. Asht fashismi italian. Dhe ja, elogjet e Z. Churchill. Dhe ja, revirementi italian, qi i del fjalet Sovjetëvet, dhe i njëj Besarabin Rumenis, qi xen vëndin e Austris si frë ndalimi per Lidhjen e Slavëvet.“ (Jacques Ancel: „Ballkani në ballë t' Italis.“ — Paris, Libëreria Delagrave.)

Por kjo do të ngiasin deri sá konkurenca e tregtis mos të bin në kundershitim me monopolin britanik në brigjet mediterranejë. Ekonomia britanika nuk ká ma në dorë zgjedhjen e tregjëvet. Shtetet e Bashkueme i kan marrë Ameriken Latine;

Gjaponi—Asin; Europa asht e mushun teper me tregje. E Italia nen protekcionin e bankavet te New-York-ut, asht vue n' udhe me zaptue tregjet e Orientit. Sot ajo i shet Bulgarija ma shum se Anglia; ajo i shet edhe Jugosllavis e Europes Centrale, tuej lanë pas Britanin e Madhe.

Marina tregtare italiane xen vendin e pare në tregtin tyrke. Intimiteti politik fashist-britanik, ka vrëmin e nji oposicioni ekonomik latent.

Prej kësaj munt të deducohet se imperialismi politik i Italis eë kundra nevojavet e interesavet ekonomik të nacionit italian. Asht ky fati i diktaturavet, shpesh herë të shter-

nguemë me marrë udhen e nji prestigjit personel qi s' ka kurr-farë dobie reale per vendin.

Kjo divergencë ndermjet t' ekonomis e të politikës i ban dhe ma të terrëshme e po thuat të pá-definueme vijat drejtuesë të politikës italiane. Asht shum ma lehtë me marrë pas empiri-kiht faktet dita me ditë, se me i mbledhë në nji doktrinë e në nji metod të mbyllun.

Si në politiken e jashtëme, ashtu në politiken e mbrendshme, fashismi munt të madhshohet qi s' ka tiera principe veçse „akcionin“.

Paolo Davila

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Борбата всред правителствената партия в Бжлгария

Оставката на министра на Обществените сгради

Заема, който правителството на Ляпчев склучи, засили вътрешната борба, борбата между групата на Цанков и тая на Ляпчев, която отдавна вече разлага Демократическия съговор, и която е вела особено ожесточен характер, откакто Ляпчев замести Цанкова. На няколко пъти Цанков и неговата група »Народен съговор« — групировката на офицерите и реакционерите професори, истинските виновници за дветевоюнска преврат — се беха опитали да съборят Ляпчева и да заемат местото му. Те считат Ляпчева и неговите приятели за недостатъчно енергични в прилагането на »радикалните мерки« против »болшевишката опасност«. Те са привърженици на един абсолютен и открито проявен фашистки режим. Те са на мнение, че не се проясло още достатъчно кръв, че трябва да бъдат избити още няколко десетки хиляди бжлгарски работници и селяни, че трудящите се маси трябва да бъдат още по-здраво оковани в вериги и че бжлгарския народ трябва да бъде превърнат в безропотно стадо овце.

Преди две години, групата на Цанкова готвеше нов преврат за да събори Ляпчева. Читателите на нашия вестник си спомнят, че през летото на 1926 год. станаха големи размествания на началници на щабове, висши офицери, дивизионни и бригадни командири; тия размествания, правителството на Ляпчева извърши за да предотврати готвящата се преврат.

Борбата между групите Ляпчев—Цанков се прояви с всичката си острота, когато се разискваха в Народното събрание законопроектите по концесиите, които требаше да бъдат дадени на чуждите капиталисти: концесията за търговия с свинско месо и други животински продукти и тая за родопските гори. Привържениците на Цанков заявиха тогава на всеуслухание, както в парламента, така и в пресата, че нема да гласуват за тия концесии. Преди няколко месеци ненавистта между двете групи в Съговора се прояви по случай конгреса на младежите съговористи. Привържениците на Цанкова открито ругаеха Ляпчева и работата дойде до сбиване.

Пред страха обаче, че биха могли да изтърват властта, двете групи винаги са се помирявали. Но, враждата между тях продължава да съществува. Две противни тенденции се проявяват в Демократическия съговор, който, както е известно, е съставен от политически групи, които по същност са еднакво реакционни, но които се различават по външните прояви. Групата на Цанкова е привърженик на открито проявен мусолиновски фашизъм, тогава, когато групата на Ляпчева и реакционната буржуазия, която стои зад него, клони към прилагането на маскиран фашистки режим, като счита за необходимо да запази външните форми на парламентаризма и демокрацията. Очертава се ясно и трета една групировка, — групировката на алчната и също тъй реакционна едра буржуазия: банкерите, лихварите и спекулантите; — чийто шеф е министра на Външните работи Буров. Тоя последния поддържа ту Цанкова — за да може да изтържва някои концесии от Ляпчева, ту Ляпчева, за да

добие материални облаги — за себе си, за своето семейство и за класата, която представлява.

От няколко месеци насам, фашистите на Цанков работят усилено за да подготвят политически, а също така и идеологически, почвата за събарянето на Ляпчева и за заемането на местото му. Те почнаха да издават специални вестници и списания, — като ежедневника »Единение« и седмичника »Звено«, — в които се представляват като борци за делото на бжлгарския народ, — за това на трудящите се маси даже, — осмъждат политиката на насилие и терор на правителството, публикуват протести против издевателствата на неговите органи, против беззаконията и корупцията, дават си вид на борци за политическата и економическата независимост на страната — с една дума, стараят се да се представят пред бжлгарския народ като защитници на неговите права. Тази е, между впрочем, тактиката на фашистите в всичките страни.

Понастоящем, групата на Цанкова експлоатира склучването на заема, за да се представи на ново като верен страж на интересите на бжлгарския народ. Тая група е почнала нова борба, сигнала за която даде министра на Обществените сгради — Кимон Георгиев, — който подаде оставка в самия ден на заминаването за Женева на правителствената делегация, натоварена с мисията да моли Обществото на народите да позволи на правителството Ляпчев да склучи заем.

Същинската причина за оставката на министра на Обществените сгради не е разбира се, заема; групата на Цанков — към която се числи К. Георгиев — искаше с това да предизвика правителствена криза, надевайки се, по този начин, да се добере до властта.

Тая борба, започната на ново с още по-големо остървление, взима широки размери. Двете групи взаимно се осмъждават и нападат в частните заседания на правителствената парламентарна фракция; подпредседателя на Народното събрание, Александър Христов е заявил, че това е началото на сериозна кабинетна криза. Предполагаше се даже, че оставката на К. Георгиев ще бъде последвана от тези на Кулев — министър на Правосъдието, интимен приятел и сътрудник на Цанкова, — Христов, министър на Земледелието и Бобошевски, министър на Търговията, — също тъй интимни сътрудници на Цанкова, преди и след 9 юни, който, макар и числящи се в групата на Бурова, са по-близки на Цанкова, Калфова и Русева.

По всичко обаче, личи, че Цанков не е в състояние да събори Ляпчева. Повече от три четвърти от правителствените депутати са партизани на заема и следват Ляпчева. Ако групата на Бурова се отцепи от Ляпчева и се присъедини към Цанкова, възможно е тогава Ляпчев да изгуби болшинството си. Но това е малко вероятно, тъй като групата на Бурова се състои от крупни банкери и лихвари, които повече от всеки други очакват заема, за да се възползват от него.

Двете течения в правителствената партия, както изложихме по-горе, съвсем не изразяват две противоположни политически схващания по вътрешната и външна политика на България. И двете тия течения са привърженици на реакцията, репресиите, потисничеството, терора и избиването на работници и селяни.

Те се различават само по външната си форма. Ние на няколко пъти вече изтъкнахме това в колоните на тоя вестник, разглеждайки режима на Цанкова и тоя на Ляпчева.

В областта на външната политика, и двете тия групи са покорни раби на западно-европейския империализъм, с тая само разлика, че Цанков и неговите приятели са за една открита ориентация към Мусолини, а погледите на Ляпчев по-скоро са обрнати към Чемберлена.

Балканските държави и великите сили

Още от своето създаване, балканските държави никога не са познали, нито своята действителна вътрешна свобода, нито своята истинска външна независимост. Винаги те са били подчинени на диктатури, много от които са били кървави. Гърция бе подчинена едно след друго на олигархически заговори, на които Трикупис и Делиянис дълго време са били типични главатари. След войната, тя изпита почти всички авантюри: от военния режим на Пластирас и Гонатас, чак до република, управлявана от роялисти, минавайки през страшния режим на Пангалос. Сърбия, както днес Югославия, бе жертва на заговори; политическите убийства беха една система в нейната история, не по-малко от тираниите на дело; стария Пашич спазваше легалността само тогава, когато требваше да си служи с нея. В Ромъния, конституцията беше една фасада зад която се криеха дворцовите котеории; една поземелна аристокрация с грамадни богатства тежеше върху няколко милиона хора; Братияновци представляваха вчера, а и днес представляват волята на династията и алчността на няколко бояри. Що се отнася до народни съвещания, те са били и са само една торчва на мешка. Ние оставихме България на края. Тя ни напомня бившата Турция на яничарите, с своите тъмни дворцови конспирации и ориенталски принцове, с своите вжоржени банди и страшни убийства. Ляпчев и Цанков биха намерили своите прадеди в далечното минало.

Но какво да се каже за ония работи, които са публична тайна? Това което трябва по-скоро да се установи тук, е, че всека балканска държава е била и продължава да бъде една играчка в ръцете на великите сили. В миналото, Австрия и Русия си оспорваха влиянието върху България и Сърбия. Когато Сърбия беше австрофил, България се обявяваше за русофил, но работите стигнаха до там, че едната и другата смениха своите позиции. Фердинанд Кобурготски, към края на своето царуване, беше просто една кукла в ръцете на Виенския кабинет, който теглеше конците, когато пак Петроград намери в лицето на Пашича един крайно послушен агент. Гърция беше повечето загадъчна. Царица София, която имаше под своя опека своя мъж Константин, беше сестра на Вилхелм II, но Гърция, бидейки морска страна, избегваше да скъса с Англия. Ромъния беше се свързала чрез договор с Австрия, през 1883 год., и косвено с Германия, па и нейния крал беше един хохенцолерн; но тя се страхуваше винаги от един удар на паризма. В това време, нито Франция, нито Италия не играеха голема роля на Балканите. Италия се ограничаваше да наблюдава Австрия, а Франция обръщаше своите погледи към други хоризонти. По-скоро тя се стремеше да запази по годе некакъв авторитет в Цариград, където Германия беше постигнала големи успехи под управлението на Абдул Хаида и даже на другия ден след младо-турската революция.

Да се говори за действителна автономия на тия балкански държави, това значи да не познаваш никак положението. Когато през 1912 г. избухна войната, тая война която требваше да даде неограничен отзвук, Белград беше консултирал Петербургския кабинет, а София беше изисквала мнението на Балхаузплац (австрийското външно м-во). Официала Франция, казват, била враждебна на тая авантюра, но това утвърждение е требвало да докаже доколко Ке д'Орсей (френското външно м-во) би бил устоял на желанието на Николая.

Винаги е изглеждало, че условията са били идентични на сегашните, само под тая резерва, че двете велики сили, които маневрират балканските държави са, през 1928 год., Франция и Италия. Германия, ако тя упражнява известно влияние на Балканите, то е много скромно, приживо се прикрива. Австрия с своите 6½ милиона население не участвува в тая работа; тя е по-малко по население от Югославия.

Тая вътрешна борба в Сговора, повтаряме, съвсем не е борба между реакцията и демокрацията. Под лицемерната си маска, Ляпчев е също такъв бесен реакционер-фашист и главорез, какъвто е и Цанков. Ето защо, българския народ не може да прави разлика между единия и другия.

Българския народ трябва да продължи, той ще продължи борбата против фашистката диктатура в България, против режима на изключителните закони. Той ще продължи борбата за премахването на престъпния З. З. Д., за обща и пълна амнистия, за възстановяване на своите политически права и свободи.

Тая борба ще продължи до окончателното сгромоляване на военния фашистки режим в България.

Д. Вл.

Ромъния и Гърция. Сввветска Русия нема вече никакви отношения с Ляпчев, както с Заимис или Вукичевич, и по понятни причини; и по отношение на Ромъния, която й отне Бесарабия, тя храни много естествено чувство на недоверие. Що се отнася до Англия, която има впрочем споразумения в балканските столици, тя се преструва, че не се интересува... Изглежда, че тя е направила от София център на своята дипломатия в тая област.

Но нейната дейност е не по-малка от тая на Франция и Италия. Тия две сили се преследват на Балканите както некога Русия и Австро-Унгария; това което не им пречи, съгласно най-обичайните традиции, е да потвърждават зачитането на правителствата и националностите на юго-източна Европа. Впрочем, те се разбират отлично, когато на Балканите трябва да се създават васали лично, в случай на едно европейско съгласование, биха играли една второстепенна роля, но които също тъй биха могли да провонкират съгласовението. Това което е най-тежко за двете велики сили покровителки, защото те рискуват винаги да бъдат вжвълечени много по-далеч, отколкото те самите биха искали.

Франция е избрала Югославия; нищо по-разумно от това, защото тая страна се обгражда от Адриатическото море, която е разположена точно срещу Италия. Римския кабинет, за да забие един клин в Югославия, си е осигурил Албания чрез двата Тирански пакта (ноември 1926 г. и ноември 1927 г.). Според всички предвиждания, той е разменил известни ангажменти и с България, враг на Югославия, и се опитва да отклони Гърция от всекаво разбирателство, даже економическо, с Белград. Верно е, че турянето ръка върху Додеканезите, му коствуват сериозни съмнения в Атина. Що се отнася до Ромъния, тя е затворен театър за френско-италианското съперничество. Тя отправя усмивка на Франция, но същевременно и стиска ръката на Италия; г-н Титулеско отива ту в Париж, ту в Рим. Игра гениална, обаче опасна! И тъй, буржуазната френска република управлява един кът от Балканите, а фашистката диктатура налага своите намерения в друг кът. Балканите сами се разделят и ще компрометират своята независимост до тогава, до когато балканските народи не почувствуват нуждата от създаването на един Балкански Съюз —, който единствено ще бъде в състояние да подготви едно големо политическо и социално преобразование.

Пол Луи

Монроизъм наопаки

Съществува едно странно съвпадение между формулите: »Балканите на балканците« и »Америка на американците«!

В тоя момент всички балкански правителства издигат лозунга: »Балканите на балканците! Г-н Кулидж убива републиката Никарагуа и свиква пан-американската конференция в Хавана в името на доктрината на Монро: »Америка на американците! Треба да се убедите, дека мол, че Америка, и южна, и средна, и северна, това значи Съединените Щати!«

»Свобода на народите населяващи Балканите« тръбят балканските правителства; и за всеко едно от тия правителства, Балкани, това значи: велика Сърбия, велика Гърция, велика България или велика Ромъния!

Изгонват се европейците от американската земя. Добре! Но това се върши за да се обогати с нови звезди байрака на чичо Сан.

Възстават против балканската политика на Мусолини! Много добре! Но с това всеки цели присвояване за себе си правото на владичество над Македония или Албания.

При разискванията, станали между Франция и Съединените Щати по въпроса за поставянето на войната »извън законите«, американците заявиха, че си запазват правото да воюват, в случай че бъдат принудени да заличават

Монроевата доктрина, т. е. те си запазват правото да воюват в Америка.

Балканските правителства отблъсват всекакви вмешателство на западните държави в техните работи, но всеко едно от тях си запазва правото да воюва на Балканите; това разбира се, с цел да бъде обезпечена независимостта на Албания или Македония!

В случай пък че некоя западна държава се съгласи да подкрепи империалистическите апетити на некоя от балканските държави, то тогава формулата »Балканите на балканците« може много лесно да бъде видоизменена.

Под сеньката на формулата: »Балканите на балканците« днес на Балканския п-ов се кроят най-странните комбинации.

Забранява се на Европа да се меси в американските работи; с това се осветава правото на Съединените Щати да се вмесват в вътрешните работи на испано-американските държави. Кулидж пристигна в Хавана на парахода »Тексас« ескортиран от целата военна флотилия и приветствуван от 300.000 на тълпа, точно като император дошъл да приема почитанията на своите васали.

Гръцкия министър на Външните работи, г. Михалакопулос, претърпява формулата: »Балканите на балканците« в смисъл не само недоуцване на небалканските държави да се месат в балканските работи, но още и като недоуцване на опека от един балкански народ над други. По тоя победителски италиански печат побърза да изрази своето задоволство, тъй като в това тълкуване на гръцкия министър той виждаше че се хвърля камък против Югославия и нейната приятелка — Франция.

От друга страна, речта на югославияния министър на Външните работи г. Маринкович в Белград, се счита от Le Temps като отговор на гръцката теза. Споменатия орган на крупната френска буржуазия пише: »Думите на г. Маринкович трябва да бъдат чути в Атина, както изглежда думите на г. Михалакопулос са били чути в Белград«. Ние можем да добавим: думите на г. Маринкович са били чути в Париж, тъй както и думите на г. Михалакопулос са били чути в Рим.

Ясно личи, че секундантите са в борба помежду си, но те следят борбата на дуелиращите се на почвата на формулата: Балканите на балканците.

Le Temps, разбира се, приветствува югославияния министър, че бил успел да защити Югославия от обвинението, какво под предлог да запази Балканите за балканските народи, тя водила империалистическа политика.

Le Temps пише: »Балканските народи трябва да разберат, че ще бъдат свободни всички вкупом или никой от тях нема да бъде свободен«.

Тая сполучлива формула съдържа една очевидна истина. Но трябва да се разберем върху средствата за нейното осъществяване. Всички отделни договори: френско-югославиянски, итало-албански, па даже и итало-югославиянски договор подписан в Рим, не са ли средства за подчинение на Балканите под чуждо влияние, за създаване на надмощия? Колебанието на държавите от Малкото съглашение да се обжрнат до Обществото на народите по въпроса за заловените картесници, показва, че некоя от тия държави са подчинени на великите западно-европейски сили, които се стараят, на всека цена, да потушат тоя международен скандал.

Отиването на г. Титулеско в Рим и изявленията които той направи след разговора си с Мусолини, потвърждават този факт.

Както на Балканите, така и отвъд океана играят на думи: »Балканите на балканците« или »Америка на американците!« Но това е едно и също. Както в Европа, така и в Америка, империализмът не разполага с много идеологически позиции. Той си служи с ограничено число клишета. Г-н Маринкович заявява: Югославия е решена да брани свободата на балканските народи, **даже ако остане сама самичка**, а това значи, както ни се обяснява официално: **даже ако некоя балкански държави, эле разбирайки своите частни интереси, се оставят да бъдат подведени от некоя империалистическа сила — в дадения случай фашистка Италия.**

Le Temps добавя: »Франция не може да не прояви интерес към едно (балканско) положение, защото целата европейска политика и което е от значение за всички сили наточени с поддръжането на мира«.

Трудно може да се намери по-омалгосан кръг.

И сто че Италия поема защитата на независимостта на Албания и Македония и предлага приятелството си на комитаджите!

Франция е на страната на Югославия, **даже ако тя остане сама самичка** и брани свободата на целия Балкански п-ов! Гърция и Ромъния се клатушат ту към едната, ту към другата група, според тежненията на вътрешната им политика и нуждата им от външен заем. Англия държи везните в ръцете си!

И всички издигат знамето посвещено осветителния лозунг: »Балканите на балканците!«

Кого лъжат? Балканските народи ли? Съвсем не! Балканските народи оставени сами на себе си много скоро щеще се споразумеят и ще намерят пътя на своето освобождение. Техната солидарност може да има само една цел: свобода за всички и за всеки един от тях!

Има един единствен път, който води към осъществяването на този идеал: Демократичната федерация на балканските народи, в противовес на режима на националистическата фашистка вътрешна реакция, който режим винаги бива подпомоган от иностранния фашизъм.

Италианския пристъп на Балканите, английските маневри на разцепление и усилията на Франция да се противопостави на Англия и Италия, всичко това съществува, защото са в сила мирните договори, които съдържат елементите на война и защото политическото и териториалното разпределение на Балканите сега е резултат на дивестивните войни и мирните договори.

Мир, свобода и независимост на Балканите могат да съществуват само чрез съюзването на балканските народи и обжлчаването им против правителствата, които ги потискат и силите, които ги експлоатират.

Време е да се обжлчим против всеки »монроизъм наопаки«, било в Америка, където той се стреми да подчини испано-американските държави под иго на Съединените Щати, било в юго-източна Европа, където той благоприятства местните хегемонистични аспирации и чуждестранните империалистически съревнувания.

Паоло Давила

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Revoluție la termen fix . . .

Este »revoluția« pe care o anunță Partidul Național-Tărănesc pentru 22 Aprilie, dată la care el a convocat Adunarea Națională de la Alba-Iulia.

Trebuie să reamintim că P. N. T. a mai fixat odată această »revoluție«. Era încă înainte de moartea lui Ionel Brătianu, — în Octombrie anul trecut.

P. N. T. care se convinsese atunci, că după moartea regelui Ferdinand, instrumentul finanței liberale, Regenta, tot pe-atât o-uncaltă a liberalilor, nu are de gând să schimbe

regimul și să alunge pe liberali dela guvern, anunțase un mare congres la Alba-Iulia, orașul românilor, pentru 20 Noembrie. Acest congres urma să fie botezat »adunare națională«, nume pe care l-a purtat adunarea care a votat »unirea«, și trebuia să pună la ordine de zi și să rezolve »definitiv« toate problemele grele ale vremii: cum să fie dobort absolutismul monarhiei liberale-brătieniste, ce trebuie să facă provinciile »înșelate« și ale căror pacte de unire au fost călcate în picioare de către liberali, precum și cum trebuie rezolvită chestiunea regenței și a...

lismului. Cel puțin așa se șoptea: aceste chestiuni vor fi puse în discuția adunării dela Alba-Iulia. Adunarea a fost interzisă, iar național-tărăniștii au declarat că »revoluția« se amână și adunarea o vor ține cu orice preț... la o dată ce se va anunța ulterior.

Moartea lui Ionel Brătianu, dictatorul care avea prestigiu și autoritate chiar și în ochii conducătorilor național-tărăniști, a calmat pentru moment »lupta« acestora împotriva regimului și a împins la o parte chestiunea adunării naționale dela Alba-Iulia. De ce? Pentru că conducătorii național-tărăniști nădăjduiau ca, exploatând frica Regentii și a liberalilor de turburări așteptate depe urma morții regelui și a lui Brătianu, să capete puterea sub presiunea panice de acel moment. Regenta îngrijorată proclamase într'adevăr, ca o concesie pentru P. N. T., guvernul Vintilă Brătianu ca un guvern »provizoriu«, cerând în schimb național-tărăniștilor »puținică răbdare«; iar mai târziu Vintilă Brătianu începuse și tratative cu Maniu pentru formarea unui guvern zis »de coaliție«. Propunerile liberalilor însă erau de așa natură, încât guvernul de coaliție devenea de fapt un guvern liberal cu concursul național-tărăniștilor. Făgăduiala Regentii și propunerile lui Vintilă nu fuseseră în realitate decât manevre pentru a-și asigura un răgaz, până după trecerea momentului de panică provocat de moartea subită a lui Ionel Brătianu.

Urmarea a fost că în Ianuarie conducătorii național-tărăniști scoaseră iar la suprafață chestiunea convocării adunării naționale dela Alba-Iulia, care trebuia să fie, după spusele demagogilor, începutul unei lupte prin »noik« metoade, începutul »rezistenței cetățenești« și a întrebuirii »mijloacelor ilegale« împotriva regimului ilegal liberal. La început data acestei »cotituri decisive« în lupta național-tărăniștilor împotriva liberalilor fu fixată pentru 15 Martie. Dar pentru »pregătirea« adunării dela Alba-Iulia, care »trebuie să joace un rol istoric«, era nevoie, spuneau conducătorii, de un șir de întruniri prealabile în celealte centre ale țării. Aceste întruniri s'au ținut apoi la Făgăraș, la Iași, Craiova, Galați. Ele trebuiau să arate Regentii că țara este cu național-tărăniștii și că poporul cere chemarea conducătorilor național-tărăniști, chemarea lui Iuliu Maniu la putere. Ele trebuiau să dea Regentii »putința de a-și cântări hotărârea înainte ca P. N. T. să recurgă la mijloace extreme«. Ca și cum liberalii și Regenta lor s'ar mai îndoi de faptul că masele populare urăsc de moarte pe liberali!... În realitate cond. catorii național-tărăniști vroiau să exercite asupra Regentii o presiune, pentru a o sili să intervină în sensul aranjării unei schimbări de guvern.

Eșecul dela Geneva al guvernului liberal în chestiunea optanților a adus apă nouă la moara național-tărăniștilor. Ei acuză pe liberali de vina acestui eșec. »Dacă România nu ar duce, spun ei, o politică dușmănoasă capitalului străin, dacă în locul politicii exclusiviste a finanței liberale România ar duce o politică de concesiuni față de acest capital, reprezentat de către Anglia, atunci și soluția dela Geneva, determinată de fapt de către Anglia, ar fi fost alta«. Concluzia: »Liberalii trebuie să înțeleagă interesele țării și să plece, Regenta trebuie să-și facă datoria și să cheme pe național-tărăniști la putere«. Dar socoteala național-tărăniștilor nu este și socoteala liberalilor. Liberalii socotesc că tocmai acuma situația este »de așa fel«, încât ei trebuie să rămână la cârmă, acuma mai vartos ca oricând. Ei preferă într'adevăr să plătească, eventual, despăgubiri magnaților unguri (optanților) din banii țării, din sudoarea și truda poporului, decât să renunțe la privilegiile lor economice în favoarea capitalului străin, ale cărui favoruri să fie astfel cumpărate pentru seziunea din Iunie dela Geneva.

În această atmosferă au convocat național-tărăniștii demonstrația lor dela București. Aliați cu partidul conservator al profesorului Iorga, ei dovedesc că sunt un partid de ordine și atrag astfel elementele burgheze reacționare, din opoziție; aliați pedealtăparte cu Partidul Social-Democrat, ei se servesc de numele acestuia pentru a învinge neîncrederea și dezamăgirea, care a început să-și facă loc în rândul maselor față de eficacitatea »luptei« și a metodelor de luptă național-tărăniște. În asemenea condițiuni nu-i de mirare, că demonstrația dela București a luat proporții cum numai demonstrațiile muncitorești din 1919-1920 le avuseseră vreodată în România. Audiența pe care Maniu a avut-o apoi la Regentă, în timp ce în stradă masele așteptau nerăbdătoare, nu a dat rezultate »satisfăcătoare«. Regenta declară că nu vrea să alunge pe liberali și să cheme pe național-tărăniști. Demonstrația dela București nu a dus la scopul așteptat.

Ce le rămâne de făcut atunci unor conducători partizani ai ordinii, cum sunt conducătorii național-tărăniști, care își dau seama, că o mișcare revoluționară a maselor ar duce în România, cu țărănimea ei în revoltă latentă și

cronică și cu 40% mase minoritate asuprite, la o revoluție ce ar trece peste capetele conducătorilor național-tărăniști înșiși? Nu le rămâne decât »să amenințe cu revoluția« în fraze, dar să dea înapoi din fața ei în fapte. Amenințând cu »o revoluție« național-tărăniștii încearcă să păstreze masele pedecparte, să le împiedice de a părăsi speranțele în Partidul Național-Tărănesc. Iar pedealta, așa își închipuiesc ei, sperie și forțează Regenta și pe liberali. Este politica frazeologiei demagogice pentru mase și a șantajului pentru stăpânitori. Este politica tipică a neputinței și a slăbiciunii. Și adunarea națională dela Alba-Iulia este și ea numai o amenințare, o nouă amenințare. Cine anunță dinainte la dată fixă »revoluția«, acela dovedește tocmai printr'asta că nu se gândește serios s'o facă.

Asta nu însemnă însă că aceste demonstrații ale național-tărăniștilor (și cea dela Alba-Iulia deasemenea) vor rămâne fără efect. Nu! Ele trezesc în conștiința maselor convingerea, că liberalii nu vor pleca de bună-voie dela putere, că zidurile Ierihonului oligarhic nu vor cădea numai la sunetul trompetelor din intrunirile național-tărăniște. Pedealtăparte liberalii înșiși, cari rămân indiferenți când e vorba de amenințările verbale ale conducătorilor național-tărăniști, devin neliniștiți când văd masele puse în mișcare. Pentru a devia acest pericol nu trebuie considerată ca imposibilă încercarea unei noi manevre din partea liberalilor, din partea celor mai elastici, mai îndrăzneți și mai rafinați reprezentanți ai clasei stăpânitoare din România. Nu este exclus ca liberalii să cedeze național-tărăniștilor în aparentă guvernul pentru a calma masele și a le arăta că o guvernare național-tărăniștă nu va dezlega problemele vitale ale maselor muncitoare (și sabotajul finanței liberale atotputernice va paraliza orice mișcare a unui guvern național-tărănișt, presupunând că un asemenea guvern ar vrea să facă ceva în favoarea maselor populare). Și liberalii mai pot eventual ceda vremelnic, ca în 1919, guvernul național-tărăniștilor pentru a scoate cu mâna acestora castanele din foc (chestiunea optanților, împrumuturile externe, etc.), chit ca, după ce maurul își va fi făcut datoria, el să fie alungat și liberalii să reia firul de unde îl vor fi lăsat.

Aceasta este perspectiva, dacă liberalii nu vor socoti că e mai bine să continue a respinge pur și simplu injoncțiunile național-tărăniștilor. Adunarea dela Alba-Iulia să nu ne facă să ne creem deci iluzii.

I. Mateescu

Lichidarea „reformei“ agrare

Reprezentanții oligarhiei bancare stăpânitoare, în frunte cu ministrul agriculturii Argetoianu, trămbitează la orice ocazie, și chiar și fără nici-o ocazie, că reforma agrară este lichidată, terminată, și că acuma »intrăm într'o nouă fază«: valorificarea în folosul economiei naționale a reformei înfăptuite, sporirea producției. În locul »desăvârșirei« reformei agrare reprezentanții oligarhiei pun acuma lozica »ofensivei producției agrare«.

Ori, două măsuri luate în ultimul timp de către guvern arată în ce senz trebuie înțeleasă »lichidarea« reformei agrare. Prima măsură este cea luată privitor la izlazuri în Basarabia. Acolo li se dăduse țăranilor la împrumutarea pe lângă lotul tip de pământ de cultură și o porțiune de pământ rezervat însă la o margine a satului, care, împreună cu porțiunile de același fel ale celorlalți împrumutăriți, să alcătuiască imasașul țăranilor împrumutăriți. Repetăm, această porțiune este dată ca drept de împrumutarea. Iată însă că în anul aniversării a zece-a »unirei« Basarabiei la patria-»mumă« ministerul de agricultură depune în parlament o lege a pășunelor comunale, prin care aceste porțiuni ale țăranilor împrumutăriți sunt »răscumpărate« — adică expropriate — de către stat și atribuite comunelor, care urmează să facă din ele izlazuri comunale. Ceeace devenise proprietatea țăranilor, la libera și nestingerita lor dispoziție, trece acuma în posesiunea comunelor, adică a primarului, notarului și altor agenți ai stăpânirii, cari vor căpăta astfel în mână încă un mijloc de presiune asupra țăranilor și de stoarcere de biruri ilegale și mite de tot felul, — căci imasașul va fi în mâna primarului și vita în staulul țăranului, iar între vită și imasaș va sta bunăvoința agentului stăpânirii.

A două măsură. Pentru a »feric« pe țăranul împrumutăriți de a cădea victimă speculanților, — cari ar veni la strâmtoare să-i cumpere pământul sau, dându-i țăranului bani cu împrumut, i-ar ipoteca pământul împrumutăriți pe care apoi, când țăranul nu va putea plăti la termen, să-l ia în stăpânire speculantul, — pentru a »feric« pe țăran de asemenea pericole legea reformei agrare pre-

vede, că pământul improprietarilor nu poate fi ipotecat decât la Casa Improprietarilor și la Băncile Populare. Ori, profitând de o surubărie a legii, care vorbește că pământul nu poate fi ipotecat de cât la »instituții autorizate de stat« (înțelegându-se adică instituții ca cele arătate), guvernul a dat autorizație Băncii Românești (președinte al consiliului de administrație: Vintilă Brătianu) și creațiilor sale financiare din provincie ca să facă în toată voia asemenea operații cu pământul țăranilor improprietariți. Dacă pe deoparte această măsură dovedește că țăranul, care și-a vândut și sumanul pentru a putea căpăta pământ, este acum așa de sărăcit încât sub masca ipotecării pământului el cată să scape de pământul cu atâtea sacrificii căpătat, măsura mai dovedește pe de altă parte că bancherii »liberali«, după ce au ocolit în anii 1917—1920 revoluția dând țăranilor pământul printr-o »reformă«, care a lovit în cea mai mare parte în clasa boerilor conservatori, purced acum să lichideze »reforma« agrară reluând, prin mijlocul ipotecării

pământului țăranesc la băncile »autorizate«, acest pământ din mâna țăranilor, refăcând în condițiuni noi marea proprietate agrară și creând pe socoteala desproprietarilor țăranilor o burghezie tare sătească, o chibabrie care să pună stavilă revoluției țăranesti.

»Lichidarea« în felul acesta a »reformei« agrare dovedește că sarcinile desăvârșirii revoluției chiar burheze — și »reforma« agrară a fost luată de mulți democrați drept o asemenea desăvârșire — nu mai pot fi îndeplinite astăzi, în epoca de după marea revoluție rusă, de către burhezie. Burhezia este, dimpotrivă, o piedică în calea acestei desăvârșiri nu numai în domeniul politic, dar și în cel agrar. Numai unirea țăranilor cu muncitorii sub conducerea proletariatului revoluționar împotriva burheziei poate aduce dezrobirea țăranimei, dezlegarea definitivă, lichidarea adevărată, în sensul intereselor țăranimei, a problemei agrare.

Delabljaj

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Београд и Македонија

Од како је претежан део Македоније подпао под Карађорђевићеву монархију притисла је тамошњи живаљ црна реакција, но она, из времена турске владавине.

Од 1912 г. када је млади српски империјализам остварио кроз први балкански рат своје прве завојевачке онове, пробио кроз Вардарску долину и »ослободио« Македонију од Турака, македонски народ је осетио већ у првим почетцима нове управе, да је **изгубио** и оно мало права и слободе што га је имао до доласка »осветника« Косова.

Полазећи од свог завојевачког становишта, ондашњи и садашњи великосрпски властодрци **заводе** већ у првим годинама своје владавине над Македонијом режим **војничке окупације**. Улоге паша, бегова, хоџа и агената бугарских, српских и грчких влада заменили су српски генерали, окружни началници, попови, жандари и комите.

Нови господари Македоније, почевши од највиших представника власти до импортираног сеоског хата, учврстивши претходно политичку власт ставили су између осталог себи у задатак, да наплате од македонског живља жртве које су они допринели као »ослободиоци« њихови. Парола награде тобожњих ослободиоца, претворила се у општу **пљачку ових над становништвом Македоније**, без разлике на веру и националност. Разуме се да је самовоља власти, чиновника и официра створила непријатељско расположење међу тамошњим становништвом. Местимичан **отпор** сељака или грађана против насиља и пљачке **бива угушван** бруталним и **крвавим експедицијама**. Изнова се почеше пунити тамнице »ослобођеном« македонском рајом.

Тако је изгледао, најкраће изложено, први период српске владавине од 1912 г. до империјалистичког светског рата и окупације Србије и Македоније од војски Централних Сила и Бугарске.

Окупација Македоније и трогодишња владавина у главном бугарских и аустријских војних власти, није ни уколико побољшала услове живота нанане Македоније. Треба уз то узети у обзир да је део појас јужног дела Македоније био поприште ратних операција Централних Сила и Савезника. Македонија се дакле налазила у непосредној ратној зони. Она је изложена **поновној пљачци** аустро-немачких и бугарских армија. Македонски живаљ **упрегнут** у јарам нових господара. Мушке грађане које није српска војска отерала и узела, **мобиљуше** Бугарска, полазећи са становишта бугарске завојевачке политике: да је Македонија постала најзад **саставни део бугарског царства**. **Никанве разлике у систему српске или бугарско-аустро-германске окупације**.

Победом савезника над Централним Силама и исходом империјалистичког светског рата, Македонија постаје **понова српска колонија**. И од тада, од 1918 навамо несумњиво да

преживљава Македонија најкрње и најкрвавије дане своје националне историје. Бугарске лијавице македонског народа замењују српске.

Денационализаторска политика, победом и империјалистичким мировним уговорима опижених великосрпских властодржаца, појављује се у **поштреној** мери но што је то случај од 1912—15 г. **Аграрно** се питање уопште **не** решава; у колико је пак по томе питању од стране српских »ослободилачких« окупатора шта урађено разним **правилницима** и **уредбама**, доносене су одлуке не у интересу, већ **против** интереса сељачких маса и чивчија. **Порески терети** повећавани су **све** **више** из године у годину.

Обрч **политичке** и **културне** реакције **стењаван** је **све** **више** у колико је **незадовољство** радних маса бивало **све** **веће**. Отуда на изборима за конституанту македонски живаљ гласа листом за онда још легалну К. П. Ј. Понавља се слика из 1912—15 г. Македонски затвори **постепено** се **пуне**. Емиграција македонског становништва **нагло** расте, и то: **једним** делом у Бугарску, другим преко Океана и на запад. Закон о **Заштити Државе** и **Обана**на **првобитно** **ушере**ни **против** **револуционарног** **радничког** **покрета** на челу са К. П. Ј. примењује се у **ефикасној** форми и на **национално-револуционарни** **покрет** у Македонији.

Паралелно са низом горе наведених чињеница **предузима** Београд и **једну** **нову** **меру** у циљу **србизирања** Македоније и то под **економском** **маском** **наиме: колонизацију Македоније**. Насељавају се на Косову, Овчег Пољу и доле око Струмиче **многобројни** **бивши** **ратни** **добровољци**, **четници** и **оптанци** из **Мађарске**. У **пројекту** је да се **више хиљада** **руских** **Врангелових** **војника** **наसेле** **дуж** **бугарске** **границе** и т. д. и т. д.

Методи **насилне** **владавине** **великосрпских** **властодржаца** у Македонији **иду** **кроз** **две** **варијанте**. **Прва** **јерубо** **насиље** и **крвави** **терор**, **друга: корупција** и **поткупљивање** **варошке** **буржоазије**, **еснафлука** и **појединих** **арнаутско-турских** **поглавица**; **осивање** **разних** **патриотских** (читај: **великосрпских**) и **културних** **удружења**; и т. сл. Македонске **радне** **масе** **варошн** и **села** **имајући** **већ** **довољно** **искуства** **бојкотоују** **ову** **културно-просветну** **политику** **својих** **уљегача** **уочивши** **намере** и **позадину** **која** **се** **иза** **ње** **крије**.

Насупрот свима овим перипетијама **радног** **народа** у Македонији који **стење** **под** **притиском** **београдских** **насилника** **јавља** **се** **Протогеров** **са** **својом** **бандом** **око** **Македонског** **комитета** **као** **»весник** **слободе«** **македонског** **народа**. **Генерал** **Протогеров** и **његова** **банда**, **убице** и **целати** **бугарских** **сељака** и **радника** и **најамници** **бугарског** и **италијанског** **фашизма** и **империјализма**, **отпочеше** **средином** **прошле** **године** — у **тренутку** **размимолажења** **италијанског** и **великосрпског** **империјализма** — **својим** **директним** **терористичким** **акцијама**. **Ребају** **се** **атентати** **за** **атентатом**, **читава** **серија** **од** **битолског** **над** **Хади** **Поповићем** **до** **посељдег** **у** **Скопљу** **над** **Прелићем**. **Изабезумљени** **властодрнци** **одговарају** **на** **ове** **провокације** **одговарајућим** **мерама**. **Целокупан** **апарат** **жандармерије**,

vojske, policije i žbirova stavljen je u mobilno stanje i akciju. Vlastodršci su ga uperili protivu nevinoг македонског народа, невиних сељака, радника и сиромашних грађана. Настају прогони и масовна хапшења каквих ни за време устанака македонског народа под Турцима није било. Насиље и терор достижу врхунац крволочности. Протогеров и његове банде састављене већином од несвесних и декласираних лумпенпролетера-пореклом Македонаца после сваког атентата налазе сигурно уточиште код бугарских Галифета. Врло је мали број Протогеровљевих »дејана« коју ладају у руке српским властима и контра-четама. Из штипског процеса који је одржан средином марта, разгодишена је у дуном светлу политичка свест и морални ниво атентатора Кралева, који је на оптуженичку клупу својим исказима и денунцијацима довео и отерао у смрт и дугосодишњу робију мнобројне невине Македонце.

Протогерово руководе три ствари — потпуно супротне ослободилачким тежњама македонског народа — да врши ове провокације и слаби отпорну снагу тамошњег живља у борби за ослобођењем од својих угњетача и делата. Пре свега најамничке обавезе и провокаторска улога за рачун италијанског империјализма и бугарске Војне Лиге и комп., затим тежња за рехабилитацијом Македонског комитета и најзад сазнање да је македонски народ у својој претежној већини изгубио илузије да га неко споља може ослободити. Македонске радне масе, изузевши делове продане и корумпиране буржоазије знају врло добро и сећају се недавне владавине своје »браће« око и са Протогеровом. Македонски комитет

који је 1923 г. у Бугарској угушио слободу сељаку и раднику не може донети слободу њиховој »браћи« на Овчем Пољу, Вардару и Косову.

Доследан својим најамничким обавезама најординарнијег агент provocateur-а, Протогеров припрема ове године у пролеће нове концентричне провокације са бугарске и албанске стране. Милиони италијанских лира које је Наум Томалевски примио за рачун Протогеровога у Риму, осим тога исто толико од стране фашистичке и девето-јунске Бугарске стоје Протогерову на расположење да обуче и наоружа своје »дејце« и »припреми« европско мишљење да оправда његове акције.

У Македонији ће нове предстојеће акције Македонског комитета изазвати још тежа крвопролића и прогоне. Македонске радне масе обавештене на време умеће да одрже и ова искушења. Оне ће на ове провокације и прогоне одговорити масовним ступањем у В. М. Р. О. (Обединену); оне ће учврстити тврдени савез радника и сељака и повезати се својом уједињеном браћом из Црне Горе, Србије, Хрватске и осталих покрајина.

На провокације Протогеровога и његових господара, на тиранију српских властодржаца: удружена масовна борба против империјализма, фашизма и угњетавања било из Београда, Софије или Рима.

Македонски народ може једино оружаним масовним устанком у борбеној заједници са осталим угњетеним народима и револуционарним пролетаријатом извојевати своју слободу.

Димитрије Јовановић

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Ratifikacija nettunskih konvencija

Štampa donša iz „dobro upućenih diplomatskih beogradskih krugova“, da je napokon sretno pošlo za rukom poslaniku kraljevine SHS u Rimu gosp. Milanu Rakiću, da nekako — sigurno za kratko vrijeme! — uđobrovolji mrkog apeninskog gromomvika, pa da Benito Mussolini zauzme privremeno pomirljiviji stav prema službenom diplomatskom predstavništvu države SHS.

Naravno da je cijena za to visoka, jer se je jugoslavenska vlada obvezala da će na svaki način i neizostavno najdalje do 27 srpnja 1928 ratificirati po zlu glasovite nettunske konvencije bez ikakve promjene teksta — dakle u onoj formi, kakoj ih je u svoje vrijeme zaključio i potpisao Momčilo Ninčić koga je za to fašistička štampa imenovala najvećim državnikom i označila kao najgenijalnijeg političara Balkana. Kao protuuslugu pristala bi fašistička vlada, da produži još glasovitiji pakt prijatelstva, koga su Ninčić i Pašić sklopili sa Mussolinijem, da prodavši vitalne interese hrvatskog naroda talijanskom imperijalizmu kupe pomoć Mussolinija u njihovoj borbi proti maqedonskom narodu i njegovom pomoći prosljede politiku odnarođivanja u dolini Vardara i istrebljivanja Maqedonaca. Nettunske konvencije otvaraju širom vrata talijanskom kapitalu i talijanskoj ekspanziji s ovu stranu jadranskog mora, one priznaju prava jačega talijanskog imperijalizma da podjarmi primorske hrvatske krajeve i omogućuju talijanskim kapitalistima potpunu kontrolu nad svim produkeijem sredstvima, a prema tomu da odlučuju o životnim uslovima hrvatskog naroda, kojema je bilo uspjealo da svojim vitalnom energijom očuva svoj nacionalni karakter i predominantni položaj na obalama jadranskog mora. Ali je borba proti mletačkim gospodarima, a kasnije proti vlasti Habsburgovaca bila daleko lakše, jer je u to doba primorski kraj Hrvatske bio ratarski, stočarski i ribarski, industrijalizacija nije zauzela nikakvog maha, pa vlastodršci nijesu imali u svojim rukama produktivnih sredstava, pa se je hrvatski narod mogao lakše da opire pohlepnom tudjinu.

Tu je borbu hrvatski narod vodio uspješno gotovo 800 godina. Kroz to se vrijeme izmjeniše životni uvjeti na

obalama jadranskog mora. Prenapučenost i gorovitost kraja, rijetka i slaba zemlja Krasa i Dinarskih Alpa nužno sile na industrijalizaciju gospodarstvenog života i promjenu dosadašnjeg načina gospodarenja. Tako je nastala industrija bauxita, čimenta, mramora, kamenolomi, a po tom moderno industrijalizovano ribarenje i parobrodarstvo. Za prvu svrhu služe vodene snage zemlje i nalazišta ugljena, u zadnju svrhu moderna brodogradnja i subvencija parobrodarstva, da uzmogne vršiti izmjenu dobara izmedju pojedinih naroda.

Svemtu tomu stoji na putu talijanski imperijalizam, u čijoj se službi nalaze talijanska kapitalistička poduzeća, koja poput more tište privredne život u primorju.

Talijansko akcijsno društvo „Sufid“ dominira vodenim snagama Dalmacije — rijekama Cetina, Krka i Zrmanja — ima pravo eksploatacije glasovitih slapova „Gubavica“ i Krka kod Skradina što znače vodene snage u jednoj gorovitog, brdskoj zemlji, koja u ostalom nije bogata ugljenom, o tom ne treba posebno govoriti. Sav napredak naroda na primorju ovisi upravo o iskorišćavanju ovih vodenih snaga. Samo industrijalizacija zemlje i saobraćajna sredstva na modernoj tehničkoj visini u stanju su, da spase primorske krajeve od propasti i raseljenja. Užas hvata čovjeka, kad gleda kako svaki dan iz svih luka jadranskog mora seli narod, cvijet mladosti i najbolja radna snaga, da se prehrani na brazilijskim plantažama i južnoameričkim velikoposjedima. U isto doba otpuštaju talijanska poduzeća radnike u buljuge i zatvaraju svoje poslovnice, da još jače povećaju gospodarsku krizu. Sva nalazišta ugljena u tim krajevima — vlasništvo su talijanskog društva „Monte Promina“, koje ima pravo izrabljivanja svih nalazišta ugljena. Premda je potreba ugljena velika, a broj brez posla upravo ogroman — i to društvo u službi talijanske imperijalističke politike ograničuje rad, otpušta radnike i sili domaći etemenat, da traži zarade u Australiji, Kanadi ili Neu-Zeeland.

Nettunske konvencije ne samo da potvrđuju to sramotno stanje na primorju nego još proširuju prava talijanskog kapitalizma. Te konvencije priznaju pravo kupovanje nepokretnog imanja na primorju talijanskim kapitalistima, i ako fašistički zakon to zabranjuje ne samo strancima, nego i vlastitim podanicima drugog jezika — u ovom slučaju Hrvata i Slovincima — bez dozvole fašističkih i vojnih vrhovnih vlasti. Naravski da još nitko nije dočekao jednu takovu

dozvoli, da kupi zemlju u pograničnim kotarima novopri-svojenih zemalja. Hrvatima i Slovincima u Istri, Trstu i Gorici — toj novoj julskoj pokrajini — tamošnjim urodjenicima, talijanskim podanicima zabrenjeno je slobodno raspolaganje nad njihovom baštinom bez dozvole fašističkih vlasti. Ali šta je stalo beogradskim vlastodršcima do principa reciprociteta, što ga svaka vlada i svaka država na svijetu zahtjeva u svom međunarodnom odnosu sa drugim državama! Njima je samo do toga, da održe svoj sistem pljačke i tlačenja ostalih naroda u Jugoslaviji.

Nettunske konvencije priznaju Talijanima i pravo kabotaže u jugoslavenskim vodama, što nikoja država ne priznaje ladjama tuđe zastave!

Tko poznaje i samo površno odnos sila talijanske i jugoslavenske pomorske snage, taj će odmah svatiti, da to znači propast jugoslavenskog parobrodarstva i besposlenost hiljada hrvatskih pomoraca. Silna talijanska parobrodarska društva sa ogromnim subvencijama fašističke vlade ne dopuštaju na svojim brodovima zaposlenje stranih radnih sila niti časnika niti mornara. U danom slučaju ta će društva zadati smrtni udarac kapitalom siromašnom jugoslavenskom pomorstvu: prisiliti će pomorce, da idu preko svijeta u potražbi za koricom hljeba.

Otpor javnog mnijenja u Hrvatskoj, oštri protesti privrednih krugova, prešni predlozi hrvatskih stranaka u narodnoj skupštini sve to ne pomaže ništa, jer režimski krugovi javljaju, da će jugoslavenska vlada bez ikakvih poteškoća ratificirati nettunske konvencije.

Beogradski vlastodršci misle zbilja, da laka srca prih-

vate sve zahljeve talijanskog imperijalizma, jer se nadaju tim prihvatim slomiti otpor hrvatskog naroda, koji se neće moći boriti na drjezi fronte, a s druge strane zadobiti efikasnu pomoć fašizma u njihovoj borbi proti junačkom oslobodilačkom pokretu makedonskog naroda. Velikosrpske hegemoniste ne smeta ni očaj naroda, ni ogorčeni protesti privrednih krugova, ni otpor političkih stranaka. Lako i mirno idu oni svom cilju!

Sporazum Milana Rakića u Rimu sa Mussolinijem i govor delegata S-H-S-vlade u Ženevi Lazara Markovića na konferenciji za razoružanja, kojim je drsko i prepotentno odgovorio na predlog sovjetskog delegata i po engleskim intencijama napao ideju razoružanja i način njene provedbe, kako ju je predložio predstavnik Sovjetske Unije najbolje nam karakteriše ciljeve i sredstva ove hegemonističke politike Koga je zapravo predstavljao Laza Marković u Ženevi? No o tom drugi put.

Ovdje se pronose glasovi, da će Mussolini nakon ratifikacije nettunskih konvencija proglasiti carinsku uniju sa Albanijom. Tim bi Albanija stvarno prestala figurati kao neovim država, a Italija bi se približila moravsko — vardarskom bazenu i proširila svoj front prema Jugoslaviji za nekoliko stotina kilometara.

Nettunske su konvencije političko djelo Momčila Ninčića, a talijanska carinska unija sa Albanijom bit će diplomatski uspjeh Voje Marinkovića.

Na kraju krajeva: zaista veliki uspjeh velikosrpskih hegemonista!

Krešimir Ivačić

„Čojstvo mu ne smeta“

Na adresu beogradskog čankolisca Jovana S. Plamenca

»Od čega se pametan stidi — sa tim se budala ponosi...« veli jedna narodna poslovice koja za pedeset procenata odgovara tačnosti za Jovana Plamenca. Druga polovina ove umotvorine ne nalazi mesta kod renegata crnogorske narodne stvari, jer nebi ostalo za svu onu pokvarenost koju je u velikoj količini akumulirao ovaj tip.

Sa ljagom na obrazu i pomračenim umom, ali zato punim džepom beogradskih dinarčića — Jovan Plamenac je ponovo progovorio. Indirektno, u jednom odgovoru čoveku njegovih kvaliteta Svetozaru Pribićeviću, o »čojstvu« i »istini«, o Kajmakčalanu i — dakako o Crnoj Gori! Kako se tu redjaju glupošći i falsifikati u paralelnoj liniji, potrebno je, ali ne radi Plamenca!, podrobnije izložiti pitanje Crne Gore iz čega nacionalno-revolucionarni pokret mora povući krajnje konzekvence: o svojim zadacima i praktičnom radu koji se na toj strani Balkanskog Poluostrva očekuje od njega.

Poznata je istoriska činjenica da je Crna Gora od više vekova u nazad pa sve do okupacije od strane Centralnih sila za vreme Svetskog rata bila suverena, nezavisna državna jedinica. Pobedom Antantinih sila u tome ratu, okupatorski režim u Crnoj Gori nastaje i dalje da traje; promena je izvršena u toliko što austro-nemačku okupatorsku vlast preuzimaju francuske i srpske vojne jedinice — da docnije Crna Gora bude na jedan bespravan način i za samo aktuelno-važeće međunarodno javno pravo izručena Srbiji u ruke.

Ako bi smo stali na gledište baš toga sadanjeg, buržoaskog međunarodnog prava, Crna Gora je još i danas pod vojnom okupacijom bez da je izgubila pravo na samostalno državno postojanje. O tome čisto državnom pitanju postojanja prava na suverenitet crnogorske države svedoče fakta:

1. Crnogorski narod nije se saglasio, bilo neposrednim ili posrednim putem, sa aktom prisajedinjenja Srbiji: a) niti jednim međusobnim ugovorom između Srbije i Crne Gore, b) niti izmenom stanja u svojoj državi koje bi ukidalo dotadanje pozitivne ustavne norme i zamenile drugim koje bi, uz suverenu volju naroda, pravno sankcionisale akt ujedinjenja. Ni jedna ustavna odredba nije sa slučajem Crne Gore, i od njene strane, ispunjena ili oborena a da bi Srbija (ili Jugoslavija) mogla da proširi vlast nad njenom teritorijom — iz čega lako proizilazi da je ona pod okupacijom, bez zadovoljenog međunarodnog javnog prava za aneksiju pri čemu je i nadalje ostalo sačuvano pravo na svoje suvereno državno postojanje.

2. Postoje više zvaničnih — individualnih i kolektivnih — obaveza Velikih sila (i to »savezničkih«!) kojima priznaju, čak i garantuju Crnoj Gori pravo postojanja (restauracije) kao suverene državne jedinice. Ni jednim mirovnim ugovorom pitanje Crne Gore nije rešavano te je ostalo i nadalje potpuno otvoreno nemajući, baš suprotno tvrdnji Jovana Plamenca, redovnu međunarodnu sankciju.

Činjenicama da obrazložimo i potvrdimo ove navode.

Priključenje Crne Gore Srbiji

Ovo je moglo da se počini — baš da se poslužimo argumentacijom Jovana Plamenca — ili na osnovu suverene odluke svoga naroda donesene u korist druge države, koja je voljna da izvrši aneksiju, ili putem pobedonosne vojničke okupacije i izvršene aneksije... zašta je potrebno, na osnovu internacionalnog prava, da ta aneksija dobije međunarodnu sankciju.

O ovom poslednjem biće govora u sledećem poglavlju; ovde da se pozabavimo načinom priključenja Crne Gore Srbiji.

Jovanu Plamencu je poznato da je ustav Kraljevine Crne Gore predviđao za amputaciju dela državne teritorije pristanak skupštine sa kvalifikovanim većinom. Poznato mu je i to: kako se raspisuju izbori i kako saziva crnogorska skupština. Revolucije u Crnoj Gori, koja bi oborila pravni poredak, nije bilo. Slučaj sa »ujedinjenjem« desio se međutim na taj način, što je jedna »patriotska manifestacija« — kako to veli Plamenac — izvikala jednoglasno ujedinjenje pod skeptrom dinastije Karadjordjević!

I tu imamo posla sa jednim Plamenčevim falsifikatom. Crnogorski ustav nije predviđao instituciju kakva je »Velika Narodna Skupština«, pa ipak odmah po ulasku francuskih i srpskih trupa raspisani su u Crnoj Gori nekakvi izbori i propise za iste je oktroisalo jedno lice koje je bilo čak tuđjeg državljanstva. Kada se zna da se u to vreme na teritoriji Crne Gore nalazila strana vojna sila, da je crnogorska vojska bila zadržana u »savezničke« logore kao zarobljenička vojska a ustavnom vladaru sprečen dolazak — onda je pravovaljanost Podgoričke Skupštine osporena i predstavlja zbilja jednu velikosrpsku vojno-policijsku »patriotsku manifestaciju« koja ne znači ništa. Ali kako to da Plamenac zaboravi na način saziva toga foruma i pravovaljane odluke koju je on doneo a našta se pozivaju današnji vlastodršci? Nije li se beogradska vlada poslužila ovim falsifikovanim izborima da za sebe dobije pravo predstavljanja Crne Gore na mirov-

noj konferenciji? Zar je Plamenac toliko zabudalo da pokušava sa falsifikovanjem i samih falsifikata!

Može se setiti da je međunarodni mirovni forum dao pravo prisustvovanju delegatu crnogorske vlade koja je na žalost odredila Jovana Plamena; setiće se, da je Lord Kerzon izjavio da će izbori za konstituantu rešiti pitanje priključenja a oni su dali apsolutnu većinu neujedinjašima; ako još nije poludeo moći će da izračuna da u skupštini od 400 zastupnika, 7 crnogorskih nisu mogli da odluče u korist prava

na ocepjenje. I danas kada govori da je „Srbija jedinstavno na osnovu svoga ratnog i nacionalnog prava izvršila nad tim zemljama i akupaciju i aneksiju“ — govori iz gluposti zašta će Beograd da mu udari packe, a navod da su Srbija i Crna Gora imale „...istorisku misiju da oslobode i ujedine svoju potlačenu braću“ — svodi se na istorisku glupost: kao da je težnja Crne Gore bila da bude okupirana!! „Vo imja oca“ ... Plamenče!
(Nastaviće se.)

Jastrebac

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

50 ΧΡΟΝΙΑ ΥΠΟΔΟΥΛΩΣΗ

Ο άγγλικός ιμπεριαλισμός γιορτάζει την πεντηκοστή επέτειο της κατάληψης της νήσου Κύπρου. Άρχαιο ελληνικό έδαφος παραδόθηκε πριν 50 χρόνια στην άγγλική κατοχή, χωρίς να ρωτηθή ο ελληνικός λαός. Η με τον ρωσοτουρκικό πόλεμο σε άδυναμία καταδικασμένη, και με την ειρήνη του Άγιου Στεφάνου ταπεινωμένη Τουρκία, ήταν έτοιμη να θυσιάση στις μεγάλες δυνάμεις έπαρχία πάνω σε έπαρχία, μόνο και μόνο για να διατηρήση την φεουδαλική κυριαρχία των Αγάδων και των Σπαχήδων και την πολιτική ύπαρξη του «άρρώστου άνδρός» στον Βόσπορο. Το Συνέδριο του Βερολίνου, το οποίο διατηρούσε για κάμποσο καιρό την ύπαρξη της Τουρκίας ως μεγάλη ευρωπαϊκή δύναμη, παρέδωσε την Κύπρο στην Άγγλία. Από τη ζώνη τουρκική κυριαρχία μπήκαν οι Έλληνες της Κύπρου κάτω από τον άγγλικό ζυγό. Από 50 χρόνια βαραίνει η «έκπολιτιστική» δράση του άγγλικού ιμπεριαλισμού πάνω στις ελληνικές αγροτικές μάζες. Τα δικαιώματα των βρετανικών Ντομίνιον, δεν δώθηκαν βεβαίως στην καταλημμένη χώρα. Η Κύπρος ήταν άντικείμενο όχι ύποκειμενο της άγγλικής πολιτικής. Σαν σημαντική βάση έμεινε στα άγγλικά χέρια ως έγγύηση για να κάμη προσιτές στον άγγλικό ιμπεριαλισμό τις άσιατικές κτήσεις της Τουρκίας.

Όταν το 1908 η Αύστρο-ούγγρική Μοναρχία έκίνησε την προσάρτηση της Βοσνίας, για να άποδείξη την ζωτικότητα της μέσα σάπιας Βασίλλης των λαών, δεν έμεινε η Άγγλία πίσω από το άηθουργικό παράδειγμα. Και η Κύπρος προσαρτήθηκε. Η Κύπρος γένηκε άγγλική κτήση, και η πράσινη σημαία; κατεβηκε από το φρούριο, για να κάμη τόπ στο Ούνιον-Τζάκ.

Η Κύπρος ως τώρα μία τουρκική έπαρχία κάτω από την άγγλική διοίκηση, γένηκε άγγλικό έδαφος, βεβαίως άγγλικό έδαφος χωρίς έκτενη αυτοδιοίκηση. Ναί μεν τράβηξε το νέο Σύνταγμα τον πληθυσμό για συμβούλο; έμεινε όμως έπειτα όπως και πριν οι άγγλοι υπάλληλοι, οι όποιοι άντικατέστησαν ή μάλλον συμπληρωσαν τον ζυγό της τουρκικής διαχείρησης, την βάρβαρη όθωμανική διοικητική μέθοδο με την συστηματική έκμετάλλευση των άγγλικών άποικιακών ιδεών.

Η Κύπρος γένηκε άγγλική, ή έκμετάλλευσι της όμως άλλαξε μόνο την φόρμα. Η έσωπερική αναλογία έμεινε άδικτος. Βαρειά πιέζει ή ζένη κυριαρχία στον τράχηλο του ελληνικού λαού. Το άγγλικό κεφάλαιο άρχισε την «ειρηνική του διείδηση». Η διαδεδομένη άγρονομία δεν άναπτύχθηκε

μεν σημαντικά τα δε υδραυλικά έργα δεν τέλειωσαν όλως διόλου, το τουρκικό σύστημα φώρων διατηρήθηκε όμως ίσα με ένα μεγάλο βαθμό, Οι άγγλοι έθεώρησαν ως «διοικηται» καθώς και άργότερα ως «νόμιμοι» κυριαρχοί της χώρας ως πολύ πειό εύκολο, να διατηρήσουν την ελαττωματική παράδοση του τουρκικού φεουδαλισμού παρά να δημιουργήσουν τι κατ' άρχην νέο. Ο βρετανικός ιμπεριαλισμός όμως άφειλε προς ίδιον συμφέρονά προσπαθήση για την άνάπτυξη των έδαφικών θησαυρών, της συγκοινωνίας και έτσι άνέβαιναν τα κέρδη του άγγλικού κεφαλαίου στο άπειρο. Οι πειό χειρότερες παραδώσεις άσιατικών έκμεταλλευτικών τάσεων συνδέθηκαν με τις πειό καινούργιες άποκτήσεις της τεχνικής.

Έτσι «νεωτερίστηκε» ή Κύπρος. Στην ύπηρεσία των ζένων και προς συμφέρο των γένηκε το νησι καπιταλιστικά προσιτό και κάθε κίνηση του αυτοχθόνου ελληνικού πληθυσμού καταβλήθηκε διά της βίας. Οι Έλληνες της Κύπρου έχορον το δυστήχημα να είναι παραδεδομένοι από αιώνες τώρα στην βάρβαρη ζένη κυριαρχίας. Οι ένδοξες παραδώσεις από τον καιρό της άρχαιότητας, από τον άγώνα εναντίον της ζένης περσικής κυριαρχίας ξεχάστηκαν, και ήδη στην έποχή των σταυροφοριών κυβερνούνταν το νησι από μια ζένη δυναστεία. Άγγλικό έμπορικό πνεύμα είχε κάμη τότε για πρώτη φορά το μέρος ύπηκοο, και οι ιππότες του πύχη της σήμερα, οι περίφημοι «Profiteers», οι έξοπλιστές και οι φαμπρικάντες αισθάνονται τον εαυτό τους ως κληρονόμο του Ρίχαρντ Λοέβενχερτζ, ο όποιος είζαιρε να επιβάλλη ζένη κυριαρχία πάνω σε έκπολιτισμένους λαούς.

Παρ' όλη την ζένη κυριαρχία των Βενετών, παρ' όλη την έκαντάδων χρόνων τουρκική κυριαρχία διατηρήθηκε ο ελληνικός χαρακτήρας της νήσου; ελληνικός δε πολιτισμός και ελληνικό έθνικό αισθημα εδρಿಸκε ένα άσυλο κάτω και από την πειό βάρβαρη ζένη όθωμανική κυριαρχία. Όταν πριν από 50 χρόνια κατά το μεγάλο παζάρεμα των λαών στο Βερολίνο οι Άγγλοι έζήτησαν την άναθεώρηση της Συνθήκης του Άγιου Στεφάνου από τους τουρκούς φίλους τους, ενόμιζε ή Κύπρος ότι άπελευθερώθηκε. Ο ελληνικός λαός ήλιζε ότι ή νέα «ή χριστιανική κυριαρχία», θα άντιστοιχούσε στις άνάγκες των ελληνικών αγροτικών μαζών. Αυτό δεν γένηκε. Ο αυτοχθόνιος πληθυσμός έμεινε έξω από την διοίκηση, και εάν άκόμη της έπετρέπετο να συμβουλευθή, ή άπόφαση έμεινε στα χέρια του ζένου κυβερνήτη.

Ἡ βρετανικὴ αὐτοκρατορία ὑποχρεώθηκε νὰπραχωρήσῃ σὲ μιὰ γραμμὴ ἀπὸ ἀποικίες τὴν αὐτοδιοίκη-ση, Ἡ Αὐστραλιακὴ Όμοσπονδία τὸ Dominion of Canada, ἡ Ένωσις τῆς νοτίου Ἀφρικῆς, ἡ Ἰρλανδία γένε-καν αὐτόνομα κράτη, τῶν ὁποίων ἡ προεοικειότης τὴν ἀγγλικὴ αὐτοκρατορία, βασιζέται κυρίως στὴν λίγο ἢ πολλή ἀπόφασις τῶν μελῶν. Κοντὰ ὅμως στοὺς ὄλους δι ὄλου βρετανούς πολίτες, οἱ ὁποιοὶ τὴν παλῆ φιλε-λεύθερη ἀρχὴ τοῦ »government by consent» τῆς »κυ-βέρνησης κατόπιν συγκαταθέσεως τῶν κυβερνομένων» τὴν ἀπέκτησαν ἀπὸ τὴν Μητρόπολιν ὕστερα ἀπὸ πολυ-ετὴ ἀγῶνα, βρίσκονται «οἱ παθιτικοὶ βρεττανοὶ» οἱ ὁποιοὶ καὶ σήμερὰ ἀκόμη εἰμῖναν ἀντικείμενα μὲρω-σης τοῦ ἀγγλικοῦ ἰμπεριαλισμοῦ, οἱ κάτοικοι τῶν ἀπο-ικίων καὶ τῶν μερῶν χωρὶς πλατεῖα αὐτοδιοίκησις. Ὁ βρετανικὸς ἰμπεριαλισμὸς, ὁ ὁποῖος ἐπιδιώκει κάτω ἀπὸ τὴν ὁδηγία τοῦ τὴν ὀργάνωσι μιᾶς ἱερῆς συμμα-χίας τῶν ἐνδιαφερόντων καπιταλιστῶν ἐναντίον τῆς Σοβιετικῆς Ένωσις, ἀρνεῖται στὶς ἀποικίες ἀκόμη καὶ τὴν ἐλευθερίαν τὴν ὁποία ἀπέκτησαν τὰ Ντομίνιον.

Ἡ ἀντίστασις ὅμως ζύπνησε. Στὸ μεγάλο ἀπο-ικιακὸ ἀγγλικὸ κράτος, ἔθεσε σηματικά σὲ κίνδυνον τὸν διοικητικὸ μηχανισμό τῶν ἀγγλῶν κυριῶν, ἡ παθιτικὴ καὶ ἐνεργητικὴ ἀντίστασις τῶν ἀνευ δικαιωμάτων λαῶν. Ἀκόμη καὶ στὴν Ἰρλανδίαν δὲν λιγότερῃ τὸ κίνημα ἀνεξαρτησίας, παρ' ὅλα τὰ ἰδιαίτερα δικαιώματα. Στὶς Ἰνδίες ἡ συνταγματικὴ συμβουλευτικὴ Σύμῶν ἐπιτροπὴ ἐκίνητοποίησε ὅλο τὸν ἰνδικὸ λαὸ ἐναντίον τῆς, καὶ στὸ ἐθνικὸ ἰνδικὸ Συνοδριον ἀντιπροσωπεύονται μιὰ δυνατὴ πτέρυγα, ἡ ὁποία ὑποστήριξε τὸ πέρασμα ἀπὸ τὴν παθητικὴ Non-cooperation στὸν ἐνεργὸ ἀγῶνα.

Στὴν Ἀφρικὴ κερδίζει τὸ ἐθνικὸ Συνοδριον τῶν Νέγρων πάντοτε μεγαλήτερον συμμασίαν, καὶ ἡ θριαμβευ-τικὴ διάβασις τοῦ γενικοῦ προέδρου τῆς κινήσεως τῶν Νέγρων, Γκουμέδε, ὕστερα ἀπὸ τὴν ἐπιστροφὴν τοῦ ἀπὸ τὴν ἐορτὴ τῆς 10 ἐλευθερίας στὴν Μόσχα ἀποδεικνύει τὸ δυνάμωνα τῆς δράσεως γιὰ μιὰ «ἐλεύθερη Δημοκρα-τία ὄλων τῶν φυλῶν στὴν Ἀφρικὴ. Τὰ ἐθνικο-ἐπανα-στατικά κινήματα σὲ ὅλες τὶς ἀγγλικὰς ἀποικίες εἶναι ἡ πρέπουσα ἀπάντησις σὲ ἕνα ἀδιάκριτον ἐκμεταλλευ-τικὸ σύστημα, καὶ ὁ ἀγγλικὸς ἰμπεριαλισμὸς τίθεται μπρὸς τὸ δίλημμα, εἴτε νὰ εὐρήνη τὸν κύκλον τῶν Ντο-μίνιον καὶ ἔτσι νὰ λιγοστεύσῃ τὴν ἀπ' εἰθείας ἐπι-δραση τῆς ἀγγλικῆς μπουρζουαζίας ἢ νὰ ἀναλάβῃ τὸν ἀγῶνα ἐναντίον ὀλοκλήρου τοῦ ἀποικιακοῦ πληθυσμοῦ.

Ἡ βρετανικὴ αὐτοκρατορία κατόρθωσε νὰ κλείσῃ εἰρήνην μὲ τοὺς Μπούρους, γιὰ νὰ τοὺς μοταχειρισθῇ ὡς ἐγγύθησι τῶν ἰμπεριαλιστικῶν συμφερόντων ἐναν-τίον τῶν μαύρων. Μπόρεσε νὰ κίνητοποίησῃ τοὺς Γάλλους τοῦ καναδά ἐναντία στὴν ἐπιθυμία τοῦ ἀμε-ρικανικοῦ ἰμπεριαλισμοῦ. Στους ἄλλους λαοὺς δὲν μπορεῖ καὶ δὲν θέλει ὁ ἀγγλικὸς ἰμπεριαλισμὸς νὰ κάμῃ ὑποχωρήσεις, γιὰτὶ ἀκόμη καὶ ἕνα παιχνιδὶ μὲ τὸ δικαίωμα αὐτοδιάθεσης θὰ ξανάλυε τὶς δυνάμεις, οἱ ὁποιοὶ θὰ ἀποκτούσαν διὰ τῆς βίας τὸ δικαίωμα αὐτοδιάθεσης ὄλων τῶν λαῶν.

Στους ὑποδουλωμένους λαοὺς κατωτέρου δικαίω-ματος, ἀνοικὴ ἐπίσης καὶ ὁ ἐλληνικὸς λαὸς στὴν Κύπρον. Τὸ δικαίωμα τῆς αὐτοδιάθεσης τοῦ ἔχει ληστευθῆ, πα-

ραδεδωμένο στὴν ξένη κυριαρχία, δὲν ἔχει τὴν δύναμιν νὰ ἀπελευθερωθῇ μόνος του, ἐφ' ὅσον οἱ Ἕλληνες τῆς Μητρόπολης δέχονται μόνον τὸν ζυγὸ τοῦ ἀγγλι-κοῦ ἰμπεριαλισμοῦ. Οἱ Ἕλληνες τῆς Κύπρου διαδήλωσαν καθαρὰ καὶ ἐπανελλημένως τὴν θέλησιν τοὺς διὰ τὴν πανελληνίαν ιδέα. Ἡ ζωπέτειος ἦταν ἡ αἰτία μεγάλων διαδηλώσεων γιὰ τὴν ἔνωσιν ὄλων τῶν ἐλλήνων σὲ ἕνα κρά-τος. Οἱ Ἕλληνες τῆς Κύπρου θὰ ἐπιβάλλουν τότε μόνον τὸ δικαίωμα τῆς αὐτοδιάθεσης τοὺς πού τσαλαπατιθῆκε ἀπὸ τοὺς Ἀγγλοὺς κατακτητὰς, ὅταν καταταχθῶν στὸ ἀντιιμπεριαλιστικὸ μέτωπο, σπου ὅπειον τὶς γραμμὲς βρίσκονται καὶ ἀγωνίζονται οἱ λαοὶ τῆς Ἀπω ἀνατολῆς καὶ τῆς Ἀφρικῆς, καθὼς καὶ οἱ καλλίτεροι ἀπὸ τοὺς ἀγγλοὺς ἐργάτες. Μιὰ πραγματικὴ ἐπιτυχία ὅμως θὰ ἔχει τὸ ἀπελευθερωτικὸ κίνημα τῆς Κύπρου τότε μόνον, ὅταν ἡ Παν-Ἑλλάς ἐξασφαλίσῃ ἕνα δυνα-τὸ σύμμαχον μὲ τὴν ἀδελφοποίησιν μὲ τοὺς ἄλλους Βαλκανικοὺς λαοὺς. Μόνον στὰ ὅρια μιᾶς Βαλ-κανικῆς Όμοσπονδίας εἶναι δυνατὴ ἡ κί-νητοποίησις ὄλων τῶν δυνάμεων ἐναντίον τοῦ ἀγγλικοῦ ἰμπεριαλισμοῦ. Μόνον μιὰ Βαλ-κανικὴ Όμοσπονδία ἡ ὁποία βασιζέται πᾶνω στὴν συ-νείδησιν τῶν ἐργαζομένων τῆς πολιτῶν, μπορεῖ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὰ παλῆ δικαιώματα τοῦ ἐλληνικοῦ λαοῦ πᾶνω στὴν Κύπρον καὶ πᾶνω στὰ Δωδεκάνησα πού στενάζουσι κάτω ἀπὸ τὴν φατσοιστικὴν τυρανίαν.

50 χρόνια πέρασαν ἀπὸ τὴν κατοχὴ τῆς Κύπρου. Ὁ ἐλληνικὸς λαὸς δὲν παρετῆθηκε ποτὲ ἀπὸ τὰ δικαιώ-ματα του καὶ ἐγείρει ἐκ νέου τὴν κατηγορίαν του ἐναν-τίον τῆς ξένης κυριαρχίας, ἡ ὁποία ἐμποδίζει τὴν ἔνωσιν τῆς Παν-Ἑλλάδος. Ἡ Ἀγγλία δὲν θὰ ἐγκαταλείψῃ τὴν ἐλευθερίαν τῆς Κύπρου τῆς ὁποίας ἡ στρατιωτικὴ καὶ οἰκονομικὴ σημασία δὲν παραγνωρίζεται, ὅπως ἐγίνε κάποτε μὲ τὰ νησιά τοῦ Ἰονίου πελάγους. Γιὰ τὴν Κύπρον πρεπεῖ νὰ γίνῃ ἀγῶνας! Ἡ ἀγανάκτησις τῶν καταπιεζομένων ἀποικιακῶν λαῶν τῆς αὐτοκρατορίας, ἡ ἔνωσις ὄλων τῶν Βαλκανικῶν λαῶν σὲ μιὰ ἀδιάλυ-τη Όμοσπονδία δημιουργοῦν τὶς προϋποθέσεις γι' αὐτὸ.

Ὁ πατριώτης μας Πολίτης εἶπε στὴν προκαταρ-τικὴ ἐπιτροπὴ τοῦ ἀφοπλισμοῦ στὴν Γενεθὴν τὰ ἐξῆς λόγια: «Καὶ στὴν οἰκογένεια τῶν λαῶν ὑπαρ-χουν ἐγκληματαίτες, ἐναντίον στὶς ὁποῖες πρεπεῖ κανένας νὰ ὑπερασπίσῃται». Ὁ Πολίτης εἶναι ἰμπεριαλιστικὸς πράκτορας. Οἱ προσπά-θειες του τείνουσι στὴν ἔνωσιν ὄλων τῶν ἰμπε-ριαλιστικῶν κυριαρχῶν ἐναντίον φάθε ἐπαναστατικῶν κινήματος. Ἐν τούτοις πρεπεῖ νὰ ληφθῶν τὰ λόγια τοῦ πολιτικοῦ ἀνδρὸς μας ὑπ' ὄψη, ἀλλέως ὅμως ἀπ' ὅτι ἐννοεῖ. Πρεπεῖ νὰ ἐπι-φέρουμε τὴν ἔνωσιν τῶν Βαλκανικῶν λαῶν γιὰ νὰ διώξουμε τοὺς ξένους ἀποίκους, οἱ ὁποιοὶ περέδωσαν ἐλληνικὸ ἔδαφος σὲ ξένη καταπίεσιν. 50 χρόνια ὕστερα ἀπὸ τὴν κα-τοχὴν ἐγείρη ὁ ἐλληνικὸς λαὸς ἐκ νέου τὸ δικαίωμα του. Μόνον ἡ Όμοσπονδία τῶν ἀπελευθερομένων Βαλ-κανικῶν λαῶν, ἐνωμένη ἐναντίον τοῦ ξένου ἰμπερια-λισμοῦ, μπορεῖ νὰ πραγματοποιήσῃ τὴν πανελληνικὴν ιδέα.

Μέλιγκος

Ο ΠΡΟΤΟΓΕΡΟΦ ΔΙΑΤΑΣΕΙ ΠΑΝΤΟΤΕ ΦΟΝΟΥΣ ΓΙΑ ΛΟΓΑ-ΡΙΑΣΜΟ ΤΗΣ ΒΟΥΛΓΑΡΙΚΗΣ ΣΤΡΑΤΙΩΤΙΚΗΣ ΛΙΓΚΑΣ

Ἐπανελεμμένως τονίσαμε ἀπὸ τὶς στήλες αὐτοῦ τοῦ περιοδικοῦ τὸν ρόλον τοῦ μισωτῆ πού παίζουσι ὁ Πρωτογέροφ καὶ οἱ συμπράκτορες του στὴν ἐνεργὸ ἐσωτερικὴ πολιτικὴ τῆς Βουλγαρίας. Ἐχομε ἀρκετὲς φορὲς ὑποδείξει μὲ γεγονότα, πῶς αὐτοὶ οἱ προδότες

τῆς μακεδονικῆς ὑπόθεσης πείραν καὶ πέρνουσι πάντα ἐνεργητικώτατον μέρος στὴν δολοφονία καὶ τὴν κατα-πίεσιν τῆς ἐργατικῆς τάξεως καὶ τῶν ἐργαζομένων μαζῶν στὴν Βουλγαρία. Τελευταίως ἀκόμη, ἀναγγή-λαμε τῆς ἀπειλῆς φόνου πού γένηκαν ἐπανελεμμένως

στον άρχισυντάκτη της γενναίας εφημερίδας «Νοβίνι» ζητώντας να πάυση να γράφη ότι άφορα την Μακεδονία, γιατί αυτή ή εφημερίδα κατήγγιλε την πολιτική των Ιμπεριαλιστών της δυτικής Ευρώπης και των ρατσιστικών βαλκανικών κυβερνήσεων άπέναντι των καταπιεζομένων λαών και της εργατικής τάξης των κρατών της Χερσονήσου, γιατί υπεράσπιζε την ιερα ύπόθεση των εργαζομένων ραζών και των καταπιεζομένων λαών. Στόν άγώνα τον οποίο διαζάγουν οι βούλγαροι εργάτες για να καλλιερευσουν την ελευινή τύχη τους, οι άρχηγοι της «όργάνωσης» του Πρωτογέρωφ έστειλαν τους πράκτορες τους για να φοβίσουν τους εργάτες και για να σπάσουν την βέλτηση τους για τον άγώνα, εξυπηρετώντας έτσι τα συμφέροντα των βούλγαρων καπιταλιστών. Έτσι ενήργησαν κατά την άπεργία των καπνεργατών του περασμένου έτους με ένα τρόπο εξαιρετικά έχθρικό. Κατά τις εκλογές του 1927, οι πράκτορες αυτής της όργάνωσης, διάτρεχαν τα διάφορα μέρη της Βουλγαρίας για να φοβίσουν και τρομοκρατήσουν τους εκλογείς και για να τους εξαναγκάσουν να ψηφίσουν για το κόμμα της κυβέρνησης, το Δεμοκρατισέσκι Ζγόδορ. Πάντου όπου ή κυβέρνηση έπιχειρή μια όποια έήποτε δράση εναντίον των εργατών ή των άργωτών, αυτή ή «όργάνωση» βρίσκεται πάντα με το μέρος των καπιεστών.

Ο καθηγητής Τοδόρ Χ. Πάβλωφ, καταγόμενος από το Στίπ, σοφός και δημοσιογράφος με μεγάλο τάλαντο, τώρα δε πολιτικός κατάδικος στις φυλακές της Φιλιππόπολης, στέλνει στον βουλγαρικό και ξένο τύπο μια άνοικτή επιστολή άπευθυνομένη στην όργάνωση του Πρωτογέρωφ, με την όποια άποκαλύπτεται ένα νέο έγκλημα, το όποιο προσπάθησαν να έξασκή-

σουν αυτοί οι χυδαιοι μισωτοι για λογαριασμό της στρατιωτικής βουλγαρικής λίγκας. Βλέπει κανένας απ' αυτό το γράμμα, ότι ή όργάνωση του Πρωτογέρωφ ήθελε να δολοφονήση τον καθηγητή Πάβλωφ, και ότι από μια καθαρή σύμπτωση γλύτωσε τον θάνατο αυτός ο διαπρεπής διάνοούμενος.

Οι αναγνώστες μας θα θυμούνται το πρόσωπο του Τοδόρ Πάβλωφ, θα θυμούνται τα ενεργητικά λόγια τα όποια εξέφάνησε μπρός στο δικαστήριο της Σόφιας στις 2 Μαΐου του περασμένου χρόνου, όπου υπεράσπισε τις ιδέες του με πάθος, θα θυμούνται ότι ή βουλγαρική στρατιωτική λίγκα δεν επέτρεψε στον δικηγόρο Κουρτ Ρόξενφελντ, βουλευτή του Ράιχσταγκ της Γερμανίας, και στον Ρίχτερ, από τον Βιέννη, να αναλάβουν την υπεράσπιση του Πάβλωφ και τους έδιωξε από την Βουλγαρία. Μετά την καταδικη του καθηγητή Πάβλωφ, προσπάθησε ο φασιστική βουλγαρική κυβέρνηση δύο φορές επανειλημένως να απαλαχθή από τον διαπρεπή καθηγητή, και να τον «εξαφανίση». Οι άποκαλύψεις που κάνει ο σοφός, συγγραφέας πολυτιμών επιστημονικών έργων άποτελούν μια καινούργια άπόδειξη των στενών σχέσεων που υπάρχουν μεταξύ της κυβέρνησης της βουλγαρικής στρατιωτικής λίγκας και του Πρωτογέρωφ και αυτών. Έκείνα που λαμβάνουν χώρα σ' αυτήν την δυστυχή Βουλγαρία, όπου οι Πρωτογέρωφ όργανώνουν την δολοφονία των αντιπάλων πολιτικών της έπί το έργον βουλγαρικής κυβερνήσεως, θα άναυακτήσουν και θα επαναστατήσουν κάθε τίμιο άνθρωπο.

Έκενεν της σπουδαιότητας αυτών των άποκαλύψεων της καθηγητή Πάβλωφ, δημοσιεύομε παρακάτω, την άνοικτήτου επιστολή έν έκτάση:

ΑΝΟΙΚΤΗ ΕΠΙΣΤΟΛΗ ΑΠΕΥΘΥΝΟΜΕΝΗ ΤΗΝ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΟΥ Ο.Ρ.Ι.Μ., ΜΕ ΑΝΤΙΤΥΠΗ ΠΡΟΣ ΤΟΝ ΒΟΥΛΓΑΡΙΚΟ ΚΑΙ ΞΕΝΟ ΤΥΠΟ

Κύριοι!

Πριν από λίγες μέρες, ο φύλακας Τόμα Ντουντσεφ των φυλακών Φιλιππουπόλεως, όπου βρίσκομαι έπί του παρόντος έγω ένεκεν της καταδικής μου, έδωσε στους διά κοινά έγκλήματα καταδικασμένους Ίβάν Σταρκέλωφ, Στόγιαν Νικόλωφ, Άγγελ Δημήτρωφ και Ίωσήφ Τσουτσούλωφ κρυφά πληροφορίες για ένα γράμμα του έδώ άντιπροσάπο σας Ά(γγο) Π(όπωφ). Σ' αυτό το γράμμα στέκονταν ότι, εκείνοι που θα φονεύσουν τους διά κοινά έγκλήματα καταδικασμένους Μαριν Άδάμωφ και Τοδόρ Πάβλωφ θα άπελευθερώνοντο άμέσως. Ο φύλακας Ντουντσεφ κατάφερε τους τέσσερης άναφερθέντας κρατουμένους και αυτοί αποφάσισαν να έκτελέσουν τον φόνο και έδήλωσαν τον σκοπό τους και σε άλλους φυλακισμένους, για να έξασφαλίσουν την βοήθεια τους. Το σχέδια έχει κατασραωθεί κατ' άρχάς ως έξης. Στην κυρία είσοδο των φυλακών (Δγιούμάγια) θα έσκότωναν δύο από τους λεχθέντας φυλακισμένους τον Μαριν Άδάμωφ, μέσα δε στον πανικό και στον συνοσπισμό που θα γίνονταν έπειτα, οι άλλοι θα έσκότωναν τον Τοδόρ Πάβλωφ. Άν αυτό δεν επέτύχενε κατ' αυτόν τον τρόπο θα προσκαλείτο ο Τοδόρ Πάβλωφ στο δαρμάτιο αρ. 10 για μια συντροκική διασκέδαση, εκεί δε θα έφρονεύετο με έγχειρίδια τα όποια εκ των πραιτέρων θα δίδονταν στους άναφερθέντας φυλακισμένους, καθώς και σε άλλους από τους όποιους, έγω μόνο δύο γνωρίζω με το όνομα τους, τους Γεώργγ Βίκωφ και Άριφ Μάσνεφ. Ο Μαριν Άδάμωφ πληροφορήθηκε έγκαιρώς τον σχεδιαζόμενο εναντίον του φόνο, έκαμε φασαρίες, χωρίς να πεί τα όνόματα των συνομοτών. Κατά τα λεγόμενα του φύλακα Ντουντσεφ στους τέσσερης εμπιστους του, «μετεφέρθη ο Μαριν Άδάμωφ κάπου άλλου»,

κατά την «μεταφορά» του, τον απαγάγανε από τον σταθμό του Στάρα-Σαγκόρα και τον φέρανε στο Ύακορουδα (μεταξύ Παζαρτζικ και Νευροκόπι, όπου και έφρονεύθηκε. Άγρότερο άποκαλύφθηκε σε μένα το εναντίον μου προετομαζόμενο σχέδιο. Άπόρησα και δεν ήθελα στην άρχή να το πιστεύσω. Κατόπιν όμως πληροφορήθηκα ότι, οι άποκαλύψεις αυτές ήταν άπολύτως άληθείς, ότι το γράμμα από τον Α. Π. ήταν άσθεντικό, ότι ο φόνος μου είχε πραγματικά αποφασισθή, και ότι, στους άναφερθέντας φυλακισμένους μοιράστηκαν έγχειρίδια προς τον σκοπόν αυτόν.

Έπειδή ή προστασία της ζωής μου δεν είναι για μένα το πειθό σπουδαίο ζήτημα, άπευθνω αυτό το γράμμα σε σας και σας δηλώνω: Δεν μπορώ ως αυτήν την στιγμή να παραδεχθώ τελειωτικά ότι ο Κεντρική Έπιτροπή της ΟΡΙΜ μπορεί να έκδιδη θανατικές καταδικές εναντίον ανθρώπων, οι όποιοι ποτέ τους δεν ήταν μέλη της ΟΡΙΜ, οι όποιοι ποτέ τους δεν είχαν να κάμουν κάτι μαζί της, και οι όποιοι κατά συνέπειαν δεν μπορούν να «καταδικασθούν» κατ' τα ιδιαίτερα καταστατικά της ΟΡΙΜ. Το μόνο μου έγκλημα, αν ήταν αυτό ένα έγκλημα, είναι ότι έγω πολιτικώς και ιδεολογικώς άνοίκω σε μια άλλη χράμμη από σας. Δεν μπορώ όμως να φαντασθώ ότι, για μια τέτοια περίπτωση μπορεί να έκδωθ ή μια θανατική καταδικη, ιδίως όταν ο τυχών, όπως είναι τώρα με μένα, βρίσκεται στην φυλακή, με δεμένα τα χέρια, με σφραλισμένο το στόμα. Καθώς γνωρίζω, ποτέ δεν έλαβε τώρα μια τέτοια πράξις, και δεν μπορούσε ποτέ να γίνη εκ μέρους της ΟΡΙΜ, από τους Γκόσε Δέλπεφ και Δαμε Γκρούεφ.

Έν τούτοις το γράμμα από τον Α. Π. είναι μια πραγματικότης. Άν δεν υπάγορευτήκε από τους τοπικούς παράγοντες ή από τους άνωτέρους τους οι όποιοι

είναι πολιτικοί μου αντίπαλοι, και οι όποιοι επανειλημμένως προσπάθησαν να με σκοτώσουν, τότε μπορεί μόνο από σάς να έχει υπαγορευθεί. Αν τό έχουν πραγματικά άποφασίσει, να καταδικάζον έν άπουσία των τούς συμπολίτας τους, μόνο και μόνο για τις πολιτικές τους αντίληψεις, τότε έχουν έκδώσει με αυτήν τους την πράξη μιá φοβερή καταδίκη, έν πάση περιπτώση όμως όχι έναντίον μου.

Τό επανολαμβάνω όμως: Δέν ήθελα άκόμη να παραδεχθώ ότι ήταν αυτό δυνατό, ίσως επρόκειτο για μιá υπερπροθυμία ή κατάχρηση της εξουσίας εκμέρους του Α. Π. ή του φύλακα Ντουντσεφ, και ότι θα παρακινήσετε άμέσως κατάλληλα για να εμποδισθί τό σχέδιο φόνου, γιατί άν τυχών και έκτελεσθί αυτός όφόνος, θα άποτελοΰσε μιá μαύρη σελίδα στην ιστορία της μακεδονικής επανάστασης. Αν όμως ο Α. Π. και ο φύλακας Ντουντσεφ επράξαν και πράττον κατόπιν ρητής σας διαταγής, τότε σας παρακαλώ να έχετε τό θάρρος να με πληροφορήσετε, ποιες είναι οι αιτίες οι όποιες σας υπαγόρευσαν αυτήν την άπόφαση.

Οι ιδεολογικοί πολιτικοί μου συντροφοί, καταδιώκονται, καταδικάζονται, τρομοκρατούνται, σκοτώνονται κατά μάζες στην Σερβία, στην Ελλάδα, στην Ρουμανία, στην Βεσσαραβία, για την θαραλλέα τους, συνεπή και γεμάτη αυτοθυσία προπαγάνδα και πάλη τους, για την άπελευθέρωση της Μακεδονίας, της Θράκης, της Δομπρουστιάς, της Βεσσαραβίας και της περιφέρειας του Τσαρμπροντ. Η δίκη έναντίον του Βόρι Στεφάνωφ στο Βουκουρέστι, οι τελευταίες καταδικές που έκεδώθησαν στην Σκόπια έναντίον των επαναστατών, οι διώξεις έναντίον όλης της κομμουνιστικής ομάδας στο κοινόβούλιο της Αθήνας, έναντίον του κομμουνιστικού κόμματος στην Ελλάδα, έναντίον των συνδικάτων κτλ. είναι μερικές καινούργιες άποδείξεις

γι αυτό. Εγώ προσωπικά καταδικάστικα τρεις φορές από την φασιστική βουλγαρική κυβέρνηση, έκ αιτίας των ιδεών μου, της προπαγάνδας μου για τό Έννιαίο μέτωπο των καταπιεζομένων λαών και τάξεων των Βαλκανίων, για την Όμοσπονδία των ελευθέρων Βαλκανικών λαών και έναντίον των δημιουργών των Συνθηκών του Βερολίνου, Νεγύ, Τριανόν κτλ. Καταδικάστικα, γιατί αντίταθηκα και αντίάσσομαι έναντίον του πούληματος της άνεξαρτησίας και του μέλλοντος του λαού μου σε κείνους οι όποιοι είναι και θα μείνουν οι δήμιοι του, ως πού να άπολυθερωθούν οι λαοί μόνοι τους από τον ζυγό τους: στις ημπεριαλιστικές κυβερνήσεις κάθε είδους, και όλων των χωρών: γιατί εγώ θέλω την ειρήνη και την ένωση με τον ελεύθερο ρωσικό λαό, τον μόνο υπερασπιστή και ειληκρινή και μεγάλο σύμμαχο όλων των καταπιεζομένων και εκμεταλλεομένων λαών και τάξεων του κόσμου όλου. Έχετε τώρα αναλάβη τό καθήκον, να μου δώσετε τό τελευταίο κτύπημα? Τότε έμπρός! Είμαι άοπλος, δεμένος, και στέκομαι στην διάθεση σας. Οι λαοί όμως της Βουλγαρίας, Μακεδονίας, Σερβίας, Ελλάδος, Θράκης, Δομπρουστιάς και Ρουμανίας θα γίνουν στο τέλος μιá φορά ελεύθεροι.

Ζήτω ή Βαλκανική-Δημοκρατική Όμοσπονδία!

Ζήτω τό Έννιαίο μέτωπο των καταπιεζομένων και υποδουλομένων λαών και τάξεων των Βαλκανίων και του κόσμου όλου!

Τόδορ Χ. Πάβλωφ.

πριν καθηγητής και δημοσιογράφος, τώρα δε πολιτικός κατάδικος στις φυλακές της Φιλιππούπολης.

Φιλιππούπολη, τοπικές φυλακές, 29 Φεβρουαρίου 1928.

Propagez la Fédération Balkanique!

L'organe des peuples opprimés des Balkans!

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 1853—1865)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

- Mario Pistocchi — Arakel Babakhanian (Léo)
P. Louis: La crise roumaine et les ennuis de M. Titulesco
P. Davila: Monroisme à rebours
D. Vlakhoff: L'oppression sanglante en Macédoine sous joug serbe
Les menaces bestiales et leur mise en exécution en Macédoine sous joug serbe
D. Jovanovitch: Belgrade et la Macédoine
Prechovsky: Le cynisme des Bourreaux
B. Pejani: L'Albania non si tocca...
I. Mateescu: Révolution à terme fixe...
D. Vl.: La lutte au sein du parti gouvernemental en Bulgarie
V. Gr.: Le Congrès de l'Organisation macédonienne des „Bratstvas“
La vie d'enfer des prisonniers politiques en Bulgarie
Les avocats et juriconsultes français
Nouvelle chasse à l'homme en Roumanie

Texte allemand (pages 1865—1871)

- D. Vlakhoff: Die Knechtung Bulgariens
T. Stanić: Der Wille des kroatischen Volkes zur Freiheit
Melingos: Cyperns 50 jährige Knechtschaft
Todor H. Pavloff: „An das Zentral Komitee der ORIM“ (Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation)
Politische Prozesse gegen Mazedonier

Texte albanais (pages 1871—1874)

- B. Pejani: Muzikantet në Shqypni — II
Drapni: Rreth Çarmatimit
P. Davila: Politika italiane e Ballkani

Texte bulgare (pages 1874—1876)

- Д. Вл.: Борбата всред правителствената партия в България
П. Луи: Балканските държави и великите сили
П. Давила: Монроизъм наопаки

Texte roumain (page 1876—1878)

- I. Mateescu: Revoluție la termen fix...
Delablaț: Lichidarea „reformei“ agrare

Texte serbe (pages 1878—1879)

- Д. Јовановић: Београд и Македонија

Texte croate (pages 1879—1881)

- K. Ivčić: Ratifikacija nettunskih konvencija
Jastrebać: „Čojstvo mu ne smeta“

Texte grec (pages 1881—1884)

- Μελίνος: 50 χρόνια υποδουλώσει
Ο πρωτόγεροφ διατάσει παντότε φονους για λογαριασμό της βουλγαρική στρατιωτικής λίγκας